SOMMAIRE

PRÉSIDENTE DE M. RAYMOND FORNI

1. **Déclaration de l'urgence de projets de loi** (p. 5295).
2. **Loi de finances pour 1993 (deuxième partie)**. - Suite de la discussion d'un projet de loi (p. 5295).

M. le président.

Suspension et reprise de la séance (p. 5295)

ÉQUIPEMENT, LOGEMENT ET TRANSPORTS

Urbanisme, logement et services communs

M. Jean Anciant, rapporteur spécial de la commission des finances ; M. le président.

M. Bernard Carton, rapporteur pour avis de la commission de la production.

MM. Jean-Jacques Weber,
René Beaumont,
Pierre Estève,
André Duroméa,
Jean Tiberi.

M. Pierre Estève.

Suspension et reprise de la séance (p. 5309)

MM. Jean-Louis Bianco, ministre de l'équipement, du logement et des transports ; Jean Tiberi, Jean-Pierre Brard.

M^{me} Marie-Noëlle Lienemann, ministre délégué au logement et au cadre de vie.

Réponses de M. le ministre et Mme le ministre aux questions de : MM. Jean-Paul Virapoullé, Claude Birraux, Pierre Micaux, René Beaumont, Jean-Louis Dumont, Albert Denvers, Jean-Pierre Fourré, Jean-Pierre Brard, Eric Raoult, André Duroméa, Claude Barate, Léon Bertrand, Jean Royer, Julien Dray, Dominique Larifla, Jean-Pierre Kucheida, Jean Oehler, Bernard Schreiner (*Bas-Rhin*), Claude Dhinnin, Umberto Battist.

Les crédits concernant l'urbanisme, le logement et les services communs inscrits à la ligne « Équipement, logement et transports » seront mis aux voix à la suite de l'examen des crédits de la mer.

Mme le ministre, M. le président.

M. André Duroméa.

Après l'article 69 (p. 5329)

L'amendement n° 8 corrigé de M. Deprez n'est pas soutenu.

Article 86 (p. 5329)

Amendement n° 173 du Gouvernement : MM. le ministre, le rapporteur spécial. - Adoption.

Adoption de l'article 86 modifié.

Après l'article 86 (p. 5329)

Amendement n° 30 de M. Brard : MM. Jean-Pierre Brard, le rapporteur spécial, le ministre. - Retrait.

Article 87 (p. 5330)

M. le ministre,

M. Jean-Louis Dumont.

Amendements de suppression n°s 34 de la commission des finances et 170 de M. Malandain : MM. le rapporteur spécial, Jean-Louis Dumont, le ministre. - Réserve du vote.

Réserve du vote sur l'article 87.

Après l'article 87 (p. 5331)

Amendement n° 84 de M. Hoarau : MM. Elie Hoarau, le rapporteur spécial, Mme le ministre. - Réserve du vote.

Renvoi de la suite de la discussion budgétaire à la prochaine séance.

3. **Dépôt de projets de loi** (p. 5332).

4. **Dépôt de projets de loi adoptés par le Sénat** (p. 5332).

5. **Ordre du jour** (p. 5332).

COMPTE RENDU INTÉGRAL

PRÉSIDENTE DE M. RAYMOND FORNI, vice-président

La séance est ouverte à vingt et une heures.

M. le président. La séance est ouverte.

1

DÉCLARATION DE L'URGENCE DE PROJETS DE LOI

M. le président. M. le président de l'Assemblée nationale a reçu de M. le Premier ministre des lettres l'informant que le Gouvernement déclare l'urgence :

- du projet de loi modifiant le titre VI du livre III du code des communes et relatif à la législation dans le domaine funéraire ;

- et du projet de loi relatif au don et à l'utilisation thérapeutique du sang humain et à l'organisation de la transfusion sanguine, et modifiant le code de la santé publique.

2

LOI DE FINANCES POUR 1993 (DEUXIÈME PARTIE)

Suite de la discussion d'un projet de loi

M. le président. L'ordre du jour appelle la suite de la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1993 (nos 2931, 2945).

Nous allons suspendre la séance quelques instants.

Suspension et reprise de la séance

M. le président. La séance est suspendue.

(La séance, suspendue à vingt et une heures dix, est reprise à vingt et une heures quinze.)

M. le président. La séance est reprise.

ÉQUIPEMENT, LOGEMENT ET TRANSPORTS

Urbanisme, logement et services communs

M. le président. Nous abordons l'examen des crédits du ministère de l'équipement, du logement et des transports, concernant l'urbanisme, le logement et les services communs.

La parole est à M. Jean Anciant, rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

M. Jean Anciant, rapporteur spécial. Monsieur le ministre de l'équipement, du logement et des transports, madame le ministre délégué au logement et au cadre de vie, je ne voudrais pas faire preuve de mauvaise humeur excessive, mais je ne peux m'empêcher d'émettre une protestation...

M. Eric Raoult. Y a-t-il un Gouvernement ?

M. Jean Anciant, rapporteur spécial. ... sur nos conditions de travail, puisque nous commençons seulement à vingt et une heures l'examen d'un budget initialement prévu à quinze heures. Ce sont des conditions de travail désagréables. *(Applaudissements sur tous les bancs.)*

M. le président. Monsieur Anciant, le reproche d'adresse à l'ensemble des groupes. Il n'a pas été possible de trouver un président de séance pour cet après-midi. Je le regrette comme vous, mais ce n'est pas la faute du Gouvernement.

M. Jean-Louis Bianco, ministre de l'équipement, du logement et des transports. Ce n'est pas la faute du Gouvernement, en effet ! Il n'est pas responsable de tout !

M. Eric Raoult. Et l'examen des crédits des anciens combattants un samedi après-midi ?

M. Jean Anciant, rapporteur spécial. Je n'accuse personne. Je constate, et je me devais de le dire.

J'en viens à la présentation du budget du ministère de l'équipement, du logement et des transports concernant l'urbanisme, le logement et les services communs.

Depuis 1988 le logement social est une priorité des gouvernements qui se sont succédé, ...

M. Claude Birreux. Eh bien !

M. Jean Anciant, rapporteur spécial. ... soutenus sans défaillance par la majorité. Le projet du budget qui nous est présenté pour 1993 est le dernier de la législature et il s'inscrit dans le droit fil de ceux qui l'ont précédé. Dans la conjoncture actuelle, il apparaît incontestablement comme tout à fait satisfaisant...

M. René Couaneu. En apparence !

M. Jean Anciant, rapporteur spécial. ... même si, sur certains aspects, il peut certainement être amélioré.

Le rapporteur spécial que je suis se doit de rapporter l'intégralité des crédits imputés sur la section « Urbanisme, logement et services communs », lesquels, vous le savez, dépassent largement le seul domaine du logement social.

Je consacrerai donc la première partie de mon intervention à l'examen des crédits demandés pour la section en 1993, puis, dans un deuxième temps, je procéderai à quelques observations sur des sujets qui me tiennent particulièrement à cœur et sur lesquels j'aimerais connaître les réactions du Gouvernement.

J'examinerai donc en premier lieu les principales caractéristiques des crédits demandés pour la section « Urbanisme, logement et services communs ». Ils atteindront l'an prochain près de 56 milliards de francs, soit une hausse 2,35 p. 100 par rapport à cette année. Cette progression peut sembler modeste, puisqu'elle correspond à un quasi-maintien en francs constants. En réalité, elle n'a qu'une signification limitée. Elle résulte en effet d'une baisse tendancielle de certains crédits, en particulier les crédits de paiement affectés aux prêts aidés par l'Etat en vue de l'accession à la propriété, les PAP, qui ont été minorés de près de 2 milliards de francs compte tenu de la chute du nombre de prêts distribués ces dernières années, chute compensée par un accroissement très important des moyens au profit d'actions prioritaires. Ainsi, les aides à la personne recevront un supplément de crédits de près de 2,5 milliards de francs.

D'abord, je ferai quelques observations sur les moyens des services. Le titre III absorbe 20,3 milliards de francs, contre 19,4 milliards de francs en 1992, soit une progression de 4,42 p. 100, inférieure à celle qui est observée pour l'ensemble du titre III des budgets civils du budget général.

Les dépenses de personnels atteindront 17,85 milliards de francs, soit une hausse de 4,59 p. 100 par rapport à cette année. Cet abondement des crédits permettra de mettre en œuvre les mesures indiciaires et catégorielles résultant du protocole d'accord sur la rénovation de la grille de la fonction publique, et autorisera en outre la poursuite de l'effort de modernisation de l'administration. Je rappellerai en effet que le ministre s'est engagé dans une politique dynamique de titularisation et de requalification des emplois, s'agissant en particulier des services extérieurs. Pour le détail de ces mesures, je vous renvoie, bien sûr, à mon rapport écrit. J'indiquerai simplement, pour l'instant, la titularisation de 3 700 personnes de catégorie B non titulaires et la transformation d'emplois dans les corps de contrôleurs de travaux publics de l'État.

Globalement, la section va perdre 768 emplois, ce qui ramènera l'effectif total à 105 325. Cette diminution permet néanmoins une amélioration de la structure des emplois, puisque les effectifs de catégorie B vont progresser, alors que ceux des catégories C et D seront en diminution.

En ce qui concerne les dépenses de fonctionnement et de matériel - 1,433 milliard de francs - je mentionnerai une mesure nouvelle de 220,17 millions de francs correspondant à la création de quarante centres de responsabilité, permettant de globaliser les dépenses de fonctionnement des services déconcentrés.

Je formulerais maintenant quelques observations sur les crédits à l'architecture et à l'urbanisme.

Les dotations demandées pour ces actions passeront de 564,3 millions de francs en 1992 à 580,35 millions de francs, soit une augmentation de 2,84 p. 100. L'augmentation est plus sensible en moyens d'engagement, c'est-à-dire en raisonnant en dépenses ordinaires et en autorisations de programme : les moyens atteindront 639,5 millions de francs, soit une progression de 8,08 p. 100.

Indiscutablement, c'est l'architecture, en particulier l'enseignement de l'architecture, qui sera privilégiée en 1993. Chacun peut se réjouir de ces évolutions qui vont enfin permettre d'adapter les moyens affectés à l'enseignement de l'architecture à l'augmentation rapide du nombre d'élèves enregistrée ces dernières années. Votre rapporteur avait, dès 1985, appelé l'attention du Gouvernement sur la nécessité de cet effort.

J'achèverai ce rapide survol des dotations hors logement en évoquant les crédits affectés à l'Institut géographique national, lesquels sont en hausse de 3,14 p. 100. Cette progression permettra d'accroître légèrement les moyens de l'Institut. L'évolution des autorisations de programme est stabilisée mais j'indique, à cet égard, qu'un effort doit être consenti à moyen terme car le besoin de renouveler les équipements informatiques, le parc aérien et les matériels de prise de vue ne va pas tarder à se faire sentir.

J'insiste sur ce sujet car je crois sincèrement que le rayonnement international de l'IGN justifie amplement que les moyens indispensables ne lui soient pas marchandés.

J'en viens à l'examen des dotations prévues en faveur du logement et de la construction.

J'ai indiqué d'emblée que ce budget me semblait satisfaisant. Le simple examen des chiffres suffit à le montrer. (*Rires et exclamations sur les bancs des groupes du Rassemblement pour la République, Union pour la démocratie française et de l'Union du centre.*)

M. René Couanau et M. René Beaumont. Non !

M. Jean Tiberi. Vous n'êtes pas difficile !

M. Eric Raoult. On va le dire, au moment des élections législatives, que vous êtes l'homme du « satisfaisant » !

M. Jean Anciant, rapporteur spécial. Si l'on prend en compte les moyens supplémentaires accordés lors de l'examen de la première partie de la loi de finances et sur lesquels je reviendrai, les moyens d'engagement en faveur du logement devraient atteindre 34,06 milliards de francs, soit une croissance de 9,91 p. 100 par rapport aux crédits votés en 1992.

Abstraction faite des abondements apportés en cours de discussion, les moyens nouveaux, par rapport à l'an passé, s'expliquent essentiellement par une majoration très importante - 2,44 milliards de francs - des crédits affectés aux aides à la personne et par la création d'un chapitre nouveau consacré à la contribution au fonds de garantie pour l'accès social à la propriété, dont j'aurai l'occasion de reparler ultérieurement.

Les moyens budgétaires qui seront alloués au logement en 1993 peuvent être, en fait, caractérisés par trois orientations essentielles.

D'abord, les moyens supplémentaires en faveur des aides à la personne permettent de soutenir plus activement les ménages les plus démunis. La première mesure significative est sans aucun doute l'achèvement du bouclage de l'allocation de logement sociale. Je vous rappelle qu'en 1991, l'octroi d'une aide personnelle au logement, sous seules conditions de ressources, a été appliquée à l'Île-de-France et aux départements d'outre-mer. En 1992, il a été procédé de même pour les communes de plus de 100 000 habitants. Cette année, il est proposé de généraliser ce bouclage à l'ensemble du territoire.

Le coût de cette mesure est de 420 millions de francs. Il me semble qu'il s'agit de l'une des dispositions majeures du présent projet de budget dans la mesure où elle constitue la traduction concrète de la mise en œuvre du droit au logement.

La seconde mesure significative est sans aucun doute la revalorisation des barèmes de l'APL, l'aide personnalisée au logement et de l'AL, l'allocation de logement pour un coût de près de 1 milliard de francs. En ce qui concerne l'APL, je note en outre avec intérêt la revalorisation des plafonds de loyer de 5,2 p. 100.

Il n'en reste pas moins, monsieur le ministre, madame le ministre, que l'analyse de l'évolution des taux d'effort fait apparaître, sur une longue période, une hausse tendancielle de la charge de loyer nette d'APL. Je crois qu'il faut absolument inverser cette tendance parce que le maintien du pouvoir d'achat des aides au logement est la condition *sine qua non* de la crédibilité du système qui repose, vous le savez bien, sur le maintien de son pouvoir solvabilisateur sur longue période.

J'ai souvent eu l'occasion d'insister, dans mes précédents rapports, sur le fait que l'aide publique en matière de politique du logement était un instrument irremplaçable de redistribution du revenu global. J'ai toujours affirmé que, dans cette redistribution, l'aide à la personne était prioritaire pour les moins favorisés. D'une certaine façon, l'érosion du pouvoir d'achat au niveau des barèmes n'est pas acceptable.

J'avais aussi, avant 1986, beaucoup insisté sur la nécessité d'un barème plus simple et plus transparent pour les familles. J'ai renoncé tout en restant convaincu que la façon de calculer l'allocation logement, élément important de la solidarité, doit être accessible à tous, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui.

La deuxième orientation prioritaire du budget pour 1993 est un effort très important dans le domaine du logement locatif social.

Le projet de loi de finances initial, vous le savez, proposait la reconduction d'un programme identique à celui budgété en 1992, soit 80 000 PLA, les prêts locatifs aidés, et 200 000 primes PALULOS, c'est-à-dire les primes à l'amélioration des logements à usage locatif et à occupation sociale.

Au cours de l'examen de la première partie de la loi de finances, M. Malvy a accepté d'accroître le plafond des charges de l'État tant en crédits de paiement qu'en autorisations de programme de façon à financer 10 000 PLA supplémentaires.

M. Pierre Estève. Très bien !

M. Jean Anciant, rapporteur spécial. Par conséquent, 90 000 prêts au total devraient être distribués en 1993, ce qui portera à 380 000 le nombre de logements sociaux créés depuis 1988. Chacun peut se féliciter de cette orientation.

A cette occasion, je rappelle à certains de mes collègues qu'en 1987 et 1988 le nombre de prêts n'a pas dépassé respectivement 65 000 et 55 000.

M. René Couanau. Mais combien construisait-on de logements, à l'époque ?

M. Eric Raoult. A vous entendre, messieurs, ce serait toujours notre faute ! N'oubliez pas que vous dirigez le pays depuis dix ans !

M. Jean Anciant, rapporteur spécial. Monsieur le ministre, j'appelle toutefois votre attention sur le niveau des paramètres de référence, en particulier sur celui des prix plafond et des loyers plafond tels qu'ils sont actuellement définis, surtout dans la région Ile-de-France. Vous n'ignorez pas, en effet, que ces paramètres n'ont pas été suffisamment revalorisés, ce qui rend difficile la mise en œuvre des opérations sur le terrain.

La troisième orientation caractéristique de ces dotations me semble être une tentative pour redynamiser l'accession sociale à la propriété par le biais de la mise en place du fonds de garantie de l'accession à la propriété. Ce dernier est doté de 300 millions de francs et il devrait être complété par une dotation équivalente ouverte par le collectif. Grâce à la mutualisation des risques, cela permettra de garantir des prêts conventionnés accordés à des accédants à la propriété dont les revenus ne dépassent pas certains plafonds de ressources. On annonce que 200 000 ménages - chiffre qui me paraît exagéré - pourraient bénéficier annuellement de ce nouveau mécanisme qui suscite cependant beaucoup de réserves, comme j'aurai l'occasion de l'évoquer dans quelques instants.

L'accession sociale traditionnelle ne participe pas, elle, à l'effort de « redynamisation ». En effet, les dotations consacrées au financement des PAP en 1993 ne permettront de financer que 30 000 prêts nouveaux, contre 35 000 en 1992.

M. Jacques Limouzy. Et voilà !

M. Jean Tiberi. C'est sûrement encore satisfaisant !

M. Jean Anciant, rapporteur spécial. Si l'on intègre à la dotation de 1992 les 7 000 prêts financés grâce au décret d'avance, 72 000 prêts auraient ainsi été financés en deux ans.

J'achèverai cette présentation générale des crédits par l'évocation des subventions d'équipement versées à l'ANAH, l'agence nationale pour l'amélioration de l'habitat, pour 1993.

M. le président. Voulez-vous le faire rapidement, monsieur le rapporteur, car vous avez épuisé votre temps de parole.

M. Jean Anciant, rapporteur spécial. J'ai suffisamment attendu avant de pouvoir commencer. Je regrette, mais je tiens à dire un certain nombre de choses.

M. Eric Raoult. D'autant que c'est la dernière fois qu'il présente ce rapport !

M. Jean Anciant, rapporteur spécial. Les subventions vont atteindre 2 milliards de francs. Je reconnais que ce montant est élevé, mais je constate sans surprise, je dois le dire, qu'on n'intègre pas en 1993, contrairement à 1992, l'augmentation du produit de la taxe additionnelle au droit au bail résultant de l'uniformisation du taux que nous avons voté l'année dernière.

J'en viens à la deuxième partie de mon intervention.

Ce budget est le dernier de la législature. J'ai eu le privilège, pendant plusieurs années, avant 1986 et depuis 1988, de le présenter et l'expérience que j'ai pu acquérir, comme beaucoup, me donne envie d'exprimer aujourd'hui quelques observations et aussi quelques regrets.

M. René Couanau. C'est un discours d'adieu !

M. Eric Raoult. C'est une épitaphe !

M. Jean Anciant, rapporteur spécial. Je formulerai d'abord quelques observations sur les difficultés que connaît actuellement le secteur de l'immobilier.

M. Jean Tiberi. C'est le moins que l'on puisse dire !

M. Jean Anciant, rapporteur spécial. Cette crise se manifeste, nous le savons tous, par une accumulation des stocks, notamment en région parisienne, et par une diminution des mises en chantier. Il est clair que la crise subie par ce secteur n'est pas seulement conjoncturelle ; elle me paraît plutôt relever d'une phase descendante d'un cycle tel qu'en connaît périodiquement le marché de l'immobilier dans le cadre des lois classiques du marché.

M. Jean Tiberi. Et de la politique du Gouvernement !

M. Jean Anciant, rapporteur spécial. Je souligne simplement que, au cours de ces dernières années, beaucoup de promoteurs privés ont monté des opérations dans la région parisienne avec des prix de vente de l'ordre de 25 000 francs le mètre carré. Un appartement de type F4 de soixante-dix mètres carrés valait donc 1 750 000 francs. La clientèle pouvant s'offrir un tel niveau de prix a été rapidement épuisée.

M. Eric Raoult. Ça, c'est sûr !

M. Jean Tiberi. C'est un euphémisme !

M. Jean Anciant, rapporteur spécial. Que représente un prix de vente au mètre carré de 25 000 francs ? Je suis convaincu, pour ma part, qu'une construction de qualité peut être réalisée pour 10 000 francs le mètre carré. Les 15 000 francs restants correspondent donc au prix du terrain et à la marge du promoteur.

Nombre de ces appartements ou bureaux en stock sont le produit d'opérations spéculatives dans lesquelles, d'ailleurs, les banques se sont engagées de manière bien imprudente.

Je me permets ici d'émettre quelques réserves sur le recours à des dépenses fiscales d'un coût budgétaire élevé et dont l'efficacité n'est pas entièrement prouvée. Je pense bien évidemment au dispositif Quilès-Méhaignerie dont j'ai tendance à estimer qu'il permet surtout de limiter les conséquences de la crise pour certains opérateurs immobiliers...

M. Eric Raoult. Vous mettez en cause M. Quilès !

M. Jean Tiberi. Ce n'est pas bien !

M. Jean Anciant, rapporteur spécial. ... qui auraient peut-être mieux fait de travailler un peu plus sérieusement leurs études de marché.

Mme Marie-Noëlle Lienemann, ministre délégué au logement et au cadre de vie. Les prix ont doublé depuis la loi Méhaignerie !

M. Eric Raoult. Vous dites cela parce que M. Quilès quitte Paris !

M. le président. Mes chers collègues, laissez terminer le rapporteur !

M. Jean Tiberi. Il met en cause M. Quilès !

M. Jean Anciant, rapporteur spécial. Je rappelle que si le dispositif Quilès-Méhaignerie, tel qu'il existe aujourd'hui, bénéficie à certains investisseurs, ses effets réels sur la construction me semblent beaucoup plus limités qu'on ne l'affirme en général. La moitié des contribuables bénéficiaires de ce dispositif sont imposables dans les tranches supérieures à 200 000 francs. Il est facile de calculer le revenu brut correspondant.

Ma deuxième interrogation concerne la construction de logements locatifs sociaux dans les départements d'outre-mer. Pour abréger, je me borne à indiquer que j'ai proposé à la commission des finances une observation sur ce sujet, qu'elle a adoptée à l'unanimité. Nous souhaitons le maintien de la dotation correspondante au niveau de l'année dernière. Certains de mes collègues y reviendront.

S'agissant de l'accession sociale à la propriété, la commission des finances a supprimé l'article instituant le fonds de garantie de l'accession sociale à la propriété, le FGAS, contre mon avis, je le reconnais. Toutefois, je comprends cette décision et peux me faire le porte-parole des préoccupations qui l'ont motivée.

En soit, la création de ce fonds de garantie est intéressante.

D'abord, en l'état, le PAP ne permet pas d'accéder à l'ancien dont on sait que c'est une orientation possible permettant de relancer l'accession sociale. En outre, le régime actuel d'aide à l'accession à la propriété néglige un « créneau » important de l'accession, ce que j'appellerai l'accession intermédiaire.

En effet, actuellement, on soutient l'accession des plus modestes par le biais du PAP et, d'un autre côté, l'accession des plus aisés par le biais des dépenses fiscales. Or, entre ces deux catégories, il n'y a rien. C'est-à-dire que les familles disposant de revenus compris *grosso modo* entre trois et cinq SMIC, disons entre 15 000 francs et 30 000 francs mensuels, sont dans une situation fragilisée si elles veulent accéder à la propriété dans de bonnes conditions.

M. René Couanau. Tout à fait !

M. Jean Anciant, rapporteur spécial. Dans ce contexte, la mise en place du FGAS est une idée intéressante : il peut constituer le deuxième étage de l'accession sociale pour les catégories intermédiaires.

M. René Beaumont. Il ne faut pas plafonner !

M. Jean Anciant, rapporteur spécial. Dans ces conditions, chacun comprendra que la donnée fondamentale est celle des plafonds de ressources en dessous desquels les ménages seront susceptibles d'obtenir un prêt garanti par le FGAS. Or, force est de constater qu'actuellement, ces plafonds de ressources n'ont toujours pas été fixés. C'est pourtant le point essentiel.

D'après les informations dont nous disposons, il semblerait qu'actuellement il soit envisagé de définir des plafonds de ressources proches de ceux applicables aux PAP. Dès lors, il est évident que les prêts garantis par le FGAS pourraient se substituer aux PAP. Tel est le motif de l'inquiétude de la commission des finances. En effet, le PAP est un produit qui a fait ses preuves et il doit être préservé, même si chacun reconnaît aujourd'hui certaines de ses insuffisances.

Les prêts garantis par le FGAS auraient cependant des avantages. Ils permettraient aux accédants de choisir leur mode de financement.

Par conséquent, je souhaite que le Gouvernement précise ses intentions et informe complètement la représentation nationale, notamment à propos du plafond des ressources.

Dans ce contexte, la dotation de 30 000 PAP prévue pour 1993 n'est pas suffisante.

M. Pierre Estève. Absolument !

M. Jean Anciant, rapporteur spécial. Certains ont même pu croire que ce chiffre n'avait pour objectif que de définir une « dotation tampon » permettant d'assurer le passage progressif du mécanisme « PAP » au FGAS.

C'est la raison pour laquelle la commission des finances a également adopté une observation visant à obtenir le financement de 10 000 PAP supplémentaires. J'insiste fortement auprès du Gouvernement pour que cette demande soit prise en considération, d'autant qu'elle n'a vraiment rien d'excessif.

M. Pierre Estève. Absolument !

M. René Couanau. Très bien !

M. Jean Anciant, rapporteur spécial. J'ajoute que ce programme supplémentaire constituerait un véritable instrument de soutien à l'activité du bâtiment. J'ai eu, chaque année, l'occasion d'indiquer que, de manière assez mécanique, dans le bâtiment, la construction d'un logement correspondait à un emploi direct et à un emploi indirect au niveau des fournisseurs des entreprises du bâtiment.

Je me permets donc d'insister, madame le ministre : l'accession sociale à la propriété doit être préservée. Elle fait partie du choix qui doit être offert aux familles aux revenus modestes et aux revenus intermédiaires. Elle permet une sortie du parc HLM qui facilite une meilleure adaptation de l'offre de ce type de logements à la demande.

Je veux encore dire quelques mots - le président me pardonnera d'être un peu long, mais le sujet est important - sur une orientation dont je souhaite sans équivoque qu'elle soit retenue au niveau du financement du logement social.

Chacun sait que nous sommes confrontés à une décollecte croissante sur le livret A qui pourrait atteindre 60 milliards de francs en 1992. La commission Lebègue avait estimé que le système de financement du logement social pouvait encore fonctionner avec une décollecte stabilisée à 50 milliards. Ce chiffre a donc été dépassé et il convient de réfléchir de nouveau aux perspectives de financement à moyen terme.

Beaucoup a été dit sur ce sujet. Il faut reconnaître que les choses n'avancent pas vite. Cette évolution est préoccupante car, si l'on n'y prend garde, elle risque de conduire inexorablement à un ajustement brutal du nombre de prêts distribués à l'horizon de quelques années.

Il faut souligner une fois de plus le rôle central de l'épargne collectée par le livret A. Le taux réglementaire du livret A - 4,5 p. 100 - et les frais de gestion de la Caisse des dépôts font que le taux des prêts PLA aux organismes constructeurs est de 5,8 p. 100. S'il fallait obtenir le même résultat avec une épargne rémunérée au taux du marché, il faudrait que la subvention d'Etat, actuellement de

50 000 francs environ par PLA, soit au moins de 150 000 francs, voire 160 000 francs, ou bien l'alternative serait une forte hausse des loyers.

Une fois de plus, nous nous trouvons devant le choix politique fondamental de l'effet de redistribution de la politique du logement social.

Je souhaite pour ma part que nous soyons tous très clairs sur ce point - quels que soient les groupes - en affirmant que le coût de la ressource supportée par les organismes HLM ne doit pas augmenter à l'avenir.

Je ne sais pas encore quelles solutions concrètes doivent être mises en œuvre, mais je suis convaincu qu'il faut dès maintenant prévoir le maintien réglementaire d'une alimentation du système par des ressources à taux privilégié.

M. René Couanau. Très bien !

M. Jean Anciant, rapporteur spécial. L'épargne liquide investie dans des produits faisant l'objet d'un traitement fiscal de faveur n'est pas une denrée rare dans notre pays : je pense, par exemple, aux SICAV monétaires dont l'encours est de 1 300 milliards de francs. Je ne trouverais pas abusif l'obligation d'utiliser une partie de cette épargne dans le financement du logement social, eu égard à ses avantages fiscaux.

M. Pierre Estève. Très bien !

M. Jean Anciant, rapporteur spécial. Je souhaite encore - j'en aurai bientôt terminé, monsieur le président - vous poser, monsieur le ministre, madame le ministre, deux questions précises.

Premièrement, les agences d'urbanisme sont un instrument très efficace dans le partenariat avec collectivités locales et territoriales. Malgré les difficultés de consommation, envisagez-vous d'augmenter la dotation budgétaire qui apparaît insuffisante, comme le demande la fédération nationale des agences d'urbanisme ? Plusieurs collègues reviendront sur cette question.

Deuxièmement, le schéma directeur de l'Ile-de-France vient d'être publié. Pour la zone de Roissy, à proximité de l'aéroport, il prévoit une multiplication des zones d'activité sur des surfaces considérables sans se préoccuper de l'habitat. C'est, du point de vue de l'équilibre habitat-emploi, une option qui, aux yeux de beaucoup, paraît très contestable. Considérez-vous, monsieur le ministre, que le schéma doit être modifié eu égard, notamment, à l'habitat lié aux emplois induits par l'aéroport international de Roissy ?

Soyez rassuré, monsieur le président, j'en arrive à ma conclusion.

Ce projet de budget est aussi bon qu'il peut l'être dans la conjoncture actuelle. Il conforte la place du logement social comme une des priorités de la législature.

Bien sûr, beaucoup de questions restent posées et les difficultés actuelles de l'immobilier doivent nous inciter à réfléchir sur le financement du logement dans son ensemble, qu'il s'agisse du logement privé, obéissant aux lois du marché, du logement intermédiaire et du logement social. En tout état de cause, chacun sait qu'une bonne politique du logement est sans aucun doute un des moyens privilégiés dont nous disposons pour renforcer la cohésion sociale dans notre pays. Je vous renvoie à cet égard à mon rapport écrit dans lequel un tableau chiffré donne le montant de l'effort public en faveur du logement depuis de nombreuses années. Ce tableau montre que la part des aides fiscales indirectes tend à augmenter : de 27,4 p. 100 du total en 1988 elles s'élèvent à 32,7 p. 100 en 1993. Je ne suis pas sûr que cette évolution aille dans le sens d'une meilleure solidarité. Le grand débat que nous avons devant nous devrait, me semble-t-il, permettre de répondre à cette question : le financement de la politique du logement doit-il, ou non, avoir un effet redistributif ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.)*

M. Jean-Louis Dumont. Excellent rapport !

M. le président. Monsieur le rapporteur, vous avez rappelé à l'ordre le bureau de l'Assemblée nationale et plus particulièrement les vice-présidents. Quand on demande au bureau de respecter le règlement, notamment le rythme des séances, on respecte aussi son temps de parole. Vous avez parlé trente minutes alors que vous n'en disposiez que de quinze.

La parole est à M. Bernard Carton, rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges, qui dispose de quinze minutes, et je serai ferme.

M. Eric Raoult. Il n'a encore rien dit, le pauvre !

M. Jean Tiberi. Ne le grondez pas !

M. Bernard Carton, rapporteur pour avis. Monsieur le président, vous me mettez dans une situation très délicate pour présenter mon rapport dans la mesure où, en effet, mon ami Jean Anciant est déjà intervenu longuement au nom de la commission des finances sur de nombreux points. Je m'efforcerai donc, dans l'exposé que j'ai préparé, d'éviter les redites et j'essaierai d'être le plus bref possible.

M. Eric Raoult. Très bien !

M. Bernard Carton, rapporteur pour avis. Tout de go, et après Jean Anciant, j'indique que la commission de la production et des échanges a reconnu que le projet de budget du logement, dans une conjoncture budgétaire difficile, était globalement bon. Il marque que la priorité donnée au logement sous cette législature est respectée, comme le sont les engagements.

Ce dernier budget de la législature vient confirmer en effet les actes positifs qu'ont été les lois du 6 juillet 1989 sur les rapports entre bailleurs et locataires, du 31 mai 1990 sur le droit au logement et du 13 juillet 1991 sur l'orientation pour la ville qui assure la mixité de l'habitat.

M. Eric Raoult. De belles paroles !

M. Bernard Carton, rapporteur pour avis. Ce ne sont pas simplement des paroles ; ce sont surtout des actes puisque la principale action du Parlement est bien de voter des lois. Je pense que ces lois marqueront cette législature.

L'effort public en faveur du logement s'inscrit dans ce projet de budget pour 1993.

Parmi les engagements positifs pris lors de la discussion de la première partie de la loi de finances, je citerai le financement de 10 000 PLA supplémentaires, qui porte les moyens d'engagement affectés au logement à 34 milliards de francs, soit une hausse de 9,91 p. 100 par rapport à 1992, et ceux destinés à la politique de la ville à 7 milliards de francs, soit une hausse de 13 p. 100. Malgré un contexte économique défavorable, ces crédits maintiennent et même renforcent le caractère prioritaire donné au budget du logement.

Quelques secteurs dont nous avons déjà beaucoup parlé sont un peu moins bien traités. On peut déplorer, d'une part, le recul des crédits de la ligne budgétaire unique pour le logement dans les DOM-TOM, d'autre part, la diminution des crédits destinés aux primes à l'amélioration de l'habitat, lesquelles jouent un rôle non seulement social, mais également économique très significatif dans la mesure où leur effet multiplicateur est total. En effet, elles ne financent par définition que des travaux et non la partie foncière du logement. J'insiste, monsieur le ministre, madame le ministre, sur ce point, car les crédits de la ville sont un des aspects non négligeables de la politique de l'habitat.

Le débat sur les crédits PAP n'est pas nouveau au cours de cette législature quant au rôle, à la place et aux moyens de financement que l'on entend donner à l'accession à la propriété populaire.

Ce budget, comme on l'a déjà souligné, fait apparaître deux priorités que l'on ne peut pas masquer.

La première est la consolidation des aides à la personne. Le budget 1993 marquera en effet l'achèvement du « bouclage » des aides à la personne, c'est-à-dire l'extension à l'ensemble de la population du droit permanent à une aide personnelle au logement sous seule condition de ressources. Cela se traduira dans le budget par une progression de 13,2 p. 100 des aides sociales. L'évolution du nombre de bénéficiaires sera très significative, puisque près de 4 600 000 familles bénéficieront des prestations versées au titre des aides à la personne telles que l'ALF, l'allocation de logement à caractère familial, l'ALS, l'allocation de logement sociale, et l'APL, l'aide personnalisée au logement. Le Gouvernement s'était engagé en 1990 à généraliser ces aides personnelles au logement sous seule condition de ressources. Nous nous félicitons de voir que les engagements ont été respectés.

La deuxième priorité de ce budget est le maintien de l'effort en faveur du logement social locatif, qui aura deux vertus : répondre à des attentes importantes dans ce domaine

et maintenir un rythme de construction important en cette période de crise de la construction. En 1992, on annonce environ 270 000 logements.

M. Jean Tiberi. Ce n'est pas beaucoup.

M. Eric Raoult. C'est même très peu !

M. Bernard Carton, rapporteur pour avis. Ce n'est pas beaucoup ? Il s'agit de 270 000 logements publics et privés !

M. Jean-Jacques Weber. Escomptés !

M. Bernard Carton, rapporteur pour avis. Rien que la part des PLA représentera un tiers de cet effort de construction.

M. Claude Barate. Ce n'est pas beaucoup !

M. Bernard Carton, rapporteur pour avis. Si, et cela devait être souligné.

Outre l'effort en faveur des PLA, il y a celui fait pour la réhabilitation des HLM avec les 200 000 PALULOS promis par le Président de la République dans son discours de juin 1989, ce qui aura permis de réhabiliter un million de logements HLM en cinq ans.

Le PLA, ou prêt locatif aidé, avait été conçu pour permettre de loger 80 p. 100 des Français. Or les catégories intermédiaires éprouvent de nombreuses difficultés aujourd'hui à avoir accès à un logement HLM. S'est alors ouvert le débat sur ce qu'on a appelé le logement locatif intermédiaire. Après certains balbutiements, comme le PLI, le prêt locatif intermédiaire, la situation est aujourd'hui beaucoup plus stabilisée avec de nouveaux produits, tel le PLS, le prêt locatif social, qui permettront de construire 29 000 logements ; c'est un succès réel.

Viennent s'ajouter les dispositifs fiscaux Quilès-Méhaignerie I, Quilès-Méhaignerie II, qui ont fait l'objet de débats lors de l'examen de la première partie du budget. Les incitations ainsi mise en place obligent à une certaine réflexion. Le logement en France ne peut pas tenir sur un seul pied : le logement public.

M. Jean-Jacques Weber. Belle découverte !

M. Bernard Carton, rapporteur pour avis. Il faut aussi une part importante de logements privés. Il faut un juste équilibre.

M. René Couanau. Il faut surtout l'efficacité !

M. Bernard Carton, rapporteur pour avis. La question se pose aux parlementaires que nous sommes de savoir jusqu'où doivent aller les incitations fiscales pour trouver ce juste équilibre.

M. René Couanau. Jusqu'à l'efficacité !

M. Bernard Carton, rapporteur pour avis. A partir du moment où l'efficacité - puisque vous parlez d'efficacité - appelle des participations budgétaires presque égales aux efforts consentis pour les PLA, on peut se demander s'il s'agit encore d'incitations fiscales ou bien d'une aide de l'Etat à un logement qui devient public ou parapublic et dont la destination sera privée.

Les questions posées montrent qu'aujourd'hui, devant les difficultés auxquelles nous sommes confrontés, le logement privé n'est pas au rendez-vous ; il est en chute libre. On nous annonçait que si nous mettions plus de logements sur le marché, nous aurions des réponses positives. On ne peut constater aujourd'hui qu'une seule chose : les banques ont investi dans des programmes qui ne répondent pas du tout à la demande. On a recherché d'abord la spéculation foncière, avant de satisfaire les besoins des Français. Or ces programmes immobiliers ont représenté 500 milliards de francs d'encours bancaires, 40 p. 100 du budget de l'Etat ! C'est une somme qui mériterait quelques explications, s'agissant de la mise sur le marché de produits qui ne correspondaient pas du tout à la demande des consommateurs.

M. Jean Tiberi. Bonne question pour les banques nationalisées !

M. Bernard Carton, rapporteur pour avis. La question fondamentale est aujourd'hui de savoir ce que représente le marché dans la politique de logement. Le logement n'est pas un produit comme les autres. Il doit d'abord et avant tout répondre aux besoins des Français. Le marché ne saurait déterminer les orientations.

Sans revenir sur les crédits, qui connaissent une évolution tout à fait positive, j'insisterai, en conclusion, sur quelques points.

Premier point : l'agence nationale pour l'amélioration de l'habitat. Le parlementaire que je suis et qui a déposé avec Guy Malandain un amendement visant à donner à l'ANAH les moyens lui permettant d'assurer la réhabilitation des logements anciens, dont le principal est la taxe additionnelle au droit au bail, est un peu déçu...

M. René Beaumont. Vous l'avez dit !

M. Bernard Carton, rapporteur pour avis. ... de ne pas trouver une correspondance totale entre les crédits affectés à cette agence et les recettes budgétaires complémentaires apportées grâce à une initiative parlementaire. Je sais qu'on m'objectera que l'ANAH n'est pas en mesure, en 1993, de consommer l'intégralité du produit de cette taxe. J'attends néanmoins du Gouvernement des réponses précises pour qu'on puisse trouver une adéquation totale entre les recettes de l'ANAH et les moyens qui sont mis à sa disposition.

Le deuxième point sur lequel j'attends aussi une réponse positive porte sur la PAH, la prime à l'amélioration de l'habitat.

Le troisième point, sur lequel je n'insisterai pas après l'intervention de Jean Anciant, concerne l'accession à la propriété populaire.

Après toutes les vicissitudes dans la recherche de nouveaux moyens et d'une nouvelle réforme de l'accession à la propriété populaire, il y a maintenant consensus pour considérer que le PAP est encore la meilleure réponse à cet accès à la propriété populaire.

M. Jean-Louis Dumont. Et de loin !

M. Bernard Carton, rapporteur pour avis. Qu'on le dise, qu'on le répète ! Je sais qu'il existe des anti-PAP. En général ils se cachent au ministère des finances.

M. René Couanau. Démasquez-les !

M. Bernard Carton, rapporteur pour avis. Je souhaite que sur cette question une réponse claire nous soit donnée.

Il n'y a pas suffisamment de PAP pour permettre l'accession à la propriété. On pourrait en consommer plus si l'on acceptait une augmentation du plafond d'accès et une meilleure organisation des circuits de distribution. Les sociétés de crédit immobilier pourraient en consommer plus si on leur donnait des dotations supplémentaires. Le PAP est un besoin. Il permet aujourd'hui à ceux qui vivent dans des HLM d'en sortir par l'accession à la propriété. Il faut y répondre positivement. *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.)*

M. Claude Barate. Très bien !

M. Bernard Carton, rapporteur pour avis. Le FGAS constitue une autre possibilité, avec les prêts conventionnés.

Entendons-nous bien : si le FGAS devait faire progressivement disparaître les PAP parce qu'il s'organise sur le même marché, il serait inutile de le mettre en place. Si, en revanche, il peut permettre à des familles modestes ou moyennes d'avoir accès aux prêts conventionnés...

M. Jean Oehler. Ce n'est pas évident !

M. Bernard Carton, rapporteur pour avis. ... on peut y réfléchir à condition qu'il intervienne sur des marchés différents.

M. Jean-Louis Dumont. Quelle est la garantie ?

M. Bernard Carton, rapporteur pour avis. Il faut que les objectifs soient bien clairement précisés. Le plafond de ressources est, comme le disait Jean Anciant, un élément fondamental, car s'il est le même que celui du PAP, un fonds de garantie pour des prêts conventionnés n'a pas lieu d'être.

M. René Couanau. Bien sûr !

M. Bernard Carton, rapporteur pour avis. Voilà les quelques réflexions que m'inspire ce budget.

En conclusion, je vous donnerai mon sentiment sur l'application de la loi Besson et de divers autres dispositifs. On ne peut pas être ignorant.

M. Eric Raoult. M. Anciant l'est, il n'en a pas parlé !

M. Bernard Carton, rapporteur pour avis. Dehors, des gens manifestent, car le problème des mal logés reste posé. Le bilan de la loi Besson, dont j'avais été le rapporteur, est contrasté.

M. Eric Raoult. C'est le moins que l'on puisse dire !

M. Bernard Carton, rapporteur pour avis. On peut considérer que les moyens ont été mis en place ; bien sûr, il y a fallu du temps. Le Gouvernement a respecté ses engagements, tant en moyens financiers qu'en dispositifs opérationnels. Pourtant, les problèmes ne sont toujours pas réglés car la réticence à loger les plus pauvres persiste.

Les débats que nous avons eus à l'occasion de la loi Besson trouvent aujourd'hui leur application pratique sur le terrain. Des communes dont on avait renforcé les moyens se sont exclusivement attachées à exclure les pauvres de leur territoire. La ségrégation règne dans divers organismes, y compris d'HLM, et les pauvres sont exclus de l'accession au logement social. Il existe des gens qui passent leur temps à exclure !

Je me tourne vers le Gouvernement. Diverses aides sociales ont été mises en œuvre - généralisation de l'APL, fonds départementaux destinés à payer des cautions pour faciliter l'accès au logement ou des loyers impayés pour faciliter le maintien dans le logement. Alors pourquoi ne parvient-on pas à soulager tous ces gens qui souffrent ?

Résoudre ce problème passe aussi par les PLA. - insertion. Nous avons souhaité que les associations puissent en solliciter. Mais des difficultés avec la Caisse des dépôts ne leur permettent pas d'y accéder. A Paris, sachez que 600 logements avaient été demandés par les associations. Deux seulement ont été financés ! La question reste posée. Pourquoi la Caisse des dépôts ne participe-t-elle pas aussi à cet élan de solidarité ?

Quant aux préfets, ils ont leur rôle à jouer par leur pouvoir d'attribution, voire de réquisition de logements. Je pense qu'il faudra être plus ferme. L'Etat doit faire appliquer la solidarité nationale avec une fermeté qui doit s'exercer dans les régions, tout comme dans la région parisienne et à Paris. La ville de Paris échappe à ces réalités. *(Protestations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République.)* Pourtant elle doit, elle aussi, participer à l'effort national de logement des plus pauvres. Il faut que cela soit dit.

M. Jean-Louis Dumont. Il faut que la Caisse des dépôts organise !

M. Jean Tiberi. Puis-je vous interrompre, monsieur le rapporteur ?

M. Bernard Carton, rapporteur pour avis. Cette question doit trouver un commencement de réponse d'ici à la fin de l'année. Les garnis posent des problèmes. Les marchands de biens dérèglent le marché. J'espère que vous pourrez nous répondre. Des textes seront-ils présentés sur ces sujets avant la fin de l'année ?

Monsieur le président, bien qu'ayant résumé, j'ai peut-être été trop long, je vous prie de m'en excuser !

En conclusion je souhaite, au nom de la commission de la production et des échanges, que votre budget, madame le ministre, soit approuvé et abondé. *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.)*

M. Jean Tiberi. Monsieur le rapporteur, vous mettez en cause la mairie de Paris et vous me tournez le dos ! Ce n'est pas convenable !

M. le président. Monsieur Tiberi, vous aurez l'occasion d'intervenir dans quelques instants.

M. Jean Tiberi. Monsieur le rapporteur, vous avez refusé de vous laisser interrompre, j'en prends acte.

Quant aux chômeurs, les deux rapporteurs n'en ont pas dit un mot !

M. Eric Raoult. C'est grave !

M. Jean Tiberi. Belle politique !

M. le président. La parole est à M. Jean-Jacques Weber.

M. Jean-Jacques Weber. Le groupe de l'Union du centre n'a cessé - et cela ne date pas d'hier - d'appeler l'attention des gouvernements successifs sur le problème du

logement en France. Ce problème n'est plus seulement grave, madame le ministre, monsieur le ministre, mais terrible pour des centaines de milliers de familles.

Pierre Méhaignerie, le 21 octobre dernier, Jacques Barrot, le 26, qui savent de quoi ils parlent, évoquaient la crise de grande ampleur dans laquelle nous nous enfonçons et le désespoir qui s'installe dans de nombreuses régions agricoles ou industrielles, dans les campagnes comme dans les villes.

Vous avez vu, comme nous, la mécanique se gripper d'année en année. Vous avez commandé des rapports : celui de M. Bloch-Lainé, celui de M. Lebègue et, à présent, celui de M. Geindre pour ce qui concerne le Plan. Mais, pendant ce temps, vous semblez vous satisfaire d'incertaines politiques de la ville ou de DSQ à la demande.

Je vous ai entendu hier encore, monsieur Bianco, nous dire que tout n'allait pas si mal, que votre budget, fort d'une augmentation de 13,5 p. 100 des aides à la personne, allait enfin prendre la dimension du problème et qu'on allait proposer la construction d'un million de logements en cinq ans. Belles certitudes, monsieur le ministre ! Mais j'ai encore dans les oreilles les paroles de M. Quilès et de M. Carton l'an dernier. Le budget 1992, disait M. Carton, engagerait la France dans des voies nouvelles. Le résultat est là, mes chers collègues : 305 000 logements avaient encore été mis en chantier en 1991, année pourtant peu brillante. Le rythme des trois derniers mois de 1992 correspond à la construction de 240 000 logements pour cette année. Même si votre ministère met encore la barre à 270 000, ces chiffres sont tout simplement catastrophiques.

M. Jean Tiberi. Très bien !

M. Jean-Jacques Weber. On n'avait plus vu cela depuis 1955, a constaté *Le Monde* du 8 novembre. Cette année-là, mes chers collègues, était celle qui avait suivi l'appel historique et bouleversant de l'abbé Pierre. Celui-ci vient d'ailleurs de nous lancer un nouveau et pathétique cri d'alarme. Il estime qu'il y a aujourd'hui en France 3 millions de mal-logés, 400 000 sans-abris pour lesquels, à l'entrée de l'hiver, il y a une « pressante urgence ».

C'est précisément un plan d'urgence qu'il faut mettre en place, monsieur le ministre.

M. Eric Raoult. C'est *L'hiver 1992* !

M. Jean-Jacques Weber. Depuis dix ans, on a construit chaque année 100 000 logements de moins qu'il n'aurait été nécessaire, 800 000 autres ont disparu et 2 millions de logements libres ne sont actuellement pas loués. Faites les comptes : près de 4 millions de logements manquent aujourd'hui. Selon l'INSEE, ce sont 337 000 logements au moins qui devraient être construits chaque année pendant cinq ans pour résorber le déficit de l'offre. Mais c'est de 350 000, au moins, qu'on a besoin en réalité.

L'absence de toit, souvent corollaire de l'absence de travail, est la plus grande pauvreté qui soit. Chacun de nous vit ce drame en recevant dans ses permanences des gens littéralement aux abois. Que dire à ceux qui vivent entassés dans la promiscuité, parfois dans l'insécurité, attendant une lettre salvatrice des HLM, de plus en plus hypothétique, hélas ? Que dire surtout à ceux qui n'ont même plus une clé pour rentrer chez eux et qui ne sont pas tous, loin s'en faut, des chômeurs ? Dans certaines villes, des circulaires sont arrivées aux offices HLM leur demandant même d'accepter à présent de loger des cadres.

Le problème douloureux des mal-logés s'accompagne et se nourrit d'une cohorte d'autres problèmes, dont les moindres ne sont pas les problèmes économiques. L'immobilier est en crise profonde ; l'industrie du bâtiment, l'artisanat qui a déjà vu disparaître 5 000 entreprises, sont gravement malades d'avoir perdu, depuis 1991, 30 000 emplois et ont pour seule perspective d'en perdre encore, en 1992 et en 1993, 50 000 autres, voyant ainsi s'évanouir le fruit d'années de rationalisation et d'investissement dans une main-d'œuvre de plus en plus qualifiée.

Le logement représente entre 60 et 70 p. 100 du secteur du bâtiment et des travaux publics et en année normale, 500 milliards de francs de travaux. La production des logements représente l'équivalent de la production automobile - il faut le faire savoir - ou de la production agricole. Enfin, la construction d'un logement peut créer deux ou même trois emplois alors que trois chômeurs coûtent à l'Etat 180 000 francs d'indemnités par an.

Tels sont aujourd'hui, mes chers collègues, quelques-uns des constats que l'on peut faire.

Cette situation n'est pas née du hasard et elle n'est pas seulement, comme vous tentez de le faire croire, la fille de la crise économique et monétaire qui secoue le monde. Elle a une cause idéologique et remonte aux années Mlauroy. Elle tire ses racines du congrès de Valence et recouvre un état d'esprit qui perdure. (*Applaudissements sur les bancs des groupes de l'Union du centre, du Rassemblement pour la République et Union pour la démocratie française.*)

Vous persistez, vous autres socialistes et communistes, à penser qu'en matière de logement, l'Etat peut tout, qu'il est la seule référence, que le propriétaire bailleur privé n'est jamais qu'un exploiteur de pauvres gens et que toute plus-value locative ou immobilière est, outre un régal pour le fisc, un objet intolérable de scandale. Vous n'avez pas arrêté, pendant dix ans, de récuser le propriétaire bailleur comme agent de la vie sociale. (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.*)

M. Eric Raoult et M. Claude Barate. C'est vrai !

M. Jean-Jacques Weber. Je dirai même que, par certains aspects, vous avez poussé, en les protégeant abusivement, certains locataires de mauvaise foi à ne plus respecter leur contrat et vous avez découragé, pour les mêmes raisons, des centaines de milliers de propriétaires de louer et d'investir dans la pierre.

M. Bernard Schreiner (Bas-Rhin). Très juste !

M. Jean-Jacques Weber. Pire, vous les avez incités à reporter leur potentiel financier vers la bourse. Voilà la réalité ! (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.*)

M. Claude Barate. On s'enrichit en dormant !

M. Umberto Battist. Parlez-nous des mètres carrés de bureaux construits en banlieue !

M. Jean-Jacques Weber. Et ce sont ces raisons historiques qui vous ont conduits, qui nous ont conduits, à la grande détresse que vit aujourd'hui le peuple français.

Votre projet de budget, monsieur le ministre, est-il à la mesure du mal ? Sera-t-il capable de provoquer enfin le sursaut salutaire ? Soyons clairs, c'est un bien petit budget pour une très grosse crise ! Il ne comporte nullement le levier sur lequel s'appuyer pour sortir du marasme. Je ne mésestime certes pas l'intérêt de telle ou telle mesure que vous annoncez dans vos quatre orientations principales, comme la progression de 13,4 p. 100 des aides à la personne ou l'extension à tout le pays de l'allocation de logement sociale, dont il faudra d'ailleurs vérifier qu'elle ne pénalise pas, dans certains cas, les familles de trois enfants et plus par rapport aux prestations familiales.

Mais tout cela ne suffira pas à provoquer un effet de relance...

M. Eric Raoult. Tout à fait !

M. Jean-Jacques Weber. ... et suffira d'autant moins d'ailleurs que d'autres crédits connaissent une baisse.

Ainsi, les crédits destinés à la prime à l'amélioration de l'habitat passent de 469 à 400 millions de francs alors que cette prime, mon collègue Jean Bianco le rappelait l'autre jour, qui est destinée à l'amélioration des logements des ménages propriétaires de condition modeste concerne d'abord le monde rural.

Les nouvelles modalités de calcul de l'allocation de logement - fixées par le décret de septembre 1992 - vont à l'encontre de la politique sociale que vous annoncez. La création d'un plancher de ressources de 38 500 francs par an pour les prêts accordés depuis le 1^{er} octobre pénalise les propriétaires occupants, souvent des personnes âgées, dont les revenus sont inférieurs à ce montant.

Ce budget, monsieur le ministre, j'ai le regret de vous le dire, est aujourd'hui totalement dépassé. En tout cas, il est indigne de la situation de crise extrême dans laquelle nous nous trouvons, une situation exceptionnellement grave qui appellerait des mesures exceptionnelles et non pas des projets de pure routine.

Ne pensez-vous pas que le logement constitue aujourd'hui une urgence nationale et qu'il serait temps de le déclarer grande cause nationale prioritaire, qu'il faut donc écarter les replâtrages et, aux grands maux, apporter enfin les grands remèdes ?

M. Eric Raoult. Très bien !

M. Jean-Jacques Weber. Je vais en citer quatre. Ils sont incontournables.

Premièrement, rétablir la confiance des agents économiques traditionnels du logement en assurant une plus grande égalité fiscale entre les placements financiers et immobiliers et en faisant cesser la prolifération - dix-sept en dix ans - des textes législatifs qui embarrassent de plus en plus ceux qui auraient encore envie d'investir dans la pierre.

M. René Beaumont. Très bien !

M. Jean-Jacques Weber. Deuxièmement, porter à 20 p. 100 des revenus fonciers la déduction forfaitaire en permettant ainsi une imputation modulée du déficit foncier sur le revenu global. Cela ouvrirait du jour au lendemain, je vous l'assure, des milliers de chantiers de réhabilitation.

Troisièmement, abaisser de 18,6 p. 100 à 8,6 p. 100 pendant trois ans le taux de la TVA sur les logements locatifs - un logement de 500 000 francs génère une TVA de 90 000 francs.

Quatrièmement, enfin, dé plafonner le prix de référence des logements HLM fixé, comme vous le savez, à 4 500 francs le mètre carré alors que le coût réel est très voisin de 6 000 francs.

M. René Couanau. Absolument !

M. Jean-Jacques Weber. Ces quatre mesures créeront les conditions d'une confiance retrouvée et vous permettront d'en prendre une cinquième qui vous aidera à financer le tout : le lancement d'un grand emprunt habitat, bonifié et garanti par l'Etat, capable de concurrencer les placements boursiers et qui compenserait la désaffection des versements sur le livret A des caisses d'épargne et sur le livret bleu des caisses de Crédit mutuel.

Tout cela vous permettra enfin de favoriser la plus belle chose qu'un homme et sa famille puissent vivre - je l'ai moi-même éprouvée - l'accession à la propriété qui a pratiquement disparu. La catégorie sociale la plus concernée, les jeunes familles, se retrouve actuellement sur les longues listes d'attente du secteur locatif social. Elle n'y a pas sa place. Il suffirait de remonter sensiblement le montant des prêts, les prix de référence dans toutes les zones, le plafond des ressources et la quotité des prêts PAP et, enfin, d'ajouter 15 000 PAP supplémentaires pour déboucher de façon sensible les perspectives.

M. le président. Veuillez conclure, monsieur Weber !

M. Jean-Jacques Weber. Je suis en train de le faire, monsieur le président !

Ces mesures sont celles que la France attend aujourd'hui. Elles vous permettraient enfin, dans un avenir proche, de décentraliser la politique du logement. L'Etat, les régions, les départements et les communes pourraient alors s'engager ensemble dans un chantier cohérent pour résoudre les problèmes d'habitat, tous secteurs confondus, notamment ceux des plus démunis.

Je vous demande d'organiser très rapidement, monsieur le ministre, un grand débat national sur le logement et je vous informe - mais cela ne vous étonnera pas - que le groupe UDC ne pourra pas voter ce budget car il est totalement inadapté à la crise actuelle. *(Applaudissements sur les bancs des groupes de l'Union du centre, Union pour la démocratie française et du Rassemblement pour la République.)*

M. le président. La parole est à M. René Beaumont.

M. René Beaumont. Monsieur le président, comme le rapporteur de la commission des finances, je veux tout d'abord m'insurger contre les conditions de travail de notre assemblée. Sans en chercher les causes - ce n'est pas mon rôle - je constate que nous sommes réunis un vendredi soir, à vingt-deux heures, pour commencer l'étude d'un des budgets les plus importants à nos yeux, quelle que soit la législature, celui du logement. Ce n'est ni de bonne méthode, ni correct puisque pour ma part, je suis arrivé à quinze heures pour siéger et que j'attends donc depuis sept heures.

M. le président. Monsieur Beaumont, moi qui suis parlementaire depuis vingt ans, je peux vous assurer que l'examen du budget s'est toujours déroulé dans des conditions analogues !

M. René Couanau. Ce n'est pas une raison !

M. le président. C'est en tout cas une explication !

Et si chacun respectait les temps de parole fixés en conférence des présidents en accord avec tous les groupes, les choses iraient peut-être un peu mieux !

M. René Beaumont. Donc tout va bien et nous travaillons dans des conditions normales ! Mes chers collègues, je vous prends à témoin !

Nos deux rapporteurs nous ont démontré - avec cependant quelques bémols - que tout allait bien aussi pour le logement. Pourtant, en arrivant vers quinze heures, j'ai vu des rassemblements devant l'Assemblée nationale qui laissent penser que tout n'allait pas pour le mieux, s'agissant du logement des plus défavorisés notamment.

M. Bernard Carton, rapporteur pour avis. A Paris !

M. René Beaumont. Il ne faut pas seulement incriminer la Ville de Paris. Ce n'est d'ailleurs pas à Paris que s'est produit l'essentiel des problèmes, si je suis bien informé, moi, le provincial, mais dans la banlieue parisienne et en particulier à Vincennes.

M. Eric Raoult. Et à Montreuil ! Et à La Courneuve !

M. René Beaumont. Il ne s'agit donc pas d'un problème de Paris ou de l'agglomération parisienne, mais bien d'un problème gouvernemental. Le logement est bien, que je sache, une priorité affichée par le Gouvernement ? Le Gouvernement entend bien en conserver le monopole des compétences ? C'est son droit, mais il doit l'assumer jusqu'au bout.

La situation du logement est catastrophique. La situation du bâtiment l'est aussi puisqu'on annonce dans le courant de l'année 1993 quelque 90 000 licenciements dans ce seul secteur. Les constats que nous ferons à la fin de 1993 pour le bâtiment et les professions annexes prouveront qu'aujourd'hui, nous ne jouons pas les Cassandra, mais que nous tenons simplement des propos réalistes.

Pourquoi en sommes-nous là ? La situation résulte de faillites diverses.

M. Eric Raoult. Tout à fait !

M. René Beaumont. Faillite - Jean-Jacques Weber y a fait allusion - de l'analyse idéologique que vous en avez faite. Vous avez voulu croire que le tout-Etat allait résoudre tous les problèmes du logement. Vous avez feint d'ignorer le logement social privé qui représente pourtant les quatre cinquièmes du parc locatif aujourd'hui disponible sur notre territoire.

Dans le même temps, c'est vrai, vous avez dû répondre à une croissance très forte de la demande et à une modification de cette demande que vous n'avez su non plus analyser.

Outre la forte croissance de la demande de locatif, et de locatif social - public ou privé, j'insiste bien - on a constaté la demande de l'apparition d'une nouvelle catégorie : la demande de locatif « très » social. Bien entendu, tout cela est lié à la situation économique. L'augmentation de la demande de locatif par des ménages théoriquement en mesure de faire construire est liée à la fragilité de l'emploi et à la mobilité, dont les jeunes Français ont bien compris la nécessité.

Dans ces conditions, il faut savoir s'adapter. Le rôle de l'Etat, c'est de prévoir et d'adapter les besoins à la demande.

Il était évident, compte tenu de la fragilité de l'emploi, que la demande s'accroîtrait dans le secteur locatif, même pour des logements qui ne sont pas typiquement sociaux. Cela n'a pas été du tout prévu, comme l'a souligné M. Jean-Jacques Weber.

Les dispositifs prévus dans le présent projet de budget sont destinés à couvrir ce besoin nouveau. A cet égard, je partage un peu les inquiétudes du rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges sur le fonds de garantie de l'accession sociale. Quel est son but réel ?

Faillite de l'analyse, donc !

Subsiste également le lancinant problème de la non-consommation des PAP. On nous répétera sans doute que, si l'on n'augmente pas les PAP, c'est parce qu'ils ne sont pas consommés. Je répéterai avec non moins de force - cela fait au moins cinq ans que je le dis du haut de cette tribune - que, si l'on délivrait les PAP dans des conditions normales, on les consommerait rapidement. Tout le monde s'accorde aujourd'hui à reconnaître qu'on consommerait facilement 60 000 à 70 000 PAP par an, alors qu'on n'en octroie actuellement 30 000. J'observe que, à la mi-novembre, les PAP de

1992 ne sont pas encore tous attribués. Comment voulez-vous, dans ces conditions, qu'ils soient tous consommés en 1992 ?

M. Jean-Louis Dumont. Tout à fait !

M. René Couanau. M. Beaumont a raison !

M. René Beaumont. Se pose également le problème du déplafonnement, dans la mesure où les PAP s'adressent à une catégorie de citoyens qui n'ont plus guère les moyens de construire. On pourrait retenir comme nouveau plafond le niveau à partir duquel sont exclus les PLA. Le relèvement opéré serait modeste, mais suffirait à débloquent un grand nombre de situations. Environ 30 000 PAP supplémentaires pourraient être accordés au cours d'un exercice budgétaire.

Faillite aussi des ressources ! Et celle-ci est avouée. Par tous ! Mme le ministre l'a reconnue en commission, le rapporteur spécial également. On estime actuellement que la décollecte observée sur les livrets A de caisse d'épargne aura dépassé 60 milliards de francs en 1992. Chacun sait qu'à ce rythme le système implosera en 1996 ou 1997. Quelles mesures comptez-vous prendre pour enrayer cette décollecte ? Je n'en trouve aucune dans le projet de budget qui nous est présenté. Pourtant, il s'agit d'une véritable bombe à retardement, ...

M. Jean-Jacques Weber. C'est vrai !

M. Pierre Estève. Encore une ! (*Rires sur les bancs du groupe socialiste.*)

M. René Beaumont. ... qui explosera dans les années à venir.

S'agissant du « 1 p. 100 logement », on observe, là aussi, une baisse de la collecte, liée naturellement au ralentissement de l'activité économique. S'y ajoute le fait que vous avez, au fil des années, utilisé ce 1 p. 100 pour financer en grande partie l'aide à la personne. Ainsi le « 1 p. 100 logement » est-il devenu, à hauteur d'un tiers, une aide à la personne, ce qui constitue bien évidemment un détournement de son objet initial.

M. Bernard Carton, rapporteur pour avis. C'est M. Méhaignerie qui a commencé !

M. René Beaumont. Sans doute, mais l'actuel gouvernement a largement suivi ! Du temps de M. Méhaignerie - je suis bien placé pour le savoir, puisque j'étais rapporteur lors de la discussion de la loi qui porte son nom - on a dû enlever 0,6 p. 100. Vous en êtes aujourd'hui à 2,3 !

Au demeurant, vous avez raison de citer M. Méhaignerie, dont l'action dans le domaine du logement est la seule de cette décennie à pouvoir être citée en exemple.

M. Jean Tiberi, M. Jean-Jacques Weber et M. René Couanau. Très juste !

Plusieurs députés du groupe socialiste. L'opposition n'applaudit guère !

M. Jean Tiberi. Nous soutenons plus Méhaignerie que vous ne soutenez Quillès !

M. Eric Raoult. Tout à fait ! Nous, nous soutenons notre ministre !

M. René Beaumont. Le problème du financement privé du logement social a été largement évoqué, et ce n'est pas la peine d'y revenir longuement : le Gouvernement et sa majorité ont découragé les investisseurs. En 1989, vous avez rompu l'équilibre entre bailleur et locataire que M. Méhaignerie s'était efforcé d'établir - et qui avait été fort compromis par la loi Quilliot. Vous avez fait perdre toute confiance dans la pierre aux investisseurs potentiels. Dans le même temps, c'est vrai, se sont développés divers produits financiers, si bien qu'on ne trouve plus personne aujourd'hui pour investir dans la pierre. C'est le résultat logique de vos mesures ! Il fallait s'y attendre. Nous les avons dénoncées ici même !

Faillite de la fiscalité : ce n'est pas moi qui le dis, ce constat est dressé dans un récent rapport du Conseil des impôts établi à la demande de M. le Président de la République par M. Médina. On peut y lire que depuis 1988, c'est-à-dire l'espace de quatre ans, la fiscalité sur l'immobilier s'est accrue de 20 p. 100. J'aimerais que le Gouvernement nous explique de quelle façon il entend amorcer une décroissance de cette fiscalité.

M. le président. Je vous prie de bien vouloir conclure, monsieur Beaumont !

M. René Beaumont. Je vais conclure sans tarder, monsieur le président.

Depuis douze ans, on n'a cessé d'accumuler les dispositions fiscales relatives au logement, ce qui a eu pour résultat de compliquer le système. Je défie qui que ce soit dans cette enceinte - ou ailleurs - de s'y retrouver dans la fiscalité du logement.

M. Jean-Jacques Weber. Oh oui !

M. René Beaumont. J'avoue en être moi-même incapable.

La première chose à faire - et si, dans les mois qui viennent, une majorité nouvelle devait voir le jour, elle devrait s'y atteler immédiatement - serait d'opérer une remise à plat complète.

Il s'agirait non de supprimer toute fiscalité sur le logement, mais d'opérer une redistribution.

Je dirai brièvement - pour satisfaire au souhait de concision formulé par M. le président - que le présent projet de budget ne comporte aucune mesure véritablement de nature à relancer la construction privée. Il ne comporte que quelques « mesurottes », ...

M. Claude Barate. Des gadgets !

M. René Beaumont. ... qui viennent s'ajouter aux mesures existantes et parfois les contredisent.

Je ne nie pas que certaines des dispositions proposées présentent quelque intérêt - je ne les développerai pas faute de temps. Néanmoins, il en est une sur laquelle, en tant que président de conseil général, j'émettrai plus qu'un sourire : c'est l'autorisation que vous avez bien voulu donner aux conseils généraux de se priver de la recette que constituent les droits de mutation !

M. Jean-Jacques Weber. Tout à fait !

M. René Beaumont. Voilà qui est savoureux ! Vous obligez en quelque sorte les départements à consentir un effort impondérable en faveur du logement. C'est en totale contradiction - je le dis en souriant - avec l'article 2 de la loi du 2 mars 1982, car cela revient de toute évidence à exercer une tutelle sur une collectivité territoriale.

En conclusion, nous assistons à une faillite complète de tout le système du logement.

M. Claude Barate. C'est exact !

M. René Beaumont. Le Gouvernement et sa majorité n'ont cessé de le démanteler. Cela ne peut pas ne pas nous interpeller, les uns et les autres, comme nous a interpellés tout à l'heure - et, là, je le dis avec gravité - la présence de l'abbé Pierre et de quelques déshérités autour du Palais-Bourbon.

Sans doute, monsieur Carton, la loi Besson établissait-elle un bon dispositif. Mais sa mise en place a été volontairement compliquée, je le répète, par deux maîtres d'ouvrage : l'Etat et le département. J'avais pourtant, à l'époque, lancé une mise en garde : lorsqu'on a deux généraux à la tête d'une armée, cela ne marche jamais ! La démonstration est faite ! Vous même, qui étiez le rapporteur enthousiaste de cette loi, vous constatez aujourd'hui qu'elle a - ce sont vos propres termes - des « effets très mitigés », ...

M. Eric Raoult. Des effets pervers !

M. René Beaumont. ... preuve qu'elle n'était pas parfaite. Sur le fond, c'était une bonne loi. Mais, à vouloir éviter de donner trop d'importance aux départements en matière de logement, on l'a rendue inefficace. Voilà le résultat ! Il faudra donc une nouvelle loi !

Loi Quilliot, loi Besson : ces lois s'inspiraient d'un bon principe, mais elles n'ont pas abouti. (*Applaudissements sur les bancs des groupes Union pour la démocratie française, du Rassemblement pour la République et de l'Union du centre.*)

M. Eric Raoult. C'est typiquement socialiste ! Tout va bien !

M. le président. La parole est à M. Pierre Estève.

M. Pierre Estève. Nous ne prétendons pas, monsieur Raoult, que tout aille bien, mais on ne saurait dire pour autant que tout va mal, comme vous le laissez entendre !

Monsieur le président, madame le ministre, monsieur le ministre, mes chers collègues, lorsqu'on aborde le budget du logement, on ne peut pas faire abstraction du contexte économique et social.

Notre environnement économique et financier est, en effet, à l'heure actuelle, marqué par une croissance faible et fragile.

Cela ne sera pas sans conséquences sur le secteur du logement, et 1993 devrait confirmer une faible progression des revenus salariaux avec le souci de limiter l'inflation aux alentours de 3 p. 100, la nécessité de contenir le déficit des régimes sociaux, des taux d'intérêt à un niveau élevé en raison de la crise monétaire, même si la bonne santé du franc a permis récemment une diminution sensible de ces taux, et enfin une situation de l'emploi extrêmement préoccupante.

Tout cela va peser sur le financement du logement social aidé.

Des tensions persistent sur la ressource du livret A. On assiste effectivement à une décollecte importante, qui compromet à court terme les prélèvements de l'Etat.

Il serait souhaitable d'agir pour ralentir cette évolution dangereuse. C'est pourquoi le groupe socialiste est favorable à l'instauration d'une prime de fidélité de deux points, qui s'ajouteraient aux 4,50 p. 100 actuels.

Une telle mesure replacerait le livret A en bonne position.

La baisse des programmes PAP a engendré une réduction globale de l'offre de logements neufs en direction des ménages à revenus modestes. Elle a accentué fortement la pression de la demande sur le locatif social.

Lors de la discussion du budget du logement en 1992, nous avons indiqué que le niveau de 30 000 PAP paraissait difficilement acceptable. Au cours du débat parlementaire, 5 000 PAP supplémentaires ont pu être financés. Vous en avez, madame le ministre, annoncé 7 000 de plus à l'occasion de mesures de relance parfaitement justifiées en faveur du bâtiment, au mois de septembre dernier. La consommation de ces crédits devrait être accélérée. Or nous arrivons en fin d'année et les effets, hélas ! ne se sont pas encore fait sentir.

Le président de la fédération nationale du bâtiment vous demandait 50 000 PAP supplémentaires pour 1993. Bien sûr, compte tenu des contraintes budgétaires, cela paraît difficile, mais, peut être pas inaccessible si l'on veut à la fois apporter une solution satisfaisante à l'accession sociale à la propriété et à la relance de l'activité du bâtiment.

Cette activité du bâtiment connaît, c'est vrai, une crise grave. La spéculation immobilière et la construction de bureaux, même si c'est une explication partielle, n'expliquent pas tout.

Lors de votre venue dans les Pyrénées-Orientales, madame le ministre, j'ai appelé votre attention sur la situation dramatique que connaît le bâtiment dans ce département : en un an, le nombre des mises en chantier a baissé de 33 p. 100 et le nombre des chômeurs s'est accru de 3 000 chômeurs parmi les salariés du bâtiment et des travaux publics.

M. Claude Barate. Eh oui !

M. Pierre Estève. Ce qui est vrai pour les Pyrénées-Orientales doit l'être pour de nombreux départements.

M. Jean-Jacques Weber. Hélas !

M. Pierre Estève. Il faut ajouter que nous avons, au titre des organismes HLM, des opérations prêtes et finançables au second semestre de 1992 pour lesquelles nous n'avons pas les crédits PLA correspondants, alors que, dans le même temps, votre ministère propose des crédits à des régions ou à des agglomérations qui n'en veulent pas.

M. Claude Barate. Quel réquisitoire !

M. Pierre Estève. Surtoit pour vous !

M. Eric Raoult. Nous ne sommes pas au Gouvernement !

M. Pierre Estève. Quatre mille familles de mon département attendent un logement social.

Devant la baisse des programmes PAP, le prêt conventionné avec APL et l'acquisition dans l'ancien ont pu prendre le relais. Or, à l'heure actuelle, l'épargne logement ne dégage pas une trésorerie nouvelle permettant le financement des prêts conventionnés. Désormais, les banques limitent leurs prêts à l'immobilier en sélectionnant rigoureusement les emprunteurs.

Pour relancer l'accession sociale, en diminuant l'attentisme bancaire par la réduction des risques, la commission Lebègue a proposé la mise en place d'un fonds de garantie à l'accession sociale à la propriété - le FGAS - financé pour moitié par l'Etat et pour moitié par les banques.

L'objectif de cette mesure, qui, à première vue, peut paraître séduisante, est de faire baisser le taux des prêts conventionnés : un pourcentage de 0,4 p. 100 à 0,7 p. 100 serait appliqué à la baisse sur les taux de ces prêts.

Notons toutefois que les prêts conventionnés seraient, sur une durée de quinze ans, à 10,5 p. 100, au lieu de 11,20, alors que les prêts PAP ont une durée de vingt ans et un taux de 9 p. 100. Ainsi, un accédant qui gagne deux fois le SMIC, avec le même taux d'effort, peut acheter un logement de 390 000 francs avec un prêt conventionné, alors qu'il peut acheter un logement de 480 000 francs avec un prêt PAP.

M. Jean-Louis Dumont. Eh oui !

M. Pierre Estève. De plus, comme il n'y a aucun contrôle sur le prix plafond des logements construits avec les prêts conventionnés, le FGAS risque de livrer les accédants modestes aux règles du marché immobilier.

M. Claude Barate. Ça, c'est vrai !

M. Pierre Estève. Dans *Le Moniteur* du 11 septembre dernier - j'ai de bonnes lectures ! (*Sourires*) - vous avez en partie répondu à notre inquiétude, madame le ministre, de voir les PAP disparaître à l'occasion de la création du FGAS. Le risque est grand, en effet, de voir le financement des PAP disparaître du budget de l'Etat, et la décre de 160 000 PAP en 1981 à 30 000 en 1992 est là pour confirmer nos craintes.

Vous avez réaffirmé, madame le ministre, votre attachement à l'accession sociale à la propriété et vous avez augmenté, c'est vrai, le nombre de PAP prévus en 1992. Pourquoi ne pas renouveler l'opération en 1993 ?

M. Jean-Louis Dumont. Excellente suggestion !

M. Pierre Estève. Bien sûr, me direz-vous, la moyenne annuelle sur les deux années 1992 et 1993 est de 36 000. Mais nous sommes encore loin du minimum des 40 000 demandés, avec raison, par le mouvement HLM.

Aiors, madame le ministre, encore un effort ! Nous vous aiderons à aller dans la bonne direction.

Devant la commission de la production et des échanges, vous avez indiqué une consommation d'à peine 20 000 PAP en septembre 1992.

Compte tenu de la demande très forte, ne faut-il pas voir là, en toute lucidité, de la part de certains services financiers une propension naturelle à la rétention des crédits ?

M. Bernard Carton, rapporteur pour avis. Oui !

M. Pierre Estève. Pourtant, M. le Premier ministre, Pierre Bérégovoy, avait donné des instructions très claires pour que l'argent disponible soit effectivement versé et qu'il n'y ait pas de reliquat en fin d'année pour la construction d'HLM.

Ce que les députés socialistes craignent, c'est à terme un risque de désengagement de l'Etat dans le domaine du financement de l'accession sociale à la propriété, transformant son rôle, qui deviendrait, comme aux Etats-Unis, celui d'un assureur de risques, et non plus d'un investisseur social dans le domaine du logement. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.*)

M. Claude Barate. Quel réquisitoire !

M. Eric Raoult. C'est la dérive américaine du Gouvernement !

M. Pierre Estève. Il faut noter que, sur 1993, les prêts PAP et les prêts conventionnés permettront tout de même l'accession à la propriété de 200 000 ménages. Vous semblez l'oublier, messieurs !

Chacun doit apporter sa part au développement de l'accession sociale : les collectivités locales doivent intervenir au niveau du foncier, les HLM au niveau des prix, et l'Etat au niveau du financement. Il ne faut pas désigner l'Etat comme le responsable de tous les maux !

M. Eric Raoult. C'est « l'Etat socialiste » que nous désignons comme responsable !

M. Pierre Estève. En ce qui concerne le locatif social, les files d'attente ont doublé en trois ans et le taux de rotation a diminué de 13 p. 100 à 11 p. 100, ce qui représente l'équivalent de la construction de 65 000 logements sociaux locatifs par an.

Cette situation est due à la réduction du patrimoine locatif privé dépendant surtout de la loi de 1948, avec moins 75 000 logements par an ; à la diminution de l'accession sociale ; à la baisse des transactions dans le bâtiment ancien ; enfin, à une évolution de la demande, avec la montée des besoins en petits logements pour les jeunes, étudiants ou jeunes travailleurs, pour les personnes âgées et les couples sans enfant.

Le budget pour 1992 prévoyait 80 000 PLA, dont 10 000 PLA insertion, c'est-à-dire l'équivalent de la dotation 1992. Fort heureusement - et cette décision nous réjouit - c'est le chiffre de 90 000 PLA qui a été retenu dans la séance budgétaire du 23 octobre dernier. Si l'on compare ce chiffre - il ne faut pas avoir la mémoire courte, messieurs ! - avec les 55 000 PLA de 1988, on est obligé de reconnaître une très nette amélioration.

Nous notons avec plaisir, cette année encore, le maintien de 200 000 PALULOS pour la réhabilitation de logements sociaux ; l'engagement du Président de la République, François Mitterrand, de réhabiliter un million de logements sociaux en cinq ans sera tenu.

J'ai beaucoup parlé du logement social public - vous voudrez excuser le militant HLM qui s'est exprimé - mais, si l'on veut enrayer la crise du logement et du bâtiment, il est bien évident que l'alliance du secteur public et du secteur privé est indispensable.

Il faut favoriser le retour à la confiance des investisseurs. Je pense que les mesures de déductibilité fiscales - et je prie mon collègue et ami Jean Anciant de m'en excuser - vont dans le bon sens.

M. Eric Raoult. Voilà un socialiste raisonnable !

M. Pierre Estève. C'est la raison pour laquelle je souscris à la réduction d'impôt, portée de 10 à 15 p. 100, lors de la séance du 23 octobre, en cas d'investissement locatif privé avec un engagement de location de six ans, ainsi qu'à l'exonération de l'impôt sur les revenus fonciers pendant deux ans en cas de location d'un logement vacant depuis deux ans avec engagement de location également sur six ans.

On a beaucoup parlé ce matin du budget de l'aménagement du territoire. La question qu'on peut se poser est celle-ci : veut-on que, en l'an 2000, 90 p. 100 des Français soient concentrés sur 10 p. 100 du territoire ? Trouveront-ils plus facilement un emploi ? Seront-ils demain plus heureux ? Rien n'est moins sûr !

Ce phénomène n'est pas irréversible. Cela étant, l'Etat a une lourde part de responsabilité en gardant la maîtrise des crédits du logement.

Le logement et le logement social peuvent constituer un facteur de développement économique. C'est un choix politique que nous devons faire ensemble.

A cet égard, il faut tenir compte en particulier des besoins réels des communes rurales. Une augmentation de l'offre en secteur locatif revêt, en effet, un caractère d'urgence non seulement pour permettre aux ruraux de se loger décemment, mais aussi pour accompagner le développement rural : il est exclu d'implanter des entreprises sans prévoir le logement des salariés et des cadres. Le logement ne crée pas l'emploi à lui seul, mais il doit l'accompagner, répondre très rapidement aux besoins liés au développement des activités économiques.

La mission d'information sur l'espace rural nous a montré que si l'activité agricole reste souvent le noyau dur de l'activité rurale, l'espace rural doit, pour survivre et opérer des mutations indispensables, drainer de nouvelles activités économiques, artisanales et technologiques. Or, l'absence de logement locatif rural, public et privé, ou l'insalubrité des logements constituent un frein inacceptable à cette nécessaire évolution.

L'amélioration de l'habitat rural aura donc une triple fonction : une fonction économique, avec le soutien des activités artisanales et du bâtiment ; une fonction sociale par l'amélioration du cadre de vie ; une fonction culturelle, enfin, parce que les ruraux ne doivent plus être les exclus du logement social.

Il faut adapter la politique du logement aux besoins du monde rural. Le paradoxe du monde rural, c'est que souvent des logements vidés de leurs occupants ne sont pas disponibles pour ceux qui auraient besoin de se loger. Le monde rural se dépeuple, mais ceux qui ont choisi d'y vivre sont souvent contraints d'en partir faute de trouver un logement.

En fait, la politique du logement, on le constate tous les jours, a été faite pour la ville et répond à des critères essentiellement urbains, d'où le décalage entre les intentions, souvent excellentes, de la politique du logement et la réalité du monde rural.

Il n'est que temps d'adapter la politique du logement aux spécificités et aux besoins du monde rural. Pour cela, il faut, d'une part, accroître l'offre de logements locatifs et, d'autre part, améliorer la qualité de l'habitat.

Il faut donc accroître l'offre de logements sociaux, lesquels sont quasiment absents dans le monde rural. Cette situation est d'autant plus inadmissible que c'est dans l'espace rural qu'on trouve la plus forte proportion de bas revenus ; de plus, à peine 3,4 p. 100 des ménages peuvent se loger dans des logements sociaux, puisque l'on compte seulement 2 p. 100 de HLM en milieu rural, contre 17 p. 100 en ville.

Puis, comment ne pas évoquer, pour conclure, la lettre poignante que l'abbé Pierre a adressée à tous les parlementaires en faveur des sans-logis ?

Pour ce qui est du dispositif en faveur du logement des personnes défavorisées, 240 millions sont inscrits dans le budget pour 1993 contre 180 millions en 1992. Ces fonds ont permis, grâce aux fonds de solidarité logement, les FSL, créés par la loi Besson, qualifiée de « loi courageuse » par l'abbé Pierre, ...

M. Eric Raoult. Il ne dit plus la même chose !

Mme Marie-Noëlle Lienemann, ministre délégué au logement et au cadre de vie. Mai si, aujourd'hui même !

M. Eric Raoult. Vous n'avez pas regardé la télévision, madame le ministre !

M. Pierre Estève. ... de secourir efficacement les familles en difficulté par suite d'impayés de loyers.

Enfin, une somme de 40 millions est prévue pour les associations caritatives logeant à titre temporaire des personnes défavorisées.

Comment ne pas comprendre ce cri de révolte, qui est aussi un cri d'amour ? Comment tolérer que 400 000 de nos compatriotes soient aujourd'hui sans logis ? Le président de la République lui-même se demandait comment on pouvait, dans la France d'aujourd'hui, parler de liberté, d'égalité et de fraternité, quand des milliers de nos compatriotes sont exclus d'un logement décent et atteints dans leur dignité.

M. Eric Raoult. A qui la faute ?

M. Claude Barate. Cela fait onze ans que vous êtes au pouvoir !

M. Pierre Estève. Cette cause n'est pas du seul ressort de l'Etat. Elle doit nous mobiliser tous, vous compris, messieurs de l'opposition, ...

M. Eric Raoult. Patience, nous arrivons !

M. Pierre Estève. ... au niveau des responsabilités qui sont les nôtres, pour trouver au plus vite une solution au problème de l'habitat des plus défavorisés.

Monsieur le ministre, madame le ministre, votre budget contribuera à aller dans cette direction. Aussi le groupe socialiste vous apportera-t-il un soutien vigilant mais loyal. *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.)*

M. Pierre Micaux. Vous auriez dû prendre un parachute pour l'atterrissage !

M. Claude Barate. Un désastre !

M. Eric Raoult. Le logement est une catastrophe nationale !

M. le président. La parole est à M. André Duroméa.

M. André Duroméa. Vous avez dit, monsieur le ministre, que le logement social était l'un des trois points forts du projet de loi de finances pour 1993. En réalité, qu'en est-il ?

En 1992, et ce pour la première fois, le nombre de logements engagés va passer sous la barre des 300 000. Certains professionnels du bâtiment affirment même que le nombre de 240 000 sera tout juste atteint avec, à la clé, la suppression de 20 000 emplois dans le secteur du bâtiment.

Une étude récente réalisée par l'union des HLM, et qui s'intitule « *De sombres perspectives* », fait état d'une baisse de 14,4 p. 100 des autorisations de construire pour le premier semestre de 1992, ce qui est inquiétant pour le futur.

De la même façon, elle signale que, dans le secteur de l'accession à la propriété, le recul se poursuit dans tous les départements. Ce recul est imputable à la continuation de la baisse du nombre des PAP, baisse aggravée par l'effondrement des prêts conventionnés : 53 000 au premier semestre de 1992 contre 78 000 au premier semestre de 1990.

S'agissant de la construction sociale aidée par l'Etat - en locatif ou en accession - elle est tombée de 51 p. 100 du total de la construction de logements au début des années 80 à 27 p. 100 en 1990.

Quant à la part du P.I.B. consacrée au logement social, qui était de 2,2 p. 100 en 1983, elle n'était plus que de 1,79 p. 100 en 1990, et les experts envisagent une chute à 1,55 p. 100 pour 1995.

A l'inverse, le logement est passé au premier rang des dépenses dans le budget des familles, représentant en moyenne 30 p. 100 de celui-ci.

Les loyers et les charges ont augmenté de 34,5 p. 100, hors inflation, entre 1979 et 1989. Cette explosion a continué ces dernières années : 6,2 p. 100 d'augmentation en 1990 et 7 p. 100 en 1991.

Durant la même période, de 1979 à 1989, les remboursements d'emprunts pour les accédants ont augmenté de 42,6 p. 100.

Tout au long de la dernière décennie, nous avons assisté à une véritable explosion de la spéculation immobilière et donc à une flambée des loyers et du foncier. De nombreux demandeurs de logement ne peuvent faire face au paiement d'un loyer dans le secteur privé ni même dans les constructions récentes dites « sociales », du fait du désengagement de l'Etat.

Aucune statistique officielle n'existe sur le nombre de demandeurs de logement, mais le chiffre de 2,5 millions avait été avancé en 1990. En fait, ils sont sûrement beaucoup plus aujourd'hui.

Se rend-on compte de la situation insupportable qui est réservée à toutes ces familles, à ces jeunes couples, à ces jeunes, alors que le droit au logement est inscrit dans la Constitution ?

Et ceux que cette société inhumaine appelle les « SDF », « sans domicile fixe », de la même façon qu'elle nomme « fins de droits » ceux qui n'ont plus droit au chômage, combien sont-ils ? Cinq cent mille, dit-on. Sûrement beaucoup plus si l'on comprend ceux qui ont été chassés de leur logement, entraînés dans une « galère », bousculés par la bourrasque, incapables qu'ils sont de reprendre pied tant qu'ils ne trouveront pas un emploi.

Après les menaces, ce sont les saisies, les expulsions. Car dans la France de 1992, on continue d'expulser. On a même réusé, dans cette assemblée, la proposition du groupe communiste qui tendait à bannir l'expulsion de nos textes de loi. En tout cas, la loi Besson, prétendument destinée aux plus démunis, ne l'a pas supprimée.

M. Elie Hoarau m'a demandé d'insister sur le gel de la ligne budgétaire unique qui sert à financer la construction de logements sociaux à la Réunion.

Cette ligne budgétaire unique ne permet de construire qu'à peine 5 000 logements aidés par an, alors que les besoins sont évalués à 9 000 logements. Déjà, chaque année, on compte 3 000 logements précaires et insalubres de plus. Une véritable catastrophe sociale et économique attend la Réunion si la ligne budgétaire unique n'est pas fortement réévaluée.

D'un côté, votre politique porte la marque d'un soutien toujours accru au profit, à la spéculation et à la financiarisation ; de l'autre, elle est marquée par l'austérité, une pratique antisociale renforcée et le désengagement de l'Etat de ses responsabilités élémentaires.

Ainsi, dans votre budget, vous doublez la mise de la fameuse mesure « Quilès-Méhaignerie » pour ceux qui achètent un logement pour le louer. Votre logique est toujours la

même : elle consiste à tourner le dos aux besoins sociaux, à ne pas vouloir voir leur ampleur, et elle continue à favoriser le logement cher.

Parlons aussi du scandale des logements vacants : on en recense plus de deux millions dans notre pays.

Pour le faire cesser, allez-vous contraindre les banques, assurances et organismes financiers qui possèdent ces appartements à les louer ? Pas du tout ! En revanche, pour qu'ils louent, vous les faites bénéficier de deux ans d'exonération de la taxe sur les revenus fonciers.

La logique est la même avec la mise en place du fonds de garantie de l'accession sociale à la propriété. Au lieu d'aider les accédants qui croulent sous les remboursements d'emprunts et qui doivent faire face au surendettement, vous avez décidé d'aider les banques. Drôle de « coup de pouce » à l'accession sociale !

Votre budget, si l'on regroupe les dépenses budgétaires, fiscales et sociales, s'élève à 143 milliards de francs pour 1993, soit une hausse de 3,6 p. 100 par rapport à 1992.

Mais il convient de nuancer fortement l'appréciation que l'on peut porter sur ces chiffres, car les cadeaux fiscaux dont j'ai parlé en font partie, sans compter l'inflation dont le taux est de 2,8 p. 100. Il faut rappeler aussi que la comparaison s'effectue par rapport au budget de 1992, qui était déjà en nette diminution par rapport à celui de 1991.

En conséquence, ce budget est bien loin de répondre aux besoins.

Il y a un *statu quo* pour les crédits sociaux à la construction locative et à l'accession : 30 000 PAP sont annoncés, soit une baisse par rapport à l'année dernière, alors qu'il en faudrait beaucoup plus.

Rappelons que, de 1985 à 1991, le nombre des PAP avec APL est tombé de 192 000 à 64 000.

Les crédits de paiement destinés à l'aide à la pierre seront passés de 19,1 milliards de francs en 1989 à 13,1 milliards de francs en 1993, cette baisse étant principalement due à la diminution des crédits destinés aux PAP.

Pour ce qui est de la réhabilitation, il n'y a pas de remontée significative.

Quant à la subvention PALULOS, elle diminue. Le financement, théoriquement de 20 p. 100, est en réalité presque toujours inférieur ; souvent il atteint même 12 p. 100, ce qui se répercute sur les loyers. Quels engagements allez-vous prendre pour relever les plafonds PALULOS ?

Un seul point est positif : les PLA, au nombre de 80 000 - dont 10 000 PLA d'insertion à la suite de l'adoption d'une proposition du groupe communiste lors de l'examen de la première partie de la loi de finances - seront augmentés de 10 000. Encore faut-il nuancer cette appréciation en rappelant que, aujourd'hui, les loyers de sortie des PLA sont de l'ordre de 3 500 à 4 000 francs pour un F3, ce qui ne correspond pas exactement à du logement social !

Par ailleurs, l'Etat fait du bénéfice sur le logement social : la subvention qu'il accorde représente souvent 10 p. 100 environ du coût total, alors qu'il récupère 18,60 p. 100 de TVA sur l'ensemble de l'opération !

Il faut modifier radicalement les conditions de financement, revenir à une véritable aide à la pierre représentant 40 p. 100 du coût total de la construction, ainsi qu'à des emprunts à très faibles taux et à longue durée de remboursement comme c'était le cas dans les années 60.

Ce budget ne contient aucune mesure permettant de lever le boulet financier qui étouffe les offices de HLM. Je pense en particulier au retour à vingt-cinq ans de l'exonération foncière. La tutelle accrue des préfets et l'ingérence de la Caisse des dépôts contraignent les offices à s'engager dans une escalade de hausses des loyers et les poussent à construire toujours plus de logements non sociaux - je pense aux PLI et PLS.

Nous assistons, comme nous avons déjà eu l'occasion de le dire, à la mise en place d'un logement à plusieurs vitesses.

J'ajoute que, pour la région parisienne et pour la deuxième année consécutive, vous lâchez la bride en autorisant les hausses de loyers à chaque changement de locataires. C'est la voie ouverte à une nouvelle et grave explosion des loyers.

Cette politique anti-sociale vise à porter toujours plus haut la charge que représente le logement - le public étant quasiment à égalité avec le privé - pour le plus grand plaisir des

promoteurs et des spéculateurs. Dans le même temps, elle tend à réduire l'intervention de l'Etat au seul secteur du logement des plus démunis.

Cette logique est en pleine concordance avec les objectifs du traité de Maastricht !

Il y a donc bien un grand danger de tarissement du financement du logement social en France. Or la fin du financement public et des prêts publics aux organismes, le règne de la loi du privé dans son libéralisme le plus sauvage, ce serait la destruction de ce qui fait encore la force du système français, même s'il est déjà bien mis à mal aujourd'hui ! Votre politique budgétaire s'inscrit malheureusement dans cette optique-là.

Nous sommes de ceux qui pensent qu'une autre politique est possible.

Il faut d'abord construire des logements sociaux en grand nombre afin de répondre aux demandes, et résoudre ainsi la crise qui frappe le bâtiment.

Cela passe évidemment par l'arrêt des aides destinées à soutenir la promotion et la spéculation immobilières.

Cela passe aussi par la construction de logements sociaux dans les villes qui se refusent encore à en construire, alors que la « loi Besson » les y oblige.

Même quand elle est inférieure à 100 francs, il est nécessaire de payer l'APL de façon biannuelle.

S'agissant des réhabilitations, elles doivent répondre à l'attente des locataires, se faire sans hausse de loyer et dans la transparence financière avec l'ouverture des comptes aux locataires. Notre proposition, qui est toujours d'actualité, de réhabiliter 207 000 logements est la condition nécessaire pour répondre aux besoins.

Nous demandons aussi le retour uniforme au i p. 100 salarial - il n'est que de 0,45 p. 100 actuellement - et une orientation vers les 2 p. 100.

Nous réclamons tout simplement qu'une réelle priorité nationale soit donnée à la politique du logement, laquelle passe par de telles mesures et un tout autre budget.

Comme durant le débat sur la première partie de la loi de finances, nous resterons attentifs, monsieur le ministre, aux réelles améliorations que vous pourriez apporter à votre projet de budget.

Pour autant, adopter ce budget en l'état, ce budget qui a fait le choix de la spéculation et du privé, serait contraire à l'intérêt de centaines de milliers de Français à la recherche d'un logement. Ce serait tout aussi contraire aux intérêts de ceux qui ont un logement social ainsi qu'aux intérêts de la grande majorité des locataires du secteur privé et des accédants à la propriété.

Votre budget ne correspond donc pas aux besoins de notre pays et, s'il n'est pas modifié, le groupe communiste sera amené à voter contre. (*Applaudissements sur les bancs du groupe communiste.*)

M. Eric Raoult. Très bien !

M. le président. La parole est à M. Jean Tiberi.

M. Jean Tiberi. Des PLA pour logements neufs sans commune mesure avec les besoins, ce dont témoigne l'Union des HLM ; une politique du logement social ignorant les difficultés spécifiques des grandes agglomérations, c'est-à-dire l'insuffisance des terrains libres et des normes de coût fixées par l'Etat à des niveaux dissuasifs, notamment pour les charges foncières ; le refus par le pouvoir socialiste de mettre à la disposition des collectivités des terrains lui appartenant, contrairement aux promesses démagogiques et médiatisées des fameux plans Rocard et Cresson : quel bilan !

M. Jean-Claude Lefort. Et les Maliens ?

M. Jean Tiberi. Vous les connaissez bien puisque vous avez mené par le passé quelques actions intéressantes en la matière. Nous pourrions en débattre longuement. Mais adressez-vous plutôt au Gouvernement qui ne donne pas les terrains nécessaires pour les reloger !

M. Eric Raoult. Le spécialiste du bulldozer était dans vos rangs, monsieur Lefort !

M. Jean Tiberi. Des dizaines de milliers de candidats acheteurs insatisfaits et, en regard de ces demandes, autant de logements vainement offerts à la vente ; 280 000 mises en

chantier seulement cette année et moins de 260 000 l'année prochaine : quel constat de faillite ! Hélas, les rapporteurs ne l'ont pas mis en avant. On peut se demander pourquoi.

M. Eric Raoult. Ils sont aveugles !

M. Jean Tiberi. Un tel échec était sans précédent depuis quarante ans.

Quarante mille emplois supprimés en 1992 dans le bâtiment, cinquante mille vraisemblablement en 1993 : quel constat d'échec dramatique !

Là non plus, nous n'avons pas entendu les rapporteurs, pourtant compétents, insister sur cet aspect dramatique du point de vue économique, social et humain. Pas un mot ! Triste constat !

Dans ce climat, dans cette conjoncture défavorable, on était en droit d'attendre du ministre du logement une action vigoureuse. Or, madame le ministre, vous bornez votre ambition à pourfendre les collectivités locales qui ne vous sont pas acquises, de même - c'est sans doute une méthode de pouvoir - que vous pourfendez sur d'autres plans vos amis socialistes. Pourtant, aucune suite concrète n'a été donnée aux promesses lancées il y a plus de quatre ans, à grand renfort de publicité, par M. Rocard et Mme Cresson pour édifier à Paris et dans l'Île-de-France des logements sociaux.

M. Jean-Claude Lefort. Allons, monsieur Tiberi !

M. Bernard Carton, rapporteur pour avis. Parlez-nous plutôt des logements sociaux à Paris !

M. Jean Tiberi. Je vous en prie ! Nous n'avons pas de leçons à recevoir de vous !

Et que dire du lancinant problème posé par la surcharge foncière à Paris ? L'Etat n'a proposé aucune mesure sérieuse susceptible d'y porter remède.

M. Bernard Carton, rapporteur pour avis. Que faites-vous dans vos ZAC ?

M. Jean Tiberi. Contrairement à vous, mon cher collègue, je me laisse interrompre ! Nous construisons des logements sociaux financés par des PLA et des PLI.

M. Jean-Claude Lefort. Depuis quand ?

M. Jean Tiberi. Vous devriez regarder les choses de près et non parler en l'air !

Nous étions en droit d'attendre de vous, madame le ministre, un effort significatif en faveur du logement social, ...

M. Bernard Carton, rapporteur pour avis. Pour loger les Maliens ?

M. Jean Tiberi. ... d'autant qu'un déficit de 200 milliards ne semble guère effrayer le Gouvernement.

Que nous apporte en réalité votre budget ? Rien, madame le ministre, monsieur le ministre. Rien, si ce n'est, hélas ! la confirmation de votre impuissance.

Dans le projet initial, les crédits de paiement pour les aides à la pierre étaient en diminution de 14 p. 100 - 13 milliards contre 15 - et la rallonge tardive de 10 000 PLA supplémentaires ne modifiera guère ces chiffres. Les crédits pour les PLA et les PALULOS sont en diminution de 15 p. 100, atteignant au total 4,8 milliards de francs.

Les crédits pour les PAP accusent quant à eux une baisse de 35 p. 100.

Même les crédits pour les départements d'outre-mer - où l'insupportable est pourtant atteint - chutent de 14 p. 100 et tombent à 1 milliard de francs. Madame le ministre, monsieur le ministre, je regrette de vous le dire : ce budget est un mauvais budget.

Sans doute faites-vous un effort apparent pour les aides personnelles puisque les crédits passent de 18,2 milliards en 1992 à 20,6 milliards en 1993.

Hélas ! cette amélioration supposée de 2 400 millions n'est que la correction tardive d'une sous-évaluation volontairement faite par votre prédécesseur dans le budget de l'année dernière. Une sous-évaluation que j'avais, avec d'autres, mais en vain, dénoncée.

Le marasme économique général ne peut pas vous servir d'excuse. Cette crise, n'avez-vous pas conscience de l'avoir aggravée, dans le logement, par votre laxisme et vos mesures maladroites ?

Suspension et reprise de la séance

M. le président. La séance est suspendue.

(La séance, suspendue à vingt-trois heures dix, est reprise à vingt-trois heures cinquante.)

M. le président. La séance est reprise.

La parole est à M. le ministre de l'équipement, du logement, et des transports.

M. Jean-Louis Bianco, ministre de l'équipement, du logement et des transports. Monsieur le président, messieurs les rapporteurs, mesdames et messieurs les députés, le projet de budget soumis à votre examen comprend les crédits du logement, de l'architecture et de l'urbanisme, et ceux des services communs.

L'ensemble de ces dotations, dont j'excepte celles de la ville qui ont déjà été examinées par votre assemblée, représente 55,4 milliards de francs en moyens d'engagement inscrits au budget général, soit une progression de 8,1 p. 100 et de 2,7 p. 100 pour les moyens de paiement.

Le chapitre « services communs » recouvre une politique de modernisation du service public qui passe, d'abord, par la reconnaissance, à tous les niveaux, de la qualification des agents. Diverses réformes statutaires sont en cours, par exemple celle qui fait passer les conducteurs des travaux publics de l'Etat en catégorie B. D'autres seront engagées. Parmi elles, la réforme du statut des architectes des bâtiments de France, attendue depuis longtemps, permettra enfin de donner à ce corps un déroulement de carrière digne de son niveau de compétences.

La modernisation des corps de la filière administrative, engagée il y a quelques années, porte aujourd'hui ses fruits : les adjoints administratifs représentent 83 p. 100 des agents, alors qu'ils étaient moins de 60 p. 100 il y a trois ans. Les agents de catégorie B ont vu leur nombre augmenter de 50 p. 100 sur la même période avec la création, par transformation d'emplois, de 337 emplois de secrétaires administratifs au projet de budget pour 1993.

Bien entendu, un effort particulier doit être fait et sera fait en ce qui concerne la sécurité des agents. Une nouvelle mesure de 8 millions de francs permettra d'accompagner la mise en œuvre dans les services d'une « charte de prévention » des accidents du travail, élaborée en concertation avec les organisations syndicales.

Quant à l'effort en faveur du logement des fonctionnaires, dont nous avons fait, avec Mme Lienemann, une priorité, il connaît une montée en puissance significative puisque les crédits consacrés à cette action passeront en autorisations de programme, de 20 à 45 millions de francs, auxquels s'ajoute un programme interministériel supérieur à 100 millions de francs du fonds d'aménagement pour l'Ile-de-France.

Le rôle que jouent les services du ministère dans l'amélioration de la vie quotidienne des Français pourra ainsi s'affirmer. Mais il mérite aussi d'être mieux perçu, très concrètement, sur le terrain. C'est pourquoi, pour 1993, j'ai obtenu la création d'un fonds de subvention de 100 millions de francs pour améliorer la vie quotidienne dans tous les secteurs qui intéressent l'action de mon ministère : aménagement urbain, transports, logement. En profiteront les associations et les collectivités locales sur des projets qui présentent un intérêt immédiat pour la population.

J'évoquerai d'un mot l'architecture et l'urbanisme. Ce budget traduit une priorité qui était indispensable pour l'enseignement de l'architecture. Les bourses allouées aux étudiants seront plus nombreuses en 1993 et leur montant sera aligné sur celui en vigueur dans l'ensemble de l'enseignement supérieur. Les moyens de fonctionnement accordés aux écoles progressent de 20 p. 100. Un effort important sera réalisé en matière d'investissement immobilier : 50,4 millions de francs d'autorisations de programme, contre 27 millions de francs l'an dernier ; et une dotation de 100 millions de francs a en outre été dégagée sur le fonds pour l'aménagement de l'Ile-de-France pour la création d'une nouvelle école à Marne-la-Vallée.

Les enseignants ne seront pas oubliés. Le corps créé en février 1992 a commencé d'être alimenté par 130 maîtres-assistants et professeurs. Le plan de titularisation sera poursuivi au-delà des trois ans initialement prévus. En 1993, avec les recrutements externes, 140 postes de titulaires seront mis au concours. Au-delà de ces dispositions, la concertation

engagée avec les organisations syndicales devrait permettre d'assurer la revalorisation des carrières des enseignants contractuels.

Pour renforcer leur potentiel d'enseignants, les écoles d'architecture bénéficieront, en 1993, de l'apport d'une cinquantaine d'enseignants chercheurs de l'Université. Je tiens à remercier le ministre de l'éducation nationale de cette contribution à notre effort commun en faveur de l'enseignement de l'architecture.

Tous crédits confondus, les dotations de l'enseignement de l'architecture augmenteront de 33 p. 100 par rapport à 1992. Ce budget permettra de dessiner les premières orientations du plan Ecoles d'architecture 2000, comparable, par son ampleur et ses objectifs, au plan Université 2000.

J'en arrive au point sur lequel vous êtes plus particulièrement intervenus, mesdames et messieurs les députés, je veux parler des crédits du logement.

Les crédits du logement progressent de 10 p. 100 pour les moyens d'engagement, si l'on tient compte de la décision annoncée par le Gouvernement, à l'occasion de l'examen par l'Assemblée de la première partie du projet de loi de finances, d'inscrire 10 000 prêts locatifs supplémentaires dans le budget de 1993.

J'ai bien entendu les critiques sur la situation actuelle de la construction et du logement. Je voudrais les ramener à la réalité des faits. La construction neuve baisse, c'est vrai, mais pas dans les proportions qui ont parfois été indiquées, puisque les prévisions actuelles permettent de penser que le nombre de logements neufs construits devrait se situer, pour l'année en cours, entre 270 000 et 280 000. Les travaux d'entretien et de réhabilitation se maintiennent quant à eux à un niveau relativement satisfaisant.

Devant cette situation, qui n'est évidemment pas satisfaisante et à laquelle le budget se doit d'apporter une réponse, il ne sert à rien de caricaturer l'action du Gouvernement.

Il est évident que la politique que nous menons n'est pas la politique du « tout l'Etat » comme il a été dit du côté droit de l'Assemblée. Sinon, pourquoi proposerions-nous de nouvelles réductions fiscales en faveur des investisseurs à condition qu'ils louent dans des conditions qui favorisent le logement social ? Il est vrai aussi que les pays où l'Etat laisse jouer la loi du marché en matière de logement beaucoup plus qu'on ne le fait en France - je pense à l'Angleterre et aux Etats-Unis - n'ont pas vraiment d'exemples ou de leçons à nous donner !

On a beaucoup parlé du rôle respectif de l'Etat et des communes. Je crois que l'effort que nous devons faire en faveur du logement, nous devons le faire tous ensemble. Mais il n'est pas possible, monsieur Tiberi, de prétendre voir la réalité sous un seul jour.

On a cité l'appel de l'abbé Pierré. Nous avons reçu tout à l'heure, avec Mme Lienemann, comme la plupart des groupes de cette Assemblée, une délégation des différentes associations qui manifestaient.

M. Eric Raoult. Pas possible ? Nous aussi !

M. le ministre de l'équipement, du logement et des transports. Que dit l'abbé Pierre sur les problèmes de logement ?

M. Eric Raoult. Que c'est une catastrophe nationale !

M. le ministre de l'équipement, du logement et des transports. Il dit : « Paris se borne à bâtir par an moins de 5 000 logements pour les plus bas salaires, laissant cyniquement inemployés... »

M. Julien Dray. Quel scandale !

M. Jean Tiberi. Et le plan Rocard ?

M. le ministre de l'équipement, du logement et des transports. ... les crédits attribués à la Ville par l'Etat pour les logis des plus défavorisés. *(Exclamations sur les bancs des groupes du Rassemblement pour la République et Union pour la démocratie française.)*

M. Jean Tiberi. A Montreuil ?

M. Julien Dray. Réactionnaire !

M. Jean-Pierre Brard. Ecoutez la voix du saint homme, monsieur Tiberi !

M. le ministre de l'équipement, du logement et des transports. Je cite toujours l'abbé Pierre qui dénonce « les familles et les individus victimes de l'habile et obstinée dérobade des villes qui se refusent à loger leurs habitants les plus modestes. »

M. Jean-Pierre Brard. Je suis en communion avec l'abbé Pierre !

M. Pierre Micau. Vous avez un sacré culot, monsieur Brard !

M. Eric Raoult. Que se passe-t-il à Montreuil ?

M. Bernard Carton, rapporteur pour avis. Et à Paris ?

M. le ministre de l'équipement, du logement et des transports. Alors, si vous n'acceptez pas ce que dit l'abbé Pierre, acceptez au moins, monsieur Tiberi, la réalité des chiffres.

M. Pierre Micau. menteur !

M. le ministre de l'équipement, du logement et des transports. La réalité des chiffres, c'est que la Ville de Paris est extrêmement loin de consommer le nombre de logements sociaux que l'Etat est prêt à lui fournir chaque année. Chaque année, vous en construisez un peu moins ! (*Protestations sur les bancs des groupes du Rassemblement pour la République, Union pour la démocratie française et de l'Union du centre.*)

Et, cette année, la moitié ou presque des logements sociaux construits à Paris le seront sur des emprises publiques dégagées par l'Etat.

M. Pierre Micau. C'est faux !

M. Jean-Pierre Brard. C'est vrai ! Les responsables pratiquent la purification sociale !

M. le ministre de l'équipement, du logement et des transports. Alors, comparons aussi votre politique et la nôtre, si ces chiffres-là ne vous suffisent pas.

M. Pierre Micau. Retournez à l'Elysée, vous y serez mieux !

M. le ministre de l'équipement, du logement et des transports. En 1988, les aides à la personne atteignaient 19 milliards. Maintenant, c'est près de 21 milliards !

M. Eric Raoult. Nous voici en campagne électorale !

M. Julien Dray. Vous n'aimez pas qu'on vous dise des vérités, monsieur Raoult !

M. le ministre de l'équipement, du logement et des transports. En 1988, il y avait 55 000 PLA ; cette année, 90 000 ! Messieurs de la droite, vous n'aimez pas la vérité des chiffres.

M. Jean Tiberi. Si !

M. le ministre de l'équipement, du logement et des transports. Vous n'aimez pas les citations de l'abbé Pierre. Tant pis pour vous. Dans les deux cas, c'est la vérité, même si elle vous déplaît. (*Exclamations sur les bancs des groupes du Rassemblement pour la République et Union pour la démocratie française.*)

M. Pierre Micau. On n'aime pas les citations de Dieu !

M. Jean Tiberi. Monsieur le ministre...

M. le président. Monsieur le ministre, M. Tiberi souhaite vous interrompre, avec votre autorisation, bien entendu.

M. le ministre de l'équipement, du logement et des transports. Monsieur le président, je veux bien laisser parler M. Tiberi, mais je souhaiterais avoir le temps nécessaire pour finir mon exposé.

M. Pierre Micau. Arrêtez de nous assommer de chiffres !

M. le président. Vous aurez tout votre temps pour vous exprimer, monsieur le ministre !

La parole est à M. Jean Tiberi, avec l'autorisation de M. le ministre.

M. Jean Tiberi. Monsieur le ministre, je vous remercie de m'avoir permis de vous interrompre.

M. Pierre Micau. Le bâtiment, il va bien. Mais les chômeurs...

M. le président. Monsieur Micau, je vous en prie !

M. Jean Tiberi. Vous avez un mauvais dossier, mais ce n'est pas une raison pour vous énerver, monsieur le ministre.

M. le ministre de l'équipement, du logement et des transports. Je ne m'énerve pas du tout, monsieur Tiberi, je vous donne les chiffres !

M. Jean Tiberi. Il faut garder raison. Vous tronquez la réalité. La mairie de Paris est prête à construire beaucoup plus de logements, si elle a les terrains.

M. Julien Dray. Vous avez expulsé toutes les populations les plus pauvres de Paris et vous les avez déportées en banlieue ! Voilà la vérité !

M. Jean Tiberi. Le gouvernement Rocard avait promis de donner des terrains pour des milliers de logements à Paris. Mme Cresson, qui a succédé à M. Rocard, l'avait promis également.

Mme Marie-Noëlle Lienemann, ministre délégué au logement et au cadre de vie. Je vous répondrai !

M. Jean Tiberi. Où sont ces logements ? Pourquoi n'ont-ils pas été encore mis en chantier ?

M. Julien Dray. Pourquoi la Ville de Paris ne respecte-t-elle pas ses engagements ?

M. le président. Veuillez poursuivre, monsieur le ministre.

M. le ministre de l'équipement, du logement et des transports. Monsieur Tiberi, Mme Lienemann vous répondra plus précisément dans un instant.

M. Jean Tiberi. J'attends !

M. le ministre de l'équipement, du logement et des transports. J'observe simplement que les gouvernements successifs de M. Rocard, de Mme Cresson, ou M. Bérégovoy ont libéré les terrains promis.

M. Jean Tiberi. Non !

M. Eric Raoult. Lesquels ?

M. le ministre de l'équipement, du logement et des transports. Ils ont libéré des centaines d'hectares.

M. Eric Raoult. Où ?

M. le ministre de l'équipement, du logement et des transports. Cette année, 600 logements sociaux seront ainsi réalisés...

M. Jean Tiberi. Non !

M. le ministre de l'équipement, du logement et des transports. ... grâce à ces terrains libérés par l'Etat.

M. Jean Tiberi. C'est faux !

M. Julien Dray. Non, c'est vrai !

M. Jean Tiberi. Mais quels terrains ?

M. le ministre de l'équipement, du logement et des transports. La Ville de Paris, elle, n'a rien mis en face.

M. Jean Tiberi. C'est faux !

Mme le ministre délégué au logement et au cadre de vie. Si, c'est juste !

M. le ministre de l'équipement, du logement et des transports. Ce sont des chiffres qui sont faciles à produire. Mme Lienemann vous les fournira dans un instant.

M. Eric Raoult. Lesquels ?

M. Jean Tiberi. Où sont-ils, ces terrains ?

Mme le ministre délégué au logement et au cadre de vie. Les chiffres, je vais vous les donner !

M. le ministre de l'équipement, du logement et des transports. Mme Lienemann vous donnera dans un instant la liste des logements et des terrains libérés sur des emprises publiques pour permettre la réalisation de logements sociaux.

M. Jean-Pierre Brard. Me permettez-vous de vous interrompre, monsieur le ministre ?

M. Jean Tiberi. Ah !

Mme le ministre délégué au logement et au cadre de vie. Je citerai une phrase d'Olof Palme à laquelle je tiens beaucoup : « La société doit être exigeante pour les forts et douce pour les faibles. »

M. Jean Tiberi. Oui.

Mme le ministre délégué au logement et au cadre de vie. Vous conviendrez, monsieur Tiberi, qu'il ne serait pas normal que la collectivité publique assume seule la charge du logement dans une ville comme Paris dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle n'est pas pauvre, ...

M. Jean Tiberi. On parle des terrains !

Mme le ministre délégué au logement et au cadre de vie. ... alors même qu'en banlieue et dans les villes qui doivent bénéficier de la dotation de solidarité urbaine...

M. Eric Raoult. On va en parler !

Mme le ministre délégué au logement et au cadre de vie. ... il faudrait que l'ensemble de la charge revienne à la collectivité publique. Non, monsieur Tiberi ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.*)

M. Jean-Claude Lefort. Très bien !

M. Jean Tiberi. Je n'ai jamais dit cela !

Mme le ministre délégué au logement et au cadre de vie. En ce qui concerne les hectares du plan Rocard, il y a trois cas de figure.

M. Jean-Pierre Brard. Avenue Foch !

Mme le ministre délégué au logement et au cadre de vie. Ainsi que l'a indiqué M. Bianco, des demandes de permis de construire ont été déposées pour la plupart des 132 000 mètres carrés dont nous disposons.

M. Jean Tiberi. Pas une !

Mme le ministre délégué au logement et au cadre de vie. J'ai les dates de dépôt des demandes ; je vous en donnerai la liste complète.

M. Jean Tiberi. Quand le financement a-t-il été donné ?

Mme le ministre délégué au logement et au cadre de vie. Le financement a été assuré sans problème. Nous en sommes au dépôt des permis de construire.

M. Jean Tiberi. C'est inexact, il n'y en a aucun !

Mme le ministre délégué au logement et au cadre de vie. Ni l'OPAC de Paris ni aucun autre organisme n'a demandé un seul des PLA ouverts pour la ville.

Dans deux secteurs, en particulier le secteur Berthier, la ville a stoppé les procédures de ZAC qui auraient pu rendre constructibles des terrains libérés par l'Etat.

M. Jean-Pierre Brard et M. Jean-Pierre Kucheida. Eh oui !

Mme le ministre délégué au logement et au cadre de vie. En empêchant que soient prises les décisions d'urbanisme permettant de construire sur ces terrains publics, la Ville de Paris a assumé la responsabilité de ne pas rendre opérationnelle la réalisation de logements sociaux.

M. Jean Tiberi. Je suis désolé, mais cela est tout à fait inexact !

Mme le ministre délégué au logement et au cadre de vie. La procédure de ZAC est interrompue, pour une part. En tout cas, aucune délibération relative aux ZAC n'a encore été prise.

M. Jean-Pierre Brard. Pinocchio !

M. Bernard Carton, rapporteur pour avis. C'est scandaleux !

M. Jean Tiberi. Pas un seul logement n'est commencé !

Mme le ministre délégué au logement et au cadre de vie. C'est donc bien la décision de la collectivité territoriale Ville de Paris qui fait défaut aujourd'hui !

D'ailleurs, monsieur Tiberi, il y a coïncidence entre la pratique de votre commune et celle de nombreuses autres communes d'Ile-de-France.

M. Eric Raoult. C'est la capitale, madame le ministre !

Mme le ministre délégué au logement et au cadre de vie. Par exemple, monsieur Raoult, dans mon département, l'Essonne, pas un logement en PLA d'insertion n'a été construit dans une ville RPR, pas un seul !

M. Jean-Pierre Brard. Eh oui !

M. Eric Raoult. Ils ne sont pas informés !

M. Jean-Pierre Brard. Parlez du Raincy à M. Raoult, il connaît bien !

Mme le ministre délégué au logement et au cadre de vie. Dans ce département de l'Essonne, dont le conseil général est présidé par l'un de vos amis, nous avons préféré déposer les permis de construire de deux cents logements à construire dans ma propre ville à l'aide des PLA d'insertion sans attendre de subventions. En effet, ce département préfère réaliser un stade et mener la grande opération dite de la francophonie ! Comme dans bien des communes que vous et vos amis dirigez, monsieur Raoult, on préfère le prestige au logement social et au logement des plus démunis. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste. - Protestations sur les bancs des groupes du Rassemblement pour la République, Union pour la démocratie française et de l'Union du centre.*)

M. Pierre Micaut. Où est votre discours ?

Mme le ministre délégué au logement et au cadre de vie. Cette attitude procède de la même volonté que celle qui a conduit, dans les années 1986-1988, à réduire le nombre de PLA dans le budget de l'Etat. J'y reviendrai.

M. Eric Raoult. Et l'Opéra Bastille ?

M. Claude Barate. Et la Grande bibliothèque ? Et le Grand Louvre ?

M. Jean-Pierre Brard. Vous n'aimez pas la musique, messieurs !

Mme le ministre délégué au logement et au cadre de vie. Je partage l'analyse de l'abbé Pierre et de bien d'autres associations.

M. Eric Raoult. Nous aussi, madame le ministre !

M. Claude Barate. Qui a voulu faire les grands travaux à Paris ? A combien s'élèvent ces dépenses ?

Mme le ministre délégué au logement et au cadre de vie. Ils appellent à une mobilisation nationale, mais ils ont bien compris que le verrou essentiel n'était pas nécessairement du côté de l'Etat.

M. Eric Raoult. Ce n'est pas ce qu'ils nous ont dit !

Mme le ministre délégué au logement et au cadre de vie. Je crois, comme ces associations, que le temps est venu d'agir. Les blocages qui sont apparus et les difficultés de mise en œuvre de la loi Besson montrent qu'il n'a pas suffi de permettre le partenariat, qu'il n'a pas suffi d'essayer de convaincre pour que toutes les collectivités passent à l'action. Il est donc nécessaire de lancer un plan d'urgence et je présenterai, ce week-end, sept mesures d'urgence pour orienter davantage les crédits publics vers des opérations menées en faveur des mal-logés.

Je sais que des parlementaires souhaitent m'interroger à ce sujet et je réserverai à leurs questions des réponses un peu plus détaillées sur ces mesures.

M. Jean-Pierre Brard. Quelle perspicacité ! (*Sourires.*)

M. Eric Raoult. Elle a déjà les questions !

Mme le ministre délégué au logement et au cadre de vie. Je sais que les parlementaires sont à l'écoute de l'opinion.

M. Jean-Pierre Brard. Au moins de ce côté-ci !

Mme le ministre délégué au logement et au cadre de vie. L'Etat doit assurer dans le secteur du logement une fonction stratégique de solidarité nationale. Pour cela, il doit prendre en compte cette exigence tant par le logement public qu'à travers le logement privé, tant par l'action directe, financière ou réglementaire, que par la fiscalité et la contractualisation. Dans le domaine du logement comme ailleurs, l'Etat doit être non seulement animateur, mais aussi efficace et volontaire.

On ne saurait renoncer à la gestion partenariale déconcentrée, adaptée au terrain. Encore faut-il qu'elle soit globalisée à toute la chaîne du logement, car elle doit être le creuset d'une pédagogie de la solidarité, bref d'un nouvel esprit public.

Toutefois on ne peut priver l'Etat de réaction lorsque le terrain, le local, l'initiative solidaire font défaut. Il me semble qu'au regard des deux années d'expérience de la loi Besson, il faudra sans doute renforcer notre dispositif législatif en ce sens, mais, pour l'heure, le projet de budget pour 1993 vise d'abord à nous doter des moyens financiers rendant possibles ces orientations.

Le budget de 1993 constituera une avancée importante. Il devra donc être lu au regard de ce qu'il ouvre concrètement comme perspectives nouvelles.

De ce point de vue, l'examen des crédits des dépenses ordinaires et des autorisations de programme est le plus pertinent puisqu'il précise les aides versées et les programmes de nouveaux logements engagés : les autorisations de programme et les dépenses ordinaires augmenteront de 10,5 p. 100 alors même que la progression moyenne du budget de l'Etat est d'environ 4 p. 100. Ce chiffre témoigne de l'effort soutenu de l'Etat en la matière.

Faut-il rappeler que les autorisations de programme ont diminué de plus de 57 p. 100 entre 1986 et 1987 ?

Il convient également de noter que l'accroissement de l'aide à la personne est de 13,4 p. 100. Rappelons-nous à ce propos que les choix opérés en 1977 dans la réforme de M. Barre avaient clairement prévu la montée en puissance de l'aide à la personne, alors même que l'aide à la pierre devait progressivement décliner, voire s'éteindre.

On le voit, le système mis en œuvre atteint des limites évidentes, mais j'y reviendrai.

Je veux à présent mettre en lumière les quatre axes autour desquels s'articule le budget qui vous est soumis : les mesures sociales en faveur des ménages ; la poursuite de l'effort en faveur du logement locatif social ; la consolidation de l'accession sociale à la propriété ; l'amélioration de la fiscalité immobilière.

Avec près de 21 milliards de francs, soit une progression de 13,4 p. 100, un effort budgétaire considérable est réalisé pour les aides à la personne. Cette dotation, conformément à l'engagement pris par le Gouvernement, comporte le financement de la dernière tranche du « bouclage » de l'allocation de logement à caractère social.

M. Bianco a déjà insisté, après MM. les rapporteurs, sur l'importance de cette extension qui permettra désormais d'accorder cette allocation dans toutes les communes de notre pays alors qu'elle était jusqu'à présent réservée aux départements et territoires d'outre-mer, à l'Ile-de-France et aux villes de plus de 100 000 habitants.

Au total, la réforme concernera 400 000 foyers, pour un coût de 2 milliards de francs.

Cette réforme est essentielle. Elle favorisera l'intégration sociale et la mobilité résidentielle. Elle contribuera à éliminer les phénomènes d'exclusion. J'ajoute qu'elle constituera un outil essentiel pour l'insertion des étudiants dans le secteur du logement, car elle est souvent utilisée pour les étudiants des familles modestes.

En ce qui concerne la revalorisation des loyers plafond dans le barème des aides à la personne, une mesure vise les familles occupant le parc locatif privé dont les loyers sont élevés. La revalorisation de 5,2 p. 100 des plafonds de loyers sur lesquels sont calculées les aides a été décidée par le Gouvernement au 1^{er} juillet 1992.

Les aides aux ménages en difficulté bénéficieront de 240 millions de francs de crédits contre 180 millions de francs en 1992. Les difficultés rencontrées par les ménages seront désormais prises en compte par les fameux fonds de solidarité pour le logement, les FSL, créés par la loi Besson et financés conjointement par l'Etat et par les départements.

Un crédit de 30 millions de francs permettra de pérenniser les fonds d'aide aux accédants en difficulté financés conjointement par l'Etat et par les collectivités locales.

A propos des accédants en difficulté, je précise que le Premier ministre vient de prendre une série de décisions concernant les familles ayant acheté un logement à la CARPI.

Les mesures en faveur des ménages les plus modestes représenteront un montant de 500 millions de francs.

M. Pierre Estève. Très bien !

Mme le ministre délégué au logement et au cadre de vie. Au sein de cette enveloppe, l'aide aux associations logeant à titre temporaire des personnes défavorisées, financée par une participation de l'Etat et par une contribution des régimes sociaux, sera mise en œuvre grâce à une dotation nouvelle de 40 millions de francs de l'Etat, à laquelle s'ajouteront 40 millions provenant du fonds national des prestations familiales.

Avec 90 000 PLA en 1993, contre 55 000 en 1988 et 80 000 en 1992, l'effort budgétaire aura permis une croissance de l'ordre de 15 p. 100 du nombre de logements HLM entre 1988 et 1993. Toutefois, il faut regretter un déficit de 40 000 logements lié à la réduction de ces crédits en 1987 et 1988.

M. Bernard Carton, rapporteur pour avis. Comment cela se fait-il ?

M. Jean Tiberi. C'est dû à l'échec total des socialistes dans tous les domaines !

Mme le ministre délégué au logement et au cadre de vie. Or, comme je l'ai dit au début de mon intervention, la politique du logement doit être continue. Aujourd'hui, ces logements nous font défaut.

Conformément aux engagements pris par le Président de la République lors du cinquantième congrès des offices d'HLM en juin 1989, de réhabiliter un million de logements en cinq ans, 200 000 primes à l'amélioration des logements locatifs et à occupation sociale, les PALULOS, sont prévues pour 1993. Cet effort est d'ailleurs identique à celui de 1992. Le programme prévu permettra la réalisation des engagements présidentiels.

Le tour de France de l'habitat que j'ai engagé m'a déjà permis de constater à quel point cette réhabilitation du parc social était l'une des grandes avancées de ces dernières années, d'autant qu'elle concerne la qualité de la vie au quotidien d'un grand nombre de nos concitoyens.

J'ai bien entendu, dans le discours de M. Duoméa - d'autres parlementaires particulièrement attachés à ce sujet auront l'occasion d'y revenir - la question concernant les plafonds ouvrant droit aux PALULOS, qui méritent effectivement d'être mieux ajustés, en particulier lorsqu'il s'agit de logements HLM très anciens et qu'il peut y avoir une meilleure utilisation des surfaces de ces logements et un agrandissement.

Je suis également très sensible au problème, souvent évoqué par les associations de locataires et les habitants, de l'effet sur les loyers lié à l'opération PALULOS. Je parlerai un peu plus tard de la consultation des habitants, qui me paraît être l'un des verrous supplémentaires de nature à éviter des dérives de loyers en cas de réhabilitation.

La création du prêt locatif social, le PLS, décidée lors du plan de soutien de mars 1992, permet de promouvoir le secteur locatif intermédiaire neuf ouvert aux ménages ne disposant pas de ressources suffisantes. Il s'agissait, comme l'a expliqué M. Carton, de trouver un produit financier - mais je n'aime pas le terme de « produit » lorsque l'on parle de logement - permettant de répondre à l'aspiration de certains à trouver un logement de meilleure qualité que ceux offerts par le système HLM, car les prêts locatifs intermédiaires étaient mal adaptés.

M. Quilès avait donc pris l'initiative de faire inscrire une dotation pour 15 000 PLS dans le budget de 1992. La consommation de cette enveloppe est très bonne et même si cela ne nécessite pas une inscription budgétaire, puisqu'il s'agit d'autres ressources, je suis en mesure d'annoncer à l'Assemblée que 20 000 PLS seront engagés pour 1993. (« Très bien ! » sur les bancs du groupe socialiste.)

Cette mesure nouvelle est importante au regard de ce que j'appelle le « donnant-donnant ».

Je veux également insister, s'agissant du secteur intermédiaire, sur la disposition relative au taux de réduction de l'impôt. Il s'agit de la fameuse amélioration du dispositif Quilès-Méhaignerie, qui a déjà fait l'objet de nombreux débats dans cette assemblée. J'appelle d'ailleurs l'attention des parlementaires sur l'importance du changement de stratégie que constitue cette nouvelle mesure d'incitation fiscale.

Parler de donnant-donnant est peut-être un peu brutal ; disons plutôt que nous cherchons à élaborer un statut de l'investissement locatif privé. Il n'est pas possible, en effet, de le

développer sur le dos des locataires. L'on ne saurait davantage imaginer que l'Etat intervienne dans un soutien qui viserait, premièrement, à fragiliser le locataire, deuxièmement, à favoriser la construction de logements ne répondant pas aux principaux besoins de la société.

Ainsi que je l'ai indiqué, les besoins de notre société, aujourd'hui, se situent essentiellement dans le secteur social et dans le secteur intermédiaire. C'est pourquoi le fait de subordonner l'incitation fiscale à un ciblage sur le secteur locatif intermédiaire me paraît être une avancée par rapport au précédent système Quilès-Méhaignerie, lequel demeure néanmoins en vigueur.

J'ai beaucoup médité sur l'incitation fiscale en la matière. M. Carton a eu raison de souligner que si une incitation fiscale correspond pratiquement à une aide budgétaire directe, on peut s'interroger, à la longue, sur son fondement.

Par ailleurs, il me paraît évident que si la puissance publique intervient, ce n'est pas simplement pour faire couler du béton - je parlerai d'ailleurs plus tard des problèmes que connaît le secteur des travaux publics et du bâtiment - c'est essentiellement pour répondre à des besoins. Il est donc fondamental que nous élaborions à terme - nous faisons les premiers pas - un système d'incitation fiscale en faveur d'acteurs qu'il faut reconnaître dans leur capacité entrepreneuriale et dans leur fonction sociale, un statut de l'investissement locatif privé qui réponde bien à cette double exigence en assurant un meilleur rendement de l'investissement.

La question posée par le Conseil des impôts est intéressante et je vous exposerai la manière dont nous allons préparer l'avenir. Il est en tout cas indispensable qu'à l'aide accordée corresponde un service rendu à la société tout entière.

Je plaide en faveur de cet avantage fiscal, car il n'est pas juste de prétendre qu'il s'agit d'un cadeau donné à je ne sais quels riches qui investiraient dans le logement. Il correspond à un changement de philosophie dans la conception de l'incitation fiscale ; je tenais à le souligner.

M. Jean-Jacques Weber. Ah ?

M. Eric Raoult. C'est de la social-démocratie !

Mme le ministre délégué au logement et au cadre de vie. C'est M. Quilès qui avait proposé cette incitation fiscale et je lui sais gré de ce choix.

M. Claude Barate. M. Quilès a donc favorisé les riches ? C'est scandaleux !

M. Eric Raoult. C'est un social-démocrate !

Mme le ministre délégué au logement et au cadre de vie. Un très bon social-démocrate !

En ce qui concerne la réhabilitation du parc privé, le budget de l'ANAH, compte tenu des consommations actuelles, est maintenu à 2 milliards de francs. L'extension des subventions à tous les logements privés de plus de quinze ans, réalisée en 1992, ne prendra effet que progressivement, et, de ce point de vue, l'objectif rappelé par M. Carton, sur la recherche de la parité, reste celui du Gouvernement.

Nous pensons que les crédits, tels qu'ils sont prévus, correspondent aux besoins et vous comprendrez que, dans ces périodes de rigueur budgétaire, le Gouvernement ait le souci d'inscrire avec précision des sommes utilisables et non pas des sommes fictives.

Les aides spécifiques à l'Ile-de-France doivent être renforcées. Dans cette région, le montage financier des opérations financées par les PLA et les PLS est facilité par des subventions foncières imputées sur le FARIF, le fonds pour l'aménagement de la région Ile-de-France. Les dotations s'élevaient, en 1992, à 500 millions de francs pour le logement et à 100 millions pour le foncier. Le total de ces sommes sera porté à 660 millions en 1993 et je présenterai, dans quelques jours, des dispositions spécifiques à l'Ile-de-France, où les difficultés sont particulières et où, il faut le reconnaître, l'enthousiasme des collectivités semble pour le moins hétérogène.

M. Bernard Carton, rapporteur pour avis. C'est le moins qu'on puisse dire, monsieur Tiberi !

M. Jean Tiberi. Vraiment, il n'y a que les socialistes pour dire ainsi n'importe quoi !

Mme le ministre délégué au logement et au cadre de vie. La consolidation de l'accession sociale à la propriété est un élément extrêmement important de ce projet de budget pour 1993.

M. Jean Tiberi. L'assurance des socialistes est vraiment émouvante !

Mme le ministre délégué au logement et au cadre de vie. L'accession sociale à la propriété est fondée à la fois sur le prêt aidé à l'accession à la propriété, qui bénéficie d'une subvention de l'Etat, et sur le prêt conventionné. Distribué par les réseaux bancaires, le prêt conventionné n'était pas jusqu'à maintenant directement aidé, mais il ouvrait droit à l'aide personnalisée au logement.

Jean-Louis Bianco vous a annoncé la proposition du Gouvernement de porter le nombre des PAP prévus au budget à 35 000. Le programme de 1993 sera donc équivalent à celui qui figurait dans le projet de loi de finances de 1992. Je rappelle également qu'un programme complémentaire de 7 000 PAP avait été décidé par le Gouvernement au mois de septembre pour soutenir l'activité du bâtiment, s'ajoutant aux 35 000 PAP inscrits en la loi de finances initiale de 1992.

Ces deux inscriptions budgétaires, ajoutées au fameux fonds de garantie de l'accession sociale, le FGAS, dont je parlerai, témoignent bien de l'intention du Gouvernement de ne pas substituer un nouveau produit aux PAP, lesquels sont parfaitement bien adaptés aux besoins de la population modeste voulant accéder à la propriété.

M. Jean-Pierre Brard. Très bien !

Mme le ministre délégué au logement et au cadre de vie. Néanmoins, une chose est d'inscrire des sommes au budget, une autre est de les consommer.

M. Jean-Pierre Brard. Tout à fait !

Mme le ministre délégué au logement et au cadre de vie. Nous avons vécu différemment pendant des années, du temps de M. Méhaignerie comme, je dois le reconnaître, du temps de mes prédécesseurs ; mais chacun sait qu'un débat anime l'Etat, dans sa diversité, sur ce sujet.

M. Jean Tiberi. Ce ne sont quand même pas des courants !

M. Eric Raoult. Ce sont des cascades !

Mme le ministre délégué au logement et au cadre de vie. Le même débat existait du temps de M. Méhaignerie, vous pouvez le lui demander.

L'objectif central est de consolider les PAP pour que les crédits budgétaires inscrits soient tous consommés et que cette forme d'accession à la propriété soit reconnue et renforcée. L'annonce faite par Jean-Louis Bianco d'une revalorisation substantielle des plafonds de ressources est un signe particulièrement positif de la volonté du Gouvernement, d'une part, de consolider l'accession sociale à la propriété, d'autre part, d'assurer la consommation des 42 000 PAP prévus en 1992 et des 35 000 que nous préconisons pour 1993. Je ne reviens pas sur le système de revalorisation des plafonds ; Jean-Louis Bianco l'a complètement décrit.

J'ai été particulièrement attentive à la demande du mouvement HLM, reprise par certains députés, de privilégier ou, en tout cas, de rééquilibrer l'attribution des PAP vers les réseaux de type SACI ou de type coopératif. J'ai constaté sur le terrain, en effet, que souvent les opérations étaient prêtes, et pouvaient être rapidement mises en œuvre.

M. Pierre Estève. Tout à fait !

Mme le ministre délégué au logement et au cadre de vie. Au regard des besoins du bâtiment et des travaux publics, le rééquilibrage des circuits de distribution en cette direction me paraît particulièrement nécessaire. Le Gouvernement, par voie réglementaire, prendra donc les décisions qui s'imposent. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.*)

M. Pierre Estève. Il faut débloquer plus vite !

Mme le ministre délégué au logement et au cadre de vie. Cela, précisément, permettra de débloquer plus vite !

Les parlementaires connaissent bien le fameux fonds de garantie de l'accession sociale. Un crédit de 300 millions de francs est inscrit au budget pour 1993, qui doit être complété par 300 millions de francs en loi de finances rectificative.

Mme le ministre délégué au logement et au cadre de vie. Il faut prendre le temps, la spéculation n'a fait que croître et embellir.

M. Jean Tiberi. Cela fait douze ans que vous êtes au pouvoir et vous vous en apercevez maintenant ?

Mme le ministre délégué au logement et au cadre de vie. C'est depuis que vous y avez été, monsieur, que les prix ont doublé !

Nous avons pris, dans le cadre de la loi dont je viens de parler, des mesures pour stopper la spéculation par le mécanisme de cession des promesses de vente. Mais M. Carton a insisté sur un autre secteur où nous devons faire preuve d'une grande vigilance, sans pour autant que la profession soit mise au ban de la société. Je veux parler des marchands de biens. Dans bien des cas, il y a eu utilisation de méthodes qui ne sont pas acceptables, ou de méthodes spéculatives répréhensibles.

M. Jean-Pierre Brard. Ce sont les marchands du temple !

M. Jean Tiberi. C'est ce que j'ai dit ! Vous n'avez pas écouté !

Mme le ministre délégué au logement et au cadre de vie. Monsieur Tiberi, vous aurez donc la joie de voter les amendements que le Gouvernement déposera pour mieux réguler la fonction de marchand de biens et assurer une meilleure protection des occupants et du parc social.

M. Eric Raoult. Dans une loi sur la corruption ?

M. Jean Tiberi. Ce n'est pas très convenable !

M. Jean-Pierre Brard. Vous défendez les marchands de biens ?

M. Eric Raoult. Vous allez mettre dans une même loi sur la corruption les publicitaires et les marchands de biens ? Bravo !

Mme le ministre délégué au logement et au cadre de vie. D'autres dispositions seront proposées par voie législative.

Ainsi donc, je l'affirme, au-delà de l'effort budgétaire fait par l'Etat en 1992 et en 1993, la question des prix du logement ne peut pas être contournée. Le Gouvernement, par ce budget, répond aux besoins de logement, qui - on ne le dira jamais assez - n'est pas un bien comme les autres. Il répond aux exigences concernant l'emploi à travers les activités du bâtiment. Il répond aussi à d'autres aspirations qualitatives et de citoyenneté.

Je voudrais insister sur la ligne « qualité de service » et sur l'entretien. Nos concitoyens sont particulièrement sensibles à l'environnement et au cadre de vie. La qualité du logement ne s'arrête pas à la porte du logement. La ligne « qualité de service », dotée de 150 millions de francs, sera mobilisée cette année de façon prioritaire dans plusieurs directions : mise en œuvre des plans de qualité dans les HLM, gestion des services et des espaces de proximité, qui sont devenus nécessaires, introduction de la domotique et des nouvelles technologies au profit de la sécurité, de la lutte contre la solitude et l'isolement.

Les crédits du ministère seront donc ouverts pour améliorer la qualité de la vie au quotidien et la prise en compte de la dimension écologique dans l'habitat.

Une mission confiée à M. Bidou doit permettre un toilettage du code de la construction. Cela concerne les nouvelles normes pour lutter contre le bruit - je pense à l'isolation intérieure dans le logement social et dans les réhabilitations - mais aussi les économies d'énergie, l'aération, la gestion de l'eau, l'ensemble des secteurs où l'environnement est concerné. Il faut que nous favorisions l'expérimentation concrète et technique pour que les normes et les règles ne restent pas lettre morte.

Il est très important de veiller à la consommation, aux besoins de nos concitoyens afin de créer dans le secteur de l'habitat une nouvelle citoyenneté avec une participation active des occupants.

Désormais, les crédits PALULOS de réhabilitation ne pourront être utilisés que si la réhabilitation a reçu l'accord des locataires. Cette disposition est très importante. Elle vise à éviter, d'une part, des réhabilitations de façade - pavés auto-

bloquants à l'extérieur, problèmes qui demeurent à l'intérieur - et, d'autre part, une augmentation brutale des loyers. Il ne faut pas que nos concitoyens aient le sentiment de subir ce qui devrait être un mieux ; une amélioration ne doit pas être subie.

Importants aussi sont les moyens mis à la disposition des associations de locataires, subventions, mais aussi moyens matériels, pour accompagner leur participation aux réhabilitations. Je salue la mise en œuvre des dispositions de la loi d'orientation de la ville concernant la présence de représentants des locataires aux conseils d'administration des sociétés d'HLM. En effet, le logement social doit être aussi un espace de citoyenneté renouvelé.

Tel est l'esprit des dispositions qui sont prises en la matière.

En réponse au grand débat demandé tant par l'union des sociétés d'HLM que par tous les parlementaires présents, je précise qu'une mission a été confiée à M. Geindre auprès du commissaire général au Plan. Les gaullistes comme la gauche sont attachés à la planification. S'il est un lieu, un moment où doit se construire l'avenir, où doivent se dessiner les nouvelles formes d'interventions publiques ou même privées en direction d'une grande priorité nationale, c'est bien dans le cadre du Plan.

M. Eric Raoult. Quand le débat ?

Mme le ministre délégué au logement et au cadre de vie. C'est pourquoi j'ai insisté auprès du Premier ministre, qui a entendu mon appel et celui de M. Bianco, pour que ce débat soit lié à la préparation du Plan, pour qu'il débouche sur des décisions concrètes et opérationnelles.

La mission de M. Geindre est engagée. Il doit consulter des parlementaires, l'ensemble des acteurs du logement, pour être en mesure d'éclairer les choix du prochain Plan. Au mois de décembre - le 18 et le 19 - ce rapport fera l'objet d'une grande présentation avant d'être soumis à un grand débat avec tous les acteurs et tous les partenaires, dont les parlementaires, sur la politique du logement, besoins et ses financements. Nous n'évacuerons aucun des grands problèmes qui se posent.

Il est vrai que la décollecte du livret A mérite une réponse, mais, comme l'a indiqué très justement un parlementaire, la question, fort heureusement, ne se pose pas dans les deux années qui viennent ; elle ne pourra être tranchée que dans le cadre du Plan.

La question du 1 p. 100 est elle aussi importante dans la mesure où, même au sein du patronat, on est parfois divisé sur l'opportunité de cette forme de financement à laquelle je suis très attachée.

Ce qu'a dit le Conseil des impôts mérite une réponse : il n'est pas possible dans notre société que l'investissement monétaire soit survalorisé par rapport à l'investissement productif et à l'investissement immobilier.

M. Jean-Claude Lefort. Très juste ! Très bien !

Mme le ministre délégué au logement et au cadre de vie. D'ailleurs, le Président de la République lui-même n'a pas manqué d'insister sur le fait qu'il convenait de réorienter nos économies dans ce sens. Mais pas de démagogie en la matière ! Quand l'économie que vous avez tant prônée avec Mme Thatcher et avec M. Reagan a fondé le principe même de son développement sur l'investissement monétaire...

M. Eric Raoult. C'est éculé ! On n'est pas à Athis-Mons !

Mme le ministre délégué au logement et au cadre de vie. ... il serait illusoire de croire que notre pays, qui par ailleurs est ouvert aux échanges extérieurs, puisse se mettre totalement à l'écart de ces tendances.

M. Jean Tiberi. Il ne fallait pas promettre moins de deux millions de chômeurs ! Il y en a trois millions !

Mme le ministre délégué au logement et au cadre de vie. On peut favoriser une réorientation. Mais tous ceux qui sont préoccupés par la politique du logement peuvent mesurer les fruits de cette menée par M. Bérégozov : la baisse des taux d'intérêt doit entraîner une relance, fort modeste, mais sérieuse, dans le secteur du bâtiment. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.*)

M. Jean-Pierre Brard. Trop modeste !

Mme le ministre délégué au logement et au cadre de vie. Messieurs de l'opposition, mesdames, messieurs de la majorité, je tiens à vous dire que l'engagement que le Gouvernement a pris sera tenu. Ce débat se prépare sérieusement. Je sais que M. Geindre aura le souci de mettre en harmonie, peut-être davantage que par le passé, les deux philosophies qui avaient inspiré le rapport de M. Bloch-Lainé et celui de M. Lebègue, orienté l'un par une vision historique du logement, et l'autre par une vision bancaire du financement. Il faudra bien trouver une harmonisation et parvenir à un rapprochement des points de vue. C'est le seul moyen de nous inscrire dans la durée.

M. Jean Tiberi et M. Eric Raoult. Il n'y aura pas de débat au Parlement !

Mme le ministre délégué au logement et au cadre de vie. Ainsi donc, mesdames, messieurs les députés, ce budget pour 1993 est un bon budget, qui montre la volonté du Gouvernement de consentir un effort soutenu en faveur du logement des Français. Il sera salué, dans l'histoire, comme un budget de relance...

M. Eric Raoult. De récession !

Mme le ministre délégué au logement et au cadre de vie. ... une relance qui ne sera pas fictive mais assise sur des engagements concrets qui pourront être tenus. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.*)

M. Eric Raoult. Elle a au moins réveillé les députés socialistes ! C'est un ministre électrochoc !

M. le président. Nous en arrivons aux questions.

Je rappelle que les questions ne doivent pas dépasser deux minutes et que la réponse des ministres peut être brève sans inconvénient aucun pour la clarté du débat !

M. Jean Tiberi. Très bien !

M. le président. Nous commençons par les questions du groupe UDC.

La parole est à M. Jean-Paul Virapoullé.

M. Jean-Paul Virapoullé. J'ai pris bonne note ce soir que, pour la métropole comme pour les départements d'outre-mer, le logement est considéré comme un facteur de cohésion sociale important. J'ai également noté que l'ensemble des intervenants, sur tous les bancs, considéraient la politique du logement une priorité nationale.

Monsieur le ministre, madame le ministre, je vous ai écouté dire que, cette année, le budget du logement, à l'échelon national, allait augmenter de 10 p. 100. Alors pourquoi deux poids, deux mesures ? Pourquoi augmenter de 10 p. 100 les crédits en faveur de la construction alors qu'une baisse de 8 p. 100 est prévue dans nos départements d'outre-mer où nous l'on compte 30 p. 100 de logements insalubres et 50 p. 100 de logements manquant des commodités élémentaires ?

Les crédits de la ligne budgétaire unique seraient maintenus au niveau de l'an dernier. Mais ils ne permettront pas de mettre en place la politique de partenariat que Mme le ministre a souhaitée lorsqu'elle est venue à la Réunion. Pour qu'il y ait partenariat, il faut qu'il y ait un effort conjugué de l'Etat et des collectivités locales. Or, ces dernières, parce que le logement est plus encore chez nous facteur de cohésion sociale et de développement économique, sont disposées à faire un effort. Nous demandons au Gouvernement de bien vouloir lui aussi faire un effort pour la LBU de 1993 : qu'elle bénéficie de la même augmentation que les crédits PAP à l'échelon national. Laissez-nous vous aider à consommer vos crédits ! Ayez l'amabilité de transférer quelques millions de ces milliards sur notre ligne budgétaire unique afin d'éviter qu'un prochain cyclone dans les DOM ne fasse apparaître à l'ensemble de l'opinion publique nationale ces plaies que sont nos taudis, nos paillottes et nos logements insalubres.

Enfin, deuxième volet de ma question, pour 1992, nous avons déjà engagé la construction de plus de 2 000 logements évolutifs sociaux, équivalent chez nous de l'accession à la propriété. Dans chaque département d'outre-mer, le préfet a honoré par un arrêté l'engagement de l'Etat de financer ces logements. Les entreprises de construction les ont réalisés pour partie ou en totalité. A cause d'un désengagement des banques privées, elles risquent de licencier à la Réunion plus

de 3 000 personnes. Il manque, en effet, la moitié du financement de ces logements. Quelles dispositions le Gouvernement compte-t-il prendre, à titre transitoire pour 1992 et définitivement pour 1993 ?

M. Claude Barate. Très bien !

M. le président. La parole est à Mme le ministre.

Mme le ministre délégué au logement et au cadre de vie. Monsieur le député, je n'ai pas évoqué dans mon discours la situation des DOM auxquels je suis néanmoins très attachée. Je me suis rendue en Martinique, en Guadeloupe et, récemment, dans votre département pour participer aux assises de l'habitat. J'ai pu mesurer avec mon collègue M. Le Pensec l'ampleur des difficultés particulières qu'éprouve l'île de de la Réunion.

Comme j'ai déjà eu l'occasion de le rappeler à la Réunion, le Gouvernement a décidé de porter le montant de la LBU à 1 072 millions de francs, auxquels s'ajoutent au moins 350 millions de francs au titre de la créance de proratisation du RMI. La LBU sera ainsi maintenue à un niveau élevé.

Votre argument selon lequel les crédits d'aide à la pierre ont crû d'environ 10 p. 100 dans le budget national est assez convaincant. En fait, il s'agit non seulement des crédits d'aide à la pierre, mais aussi des autorisations de programme et des dépenses obligatoires. La question de l'aide à la personne est différente. Il vaudrait donc mieux comparer avec la croissance des crédits destinés aux aides à la pierre, PAP, PLA et PALULOS.

Il serait sans doute opportun, en deuxième lecture, de mieux répartir les efforts que le Gouvernement a annoncés en faveur de l'accession à la propriété et du logement locatif, avec plus d'équité à l'égard des DOM. Le Gouvernement est ouvert à un dialogue visant au rééquilibrage des nouvelles propositions qui ont pu être faites au cours du débat parlementaire.

Il n'en demeure pas moins que la LBU est à un niveau relativement élevé, même s'il faut l'apprécier au regard d'une situation particulièrement difficile.

Vous évoquiez les taudis et ce qu'il faut bien appeler, dans certains cas, des bidonvilles, même s'il n'ont rien à voir avec ceux d'Afrique ou des pays latino-américains, fort heureusement ! La résorption de l'habitat insalubre, vous avez raison, doit constituer une priorité et une urgence absolues. J'avais indiqué à la Réunion que le Gouvernement entendait assurer une croissance continue des crédits prévus à cet effet, afin qu'en l'an 2000 l'ensemble de l'habitat insalubre soit résorbé. J'ai eu l'occasion de visiter dans votre île un certain nombre de communes particulièrement touchées par ce fléau. Le partenariat à la Réunion, en particulier avec le conseil général, doit pouvoir se concrétiser pour un suivi social dont je reconnais qu'il est indispensable pour mettre en œuvre le droit au logement dans ce département. Dans les tout prochains jours, nous engagerons la discussion.

Par ailleurs, j'ai observé le dialogue de sourds entre les Réunionnais et les services du ministère qui, non sans conviction, montrent, au regard de critères chiffrés, que la Réunion n'est pas particulièrement maltraitée par rapport à la métropole. Mais j'ai aussi entendu les arguments des élus réunionnais et je sais qu'on ne peut pas éternellement se renvoyer des chiffres sans avoir le courage de mettre ensemble sur la table les réalités que recouvrent ces chiffres. Puisque nous engageons un grand débat national, j'ai souhaité que quelques députés des DOM soient officiellement membres de la commission présidée par M. Geindre afin que, dans le cadre du prochain Plan, la politique du logement respecte l'exigence d'égalité revendiquée à juste titre par les DOM. Nous allons nous mettre rapidement au travail, vérifier chiffres à l'appui si, oui ou non, il y a équité. En tout cas, la politique du Gouvernement repose bien sur le principe d'égalité prôné par le Président de la République, je tenais à le réaffirmer devant vous.

Vous savez aussi que votre île connaît un problème particulier relatif aux prêts complémentaires, dont nous avons longuement parlé. Le Gouvernement s'est engagé à abonder le fonds pour que nous soyons en mesure de régler cette affaire en urgence. Mon cabinet m'a fait savoir que pour ce qui concerne les engagements de la région et du conseil général il y aurait encore quelques difficultés. Soyez convaincu que nous ne les laisserons pas en suspens et que l'Etat s'engage à trouver des solutions concrètes.

Vous savez que ma porte vous est toujours ouverte.

En tout état de cause, ces mesures me paraissent de nature à vous convaincre de notre intention de traiter correctement les départements d'outre-mer et en tout cas, de la volonté de dialoguer avec vous qui anime le Gouvernement.

M. le président. Je vous fais remarquer, mes chers collègues, que nous avons consacré dix minutes à la première question. Il y en a trente-deux. A ce rythme, nous en avons au minimum pour cinq heures ! Je suis tout à fait disposé à siéger jusqu'à six heures ou sept heures du matin, mais la prochaine séance commencera à neuf heures et demie et je la préside. J'aimerais donc que l'on accélère le rythme et des questions et des réponses. Il ne s'agit pas de refaire à chaque fois le débat général, quel que soit l'intérêt des questions posées.

La parole est à M. Claude Birraux.

M. Claude Birraux. Le poids économique du logement augmente de plus en plus dans les budgets familiaux. Cette situation justifierait, dans les orientations budgétaires du ministère pour 1993, un effort soutenu pour le financement des PLA.

L'année 1992 a vu l'apparition d'un nouveau produit financier, les PLS - prêts locatifs sociaux - destinés au financement du logement intermédiaire pour les familles dont les revenus dépassent le plafond permettant d'être logé en HLM sans être cependant suffisamment élevés pour leur permettre d'accéder au marché locatif privé. Certaines collectivités locales, communes et départements, qui s'étaient déjà mobilisées dans le cadre des opérations effectuées en prêts locatifs intermédiaires, trop vite disparus et rayés d'un trait de plume au mépris des engagements signés par le Gouvernement lui-même. Comme ce fut le cas en Haute-Savoie, ces collectivités ont renouvelé leurs efforts d'imagination et leurs efforts budgétaires pour assurer l'équilibre financier de projets en PLS.

A ce jour, les PLS ne semblent constituer qu'une initiative ponctuelle. Il serait souhaitable que les promoteurs et les financeurs obtiennent toutes informations utiles pour leur permettre de situer leur action, en recueillant des assurances quant au renouvellement de ce dispositif en 1993. Quand ces prêts seront-ils notifiés et disponibles ?

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. le ministre de l'équipement, du logement et des transports. Monsieur le député, le Gouvernement a remplacé, en effet, les PLI par des prêts locatifs sociaux, produit qui est destiné, en principe, à être plus social que le prêt locatif intermédiaire. Les résultats obtenus, avec 15 000 prêts décidés en mars 1992, sont excellents. Ce produit, qui est distribué par la Caisse des dépôts, le Crédit foncier et le Comptoir des entrepreneurs dans la région Ile-de-France et dans les agglomérations où le marché locatif est particulièrement tendu, répond bien à la situation de ceux dont les revenus sont supérieurs au plafond limitant l'accès au logement social mais qui ne trouveraient pas facilement, ou ne retrouveraient pas du tout à se loger, dans le logement locatif privé. Le plafond du revenu moyen mensuel pour le prêt locatif social est de 25 000 francs, là où le plafond de PLA serait de 17 000 francs.

Le Gouvernement partage votre avis qu'il est nécessaire de confirmer ce nouveau produit qui se révèle un succès. C'est pourquoi je confirme à l'Assemblée nationale que le Gouvernement a décidé de mettre en œuvre 20 000 prêts locatifs sociaux en 1993. La dotation de 1992 est en train d'être consommée et les prêts 1993 seront mis en place dans les tout premiers mois de l'année 1993.

M. le président. Nous passons aux questions du groupe UDF.

La parole est à M. Pierre Micaux.

M. Pierre Micaux. Monsieur le président compte tenu de l'état d'avancement de nos travaux, je serai bref.

A ma question s'associe mon collègue Jean Rigaud, député du Rhône, qui ne peut être parmi nous ce soir.

Monsieur le ministre, la ligne budgétaire relative aux agences d'urbanisme, non seulement n'évolue pas mais n'a cessé de régresser depuis 1986. Ce n'est pas à vous que j'apprendrai l'importance considérable du rôle que jouent les agences d'urbanisme dans votre politique de la ville. Aussi me paraît-il indispensable de majorer cette ligne budgétaire et de la porter à 62,5 millions de francs.

J'espère avoir été suffisamment concis, monsieur le président.

M. le président. Je vous remercie, monsieur Micaux.

La parole est à M. le ministre.

M. le ministre de l'équipement, du logement et des transports. En effet, les agences d'urbanisme - j'ai eu l'occasion de rencontrer récemment un certain nombre de responsables de ces agences et d'élus qui les font fonctionner - jouent un rôle tout à fait positif, on a pu le constater au fil des années, à tel point qu'il y a des demandes nouvelles pour en créer d'autres. Celles qui existent fonctionnent généralement à la satisfaction des élus et des habitants.

Depuis trois ans - exception faite d'une rupture dans le passé - les crédits ont été maintenus, souvent d'ailleurs grâce aux abondements décidés à l'initiative de votre assemblée. Pour 1993, nous consolidons le montant obtenu en 1992, après les majorations intervenues lors du débat budgétaire, avec un total de 59,5 millions de francs. Je précise que ce montant ne représente que 15 p. 100 des ressources des agences, l'essentiel de leurs crédits provenant des collectivités locales.

En tout état de cause, je ne suis pas du tout hostile - au contraire - à ce que des redéploiements en gestion permettent d'appuyer la préfiguration de nouvelles agences, notamment dans un cadre interministériel, et sur des projets précis.

M. le président. La parole est à M. René Beaumont.

M. René Beaumont. La question que je pose au nom de mon collègue et ami Jean-François Mattei concerne les personnels enseignants et administratifs des écoles d'architecture. Ils demandent notamment la titularisation de tous les enseignants contractuels en poste qui le désirent, conformément aux lois de 1983 et 1984.

Par ailleurs, pour les contractuels qui ne désirent pas être titularisés, il conviendrait de mettre en place une évolution de carrière avec indice progressif. En effet, depuis la création des écoles en 1968, les enseignants des écoles d'architecture sont contractuels à indice fixe. Certains d'entre eux, s'ils n'ont pas changé de contrat, perçoivent, en francs constants, le même salaire depuis vingt ans. C'est effarant !

Enfin, en ce qui concerne les personnels administratifs, outre la nécessaire titularisation des catégories A et B, il convient de prévoir des créations de postes pour faire face à des besoins qui sont criants. De plus en plus, en effet, il est fait appel à des emplois précaires, type contrat emploi solidaire, pour remplir des tâches indispensables au bon fonctionnement des services.

Quelles réponses, monsieur le ministre, pouvez-vous apporter à ces demandes précises ?

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. le ministre de l'équipement, du logement et des transports. Monsieur le député, je partage votre sentiment : il était indispensable de faire un effort, non seulement pour les écoles d'architecture par des investissements, non seulement pour les étudiants par l'augmentation des bourses, mais aussi pour les enseignants.

Le corps d'enseignants créé en 1992 sera alimenté par cent trente postes de maître-assistant et professeur. La titularisation commencée en 1992 sera accélérée. Cent postes avaient été ouverts au concours interne de 1992, cent quinze le seront en 1993. Ce plan sera poursuivi si nécessaire au-delà des trois ans initialement prévus. Donc, en 1993, si j'ajoute les recrutements externes, ce sont cent quarante postes de titulaire qui seront mis au concours.

Au-delà de ces dispositions, la concertation engagée avec les organisations syndicales devrait permettre d'assurer la revalorisation des carrières des enseignants contractuels et de clarifier, au sein de chaque école, les obligations de service de chacun.

A côté de ces dispositions déjà importantes, une mesure apparaît plus significative encore : c'est l'apport d'une cinquantaine d'enseignants-chercheurs supplémentaires en 1993, enseignants-chercheurs venant de l'Université. C'est une contribution du ministère de l'éducation nationale et je tiens à nouveau à en remercier M. Jack Lang. Cette contribution prendra la forme de conventions assurant la mise à disposition de professeurs dans le cadre d'une coopération étroite avec l'Université.

M. le président. La parole est à M. Pierre Micaux.

M. Pierre Micaut. Ainsi il est démontré que si l'on est concis, on est récompensé !

Ma question est à la fois une réflexion et la traduction d'une vibrante inquiétude. À écouter vos propos introductifs, madame le ministre, monsieur le ministre, on a l'impression que le bâtiment va, et que donc, tout va. Or nous vivons en permanence une catastrophe.

La semaine dernière, et cette semaine encore, mon département, l'Aube, a connu des licenciements, 480 au total, qui n'intéressaient pas seulement le bâtiment. Mais combien d'entreprises qui participent aux travaux publics et au bâtiment sont impliquées dans des licenciements ?

Dans mon département, mais il en est de même dans les quatre-vingt-quatorze autres, il y a, malgré la crise, un « stock » de quelque 1 500 à 2 000 demandes de logements locatifs qui ne sont pas satisfaites. Je dis 1 500 à 2 000 pour être le plus objectif possible parce qu'il peut exister des doublons dans différents organismes. Je suis donc persuadé qu'en France il existe un stock potentiel de quelque 300 000 logements. Je sais que vous faites ce que vous pouvez, mais telle est la situation. Les entreprises - pardonnez-moi le mot - vont continuer à « crever » et les licenciements à s'accroître. C'est plus qu'un problème, un drame.

Ma question veut insister sur ce drame et vous amener à y réfléchir plus encore. Car lorsque nous côtoyons ces chômeurs en puissance, comme vous, nous sommes désarmés. Si vous pouviez dégager 10 000 PLA supplémentaires, non seulement vous offririez un toit à des gens qui l'attendent, mais vous fourniriez du travail à des entreprises et à des salariés.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. le ministre de l'équipement, du logement et des transports. Monsieur le député, je n'ai nullement prétendu que tout était rose et que la situation du bâtiment était bonne. J'ai même dit exactement le contraire. Vous m'avez mal écouté. J'ai reconnu que la construction neuve baissait et que c'était grave. J'ai simplement fait valoir que certains chiffres avancés n'étaient pas exacts. J'ai ajouté que la réhabilitation, qui, elle, était mieux soutenue, ne suffisait pas à rendre la situation satisfaisante.

Le projet de budget que nous examinons ce soir représente un sérieux coup d'accélérateur, tant au niveau des logements qu'au niveau des entreprises du bâtiment, notamment des moyennes ou petites entreprises, dont la situation est effectivement très préoccupante.

Nous avons porté le nombre des prêts locatifs aidés de 80 000 à 90 000 ; niveau qui n'avait jamais été atteint.

Au-delà de ces mesures, que peut-on faire pour répondre aux besoins ? On peut - et des initiatives en ce sens ont été prises dans certains départements, tantôt par les conseils généraux, tantôt par les préfets - réunir autour d'une table les élus, les professionnels du bâtiment et l'administration d'Etat afin de regarder ce qui peut faire l'objet d'une accélération. Marie-Noëlle Lienemann et moi avons donné des instructions pour que les crédits soient délégués beaucoup plus vite. En termes de consommation de PLA, nous sommes à un niveau supérieur de 35 p. 100 à celui de l'an dernier.

Il est des domaines où l'on peut aller plus vite. Parfois, on se heurte à des blocages tenant à la difficulté d'obtenir certaines garanties de la Caisse des dépôts. Mais il faut toujours pousser les feux. Il faut étudier toutes les opérations qui peuvent être réalisées dans un département, dans une ville. Que chacun y mette du sien : la commune, le département, l'Etat. Si l'on peut donner un coup de pouce, donnons-le ! Ce sera tant mieux pour le logement et tant mieux pour les entreprises !

M. le président. Nous passons aux questions du groupe socialiste.

La parole est à M. Jean-Louis Dumont.

M. Jean-Louis Dumont. Madame le ministre, on constate des retards dans les mises en chantier et dans l'attribution des crédits. Cela tient sans doute à la complexité de certaines procédures, à la multiplicité des instruments, aux passages obligés, aux retours nécessaires, aux décisions tardives, aux pressions contradictoires et aux pesanteurs administratives.

Face à tout cela, avez-vous l'intention d'alléger les circuits, voire de les réformer complètement ?

M. le président. La parole est à Mme le ministre.

Mme le ministre délégué au logement et au cadre de vie. Monsieur le député, certains ont parlé de la complexité du système fiscal en matière de logement, mais les démarches administratives pour réussir une opération de logement social sont effectivement compliquées.

Pour toute une série de démarches, il ne s'agit que de l'application de la loi. Je pense en particulier à la consultation des conseils départementaux de l'habitat. Vous conviendrez que, sur cette démarche-là, le Gouvernement se montre vigilant quant à l'application de la loi.

Mais d'autres procèdent de l'action administrative.

D'une part, les crédits d'engagement doivent être débloqués rapidement. J'ai indiqué tout à l'heure que, pour 1993, le Premier ministre avait donné consigne que 75 p. 100 des crédits soient notifiés dès le premier trimestre, alors que, généralement, c'est plutôt l'inverse qui se produit : on attend le troisième trimestre pour donner les dernières notifications et gérer le gros du paquet.

D'autre part, il est exact que certaines procédures impliquant la Caisse des dépôts et consignations doivent être améliorées.

Jusqu'à présent, l'Etat attribuait des PLA, après quoi la Caisse des dépôts pouvait, dans certains cas, refuser son accord au regard des situations financières. Nous avons donc mis en place un dispositif commun qui permet un examen des dossiers avec application des mêmes critères, tant de la part de la Caisse des dépôts et consignations que de la part de l'Etat. Mais j'entends bien que les critères doivent être fixés par l'Etat, et non par la Caisse des dépôts et consignations. La circulaire récente sur ce sujet est bien conforme à cet esprit.

Le mouvement HLM avait émis quelques remarques et avait notifié quelques inquiétudes. Il a été entendu.

M. le président. La parole est à M. Albert Denvers.

M. Albert Denvers. Monsieur le ministre, j'ai bien entendu tout à l'heure votre réponse à propos du sort des agences d'urbanisme. Pouvez-vous nous dire avec un peu plus de précision si vous comptez attribuer l'aide de l'Etat en 1993 aux agences d'urbanisme à la hauteur de ce qu'elle a été en 1992 ?

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. le ministre de l'équipement, du logement et des transports. Monsieur le député, il est effectivement indispensable - et telle est bien mon intention - de placer l'aide que l'Etat apporte aux agences d'urbanisme exactement au niveau de 1992, compte tenu de l'amélioration apportée par le Parlement au projet du budget présenté par le Gouvernement.

Je confirme donc que nous ferons, au cours de l'année 1993, en termes budgétaires, le même effort qu'en 1992, selon la loi de finances qui aura été effectivement votée, et non pas selon le projet de loi de finances initial.

J'ai également indiqué que, sur des crédits de recherche et des conventions d'études avec d'autres ministères, nous pourrions sans doute aller un peu plus loin, notamment pour aider à la création de nouvelles agences d'urbanisme.

M. le président. M. Albert Denvers est inscrit pour une seconde question.

A ce rythme, c'est un plaisir ! (Sourires.)

Vous avez la parole, monsieur Denvers.

M. Albert Denvers. Permettez-moi, mesdames, messieurs, de lancer un cri d'alarme en faveur du droit au logement, un droit qui n'est que difficilement respecté.

Pour des millions et des millions d'hommes, de femmes et d'enfants dans le monde, pour des milliers et des milliers de nos compatriotes, il s'agit d'une grande souffrance, voire d'une réelle injure.

Ne pas être logé, ou l'être mal, parfois même très mal, ne pas habiter sous un toit, à l'abri des intempéries et du froid de la nuit, ne pas pouvoir s'épanouir dans un foyer avec les siens, tout cela est, en cette fin de XX^e siècle, inconcevable, inadmissible et inacceptable.

Mon cri d'alarme ce soir, madame le ministre, monsieur le ministre, après celui de beaucoup d'autres, et surtout après le récent appel du Président de la République, je me devais, au sein de cette assemblée, de ne pas le taire et de l'exprimer avec force et conviction.

Vu les besoins en logements et la situation de notre habitat, je veux destiner mes derniers mots devant le Parlement de la France à la défense du logement pour chacun.

Je demande aux pouvoirs publics et à l'Etat, dont personne ne doit cependant ignorer ce qu'ont été et continuent d'être leurs efforts en faveur du logement, d'aller au-delà des textes et des discours, de se persuader que, pour réussir une politique sociale de l'habitat, il faut accepter de lui consentir beaucoup d'argent, surtout de l'argent accessible par son prix aux bourses des personnes et des familles à faibles revenus, ou tout simplement de condition modeste.

Monsieur le ministre, madame le ministre, dites-moi, par ailleurs, si j'ai raison de croire que, pour le Gouvernement, le toit de l'homme demeure une préoccupation essentielle et prioritaire. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.*)

M. Jean-Pierre Kuchelda. M. Tiberi n'applaudit pas !

M. Jean Tiberi. Je vous en prie, monsieur Kuchelda ! Je n'ai pas de leçons de morale à recevoir de vous !

M. le président. La parole est à Mme le ministre.

Mme le ministre délégué au logement et au cadre de vie. Monsieur le député, c'est avec une certaine émotion que je vous réponds au nom du Gouvernement. Je suis sûre que Jean-Louis Bianco la partage et qu'il se joint à moi pour vous rendre hommage, à vous, militant de longue date pour le droit au logement, militant de longue date pour le mouvement HLM et pour le logement social.

Le cri d'alarme que vous lancez, nous l'entendons comme une invitation à poursuivre l'effort que vous avez engagé. Nous reprenons le flambeau, et nous entendons inscrire notre action dans la continuité. Notre conviction est totale, monsieur le député. Cette cause est la plus noble qui soit, et nous devons la défendre.

Dans les temps incertains que nous vivons, si le logement, lieu où l'on peut trouver son intimité et sa dignité, n'est pas assuré, c'est tout un pan de la société qui est déstabilisé.

Au moment où le Président de la République prend l'initiative d'ouvrir la discussion sur la Constitution, je n'oublie pas que le droit au travail - même si l'on peut penser qu'il reste trop formel - est inscrit parmi les droits constitutionnels, mais que le droit au logement n'y figure toujours pas. Je ne manquerai pas de lui poser cette question, convaincue qu'il est, comme vous, préoccupé par cette tâche à accomplir.

Bien sûr, l'inscription du droit ne suffit pas. Il faut de l'argent, vous l'avez dit. Je partage votre analyse, je l'ai dit aussi, sur le fait que notre société favorise trop l'argent pour l'argent et ne consacre pas des sommes suffisantes au logement et à la production. Mais il y a aussi les contraintes extérieures.

J'ai conscience de l'urgence. Aussi le Gouvernement prendra-t-il des mesures en faveur des plus démunis. Je pense en particulier à la réquisition de logements vacants dans la ville de Paris, parfois propriété de la Ville de Paris, mais aussi à la mobilisation de logements publics, propriété de l'Etat, afin que, comme l'ont demandé l'abbé Pierre et les associations, nous puissions pourvoir au plus pressé en attendant de construire un avenir meilleur pour ces familles.

Tel est l'objet de ce budget pour 1993. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.*)

M. le président. Je remercie M. Denvers pour la belle leçon de dignité parlementaire qu'il nous a donnée.

La parole est à M. Jean-Pierre Fourré.

M. Jean-Pierre Fourré. Monsieur le ministre, l'implantation du parc de loisirs Eurodisney a bouleversé le quotidien des communes du secteur.

M. Jean-Pierre Brard. Ça, c'est vrai !

M. Jean-Pierre Fourré. Celles-ci ont dû faire face à un afflux massif de salariés à loger parmi les 17 000 personnes recrutées, et ce souvent dans l'urgence.

Ce problème a, en effet, été sous-estimé à l'origine. J'ai eu souvent l'occasion, ici même, de le signaler.

Aujourd'hui, nous constatons, au-delà d'ailleurs de pratiques parfois contestables en matière de location de logements, une destruction urbaine des villages et de leur corps

social, malgré les efforts des collectivités et de l'établissement public d'aménagement pour promouvoir de fait une urbanisation équilibrée et homogène.

Sur ce sujet, qui engage la vie de la cité, l'Etat ne doit pas donner libre champ à une logique purement soumise à la loi du marché.

Alors que l'on annonce la signature du deuxième parc, prévu dans la convention d'origine, l'Etat ne devrait-il pas réaffirmer sa présence, en bonne concertation avec les collectivités locales, pour imposer une offre de logements de qualité aux salariés à des prix décents, tout en préservant justement la cohérence et l'harmonie des villages existants, qui se refusent, de fait, à devenir des « disneyvilles » ?

Monsieur le ministre, quelles décisions comptez-vous prendre pour répondre à cette situation ?

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. le ministre de l'équipement, du logement et des transports. Monsieur le député, vous avez parfaitement raison de vous préoccuper des conditions de logement et plus généralement des conditions de développement liées à l'implantation du complexe Eurodisneyland à Marne-la-Vallée.

Il convient en effet qu'Eurodisneyland s'implique davantage dans la construction de logements pour ses employés.

C'est pourquoi j'ai demandé - et je vous remercie de me donner l'occasion de le confirmer devant l'Assemblée - que, dans la négociation sur la deuxième phase, un effort particulier soit consenti par la société Eurodisneyland en ce sens.

C'est notamment à la lumière des efforts qui seront consentis par l'entreprise que l'Etat appréciera les montants de sa propre contribution, notamment en termes d'infrastructures.

Bien entendu, il convient que les communes intéressées se dotent, si elles en sont d'accord, d'un plan d'ensemble, concernant l'habitat dans ce secteur, pour que, ensemble, - collectivités locales et Etat - nous maîtrisons le développement. Cela pourrait prendre la forme d'un programme local de l'habitat, qui serait, à son tour, pris en compte dans les documents d'urbanisme.

Je veux tout de même souligner que ces problèmes insuffisamment maîtrisés - qui justifient les décisions que j'ai prises pour la deuxième phase - sont la conséquence d'un phénomène qui, en termes d'activité économique et de créations d'emplois, apporte quelque chose, puisque 12 000 emplois ont été créés pour la première phase et que l'objectif final est de 65 000 emplois.

M. le président. La parole est à M. Jean-Louis Dumont.

M. Jean-Louis Dumont. Madame le ministre, monsieur le ministre, ma question porte sur l'accession sociale, qui est au cœur de notre débat.

Vous nous avez rassurés voici quelques minutes sur l'avenir du produit PAP, instrument irremplaçable d'intervention conjoncturelle pour l'aide publique, PAP considéré comme la meilleure réponse aux besoins des ménages et dont la diffusion, si elle est rapide, peut jouer d'une manière positive sur le niveau d'activité du secteur du bâtiment.

Un frein doit toutefois « sauter » : le plafond de ressources.

Pouvez-vous, madame le ministre, confirmer votre engagement de relever les plafonds dans les différentes zones afin de conduire le plafond du PAP au plus proche du revenu impliquant l'exclusion de l'APL accession ?

M. le président. La parole est à Mme le ministre.

Mme le ministre délégué au logement et au cadre de vie. Monsieur le député, je confirme les engagements du Gouvernement.

Je rappelle notamment que le relèvement des plafonds PAP interviendra d'ici à la fin de l'année : 15 p. 100 en zone 1, c'est-à-dire à Paris et dans la petite couronne ; 10 p. 100 en zone 2, c'est-à-dire la grande couronne et les grandes villes de province ; 4 p. 100 en zone 3.

M. Jean-Louis Dumont. Merci, madame le ministre !

M. le président. Nous passons aux questions du groupe communiste.

La parole est à M. Jean-Pierre Brard.

M. Jean-Pierre Brard. Madame le ministre, vous nous avez entendus sur un certain nombre de points très importants, notamment sur le relèvement des plafonds ouvrant droit aux PAP.

M. Eric Raoult. Cela vous permettra de vous abstenir sur ce budget !

M. Jean-Pierre Brard. Nous sommes ici, monsieur Raoult, pour défendre les gens qui nous ont élus !

M. Eric Raoult. La nation, monsieur Brard !

M. Jean-Pierre Brard. Nous nous battons pied à pied. Et quand nous sommes entendus, pourquoi ne pas le dire, afin que tout le monde le sache ?

M. Claude Barate. Vous défendez votre réélection !

M. Eric Raoult. Vous vous couchez !

M. Jean-Pierre Brard. Pas du tout ! C'est vous qui faites du « plat ventre » !

Il est très important que les gens sachent de quoi nous discutons dans la transparence avec le Gouvernement. Nous avons été entendus pour les PAP comme nous l'avons été pour le relèvement du nombre de PLA.

Mais, madame le ministre, je vous poserai encore deux questions.

Le Gouvernement a évoqué tout à l'heure les PALULOS, mais il n'a pas été suffisamment précis. Même si ceci ne relève pas de la loi, j'ai proposé qu'on relève le plafond des PALULOS pour les logements datant d'avant 1960 à 130 000 francs, à condition qu'on augmente de 10 p.100 la surface de ces logements.

Acceptez-vous de prendre en compte cette proposition ?

Autre question, madame le ministre : « qu'en est-il du contingent préfectoral ? Vous savez que les préfets disposent actuellement de l'attribution de 30 p.100 des logements. Êtes-vous prête à ouvrir la discussion d'une manière substantielle afin que les maires qui se sont distingués par l'effort fait dans leur commune pour le logement social - évidemment, cela ne concerne pas mon collègue Raoult, dans sa ville du Raincy... (*Protestations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République.*)

M. Eric Raoult. Pas d'attaque personnelle !

M. Jean-Pierre Brard. ... ni M. Tiberi d'ailleurs dans son arrondissement...

M. Jean Tiberi. Oh !

M. Eric Raoult. C'est une mise en cause, monsieur le président !

M. Jean-Pierre Brard. ... êtes-vous prête, dis-je, à ouvrir le dialogue pour que les maires aient davantage voix au chapitre et ne soient pas victimes de l'obligation de contribuer deux fois ?

M. Jean Tiberi. Il y a les bons maires et les mauvais !

M. Jean-Pierre Brard. Je suis d'accord avec vous. Il y a les bons maires et les mauvais. Vous n'appartenez pas à la première catégorie. (*Sourires.*)

M. le président. Monsieur Brard, restez-en à votre question.

La parole est à Mme le ministre.

Mme le ministre délégué au logement et au cadre de vie. Monsieur Brard, vous m'avez posé deux questions brièvement. J'y répondrai de la même façon, car nous partageons, je crois, les mêmes préoccupations. (« Ah ! » sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République.)

M. Claude Barate. Nous y voilà !

M. Eric Raoult. Quel aveu !

M. le président. Monsieur Raoult, calmez-vous !

Mme le ministre délégué au logement et au cadre de vie. Pour les plafonds de PALULOS, d'accord sur le principe de 130 000 francs ! Mais vous savez que c'est une mesure d'ordre réglementaire. C'est donc un décret qui organise ce système.

Je suis prête, en tout cas, à engager une mesure réglementaire pour revoir les plafonds des prix applicables aux opérations quand les logements auront un caractère très social, quand ils seront suffisamment anciens ou quand les travaux aboutiront à une hausse significative des surfaces habitables.

Je vous apporte donc cette confirmation.

M. Claude Barate. Les communistes peuvent voter !

M. Eric Raoult. Le groupe est sauvé !

Mme le ministre délégué au logement et au cadre de vie. S'agissant du contingent préfectoral, le maire de banlieue que je suis a passé des années de sa vie à militer en faveur d'un rééquilibrage de ce contingent en faveur du contingent municipal. Je suis donc favorable à ce que l'on revoie ce système. Nous saisirons le conseil supérieur des HLM d'une proposition visant à opérer un rééquilibrage entre les contingents préfectoraux et les contingents municipaux, en faveur bien sûr de ces derniers.

M. Jean-Pierre Brard. Très bien !

M. le président. Nous passons aux questions du groupe du Rassemblement pour la République.

La parole est à M. Eric Raoult.

M. Eric Raoult. Contrairement aux rapporteurs socialistes, je crois, comme tous les Français, que la situation du logement n'est pas satisfaisante. (*Protestations sur les bancs du groupe socialiste.*) Elle s'apparente même à une catastrophe nationale, comme l'a rappelé ce soir l'abbé Pierre devant toutes les télévisions.

M. Bernard Carton, rapporteur pour avis. Zéro pointé, monsieur Raoult !

M. Eric Raoult. Monsieur le ministre, madame le ministre, trente-huit ans après l'hiver 1954, vous avez ramené l'abbé Pierre devant les grilles de l'Assemblée nationale.

Certains ont rappelé récemment la mémoire de Mendès France. Le Président de la République a au moins un point commun avec lui : son passage au pouvoir aura été marqué par l'explosion du problème des mal-logés.

Je ne sais pas, monsieur le ministre, madame le ministre, si vous vous souvenez du nom de celui qui avait en charge du logement durant l'hiver 1954.

M. Jean-Claude Lefort. Chirac ? (*Sourires.*)

M. Eric Raoult. Il s'agit de Maurice Lemaire, qui était ministre de la reconstruction et du logement.

M. Jean-Louis Dumont. Un Vosgien !

M. Eric Raoult. Vous, madame un ministre, vous êtes le ministre du logement sans construction !

M. Jean-Pierre Kucheida. Tout ce qui est excessif est dérisoire !

M. Eric Raoult. Mon collègue Jean Tiberi et moi-même avons reçu voici quelques heures, comme plusieurs collègues appartenant à différents groupes de l'Assemblée nationale, les représentants de ces organisations qui luttent auprès de l'abbé Pierre. Ils souhaitent connaître la position de notre assemblée sur deux propositions : d'une part, la reconnaissance que la situation du logement s'apparente à une catastrophe nationale, et, d'autre part, la création d'un haut comité pour le logement des plus défavorisés.

Madame le ministre, je souhaiterais connaître votre opinion sur la mise en œuvre, dont l'initiative revient aux pouvoirs publics de ces deux propositions concrètes sur lesquelles nous avons tous été interrogés.

Ma question réclame deux réponses courtes et, pardonnez-moi de le rappeler, moins idéologiques que le discours de combat, je dirais même d'électrochoc pour majorité socialiste inanimée (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste*), que nous avons entendu ce soir de la part du Gouvernement, et dont les attaques diffamatoires qu'il contenait contre la ville de Paris...

M. Jean-Pierre Kucheida. Diffamatoires ? C'est en dessous de la vérité !

M. Eric Raoult. ... étaient aussi pitoyables que regrettables. (*Applaudissements sur les bancs des groupes du Rassemblement pour la République et Union pour la démocratie française.*)

M. Jean-Pierre Brard. Et si on parlait de la loi Barre-Méhaignerie ?

M. le président. Tenons-nous-en aux questions.
La parole est à Mme le ministre.

Mme le ministre délégué au logement et au cadre de vie. Je ferai une réponse courte à M. Raoult. Il ne sert à rien de travestir la réalité ; il n'est pas vrai que la situation du logement aujourd'hui est la même que durant l'hiver 1954. Il me rappelle les bidonvilles.

M. Eric Raoult. Je n'étais pas né !

Mme le ministre délégué au logement et au cadre de vie. Moi, j'avais trois ans !

Nous n'avons plus de tels bidonvilles, de tels taudis dans l'ensemble de nos banlieues.

M. Eric Raoult. Mais nous avons l'esplanade de Vincennes !

Mme le ministre délégué au logement et au cadre de vie. Il y a, certes, des problèmes de mal-logés, mais ceux-ci sont beaucoup moins nombreux. Fort heureusement, l'opinion a progressé et n'accepte plus cette situation. C'est cette sensibilité qui a changé les choses, avec les avancées législatives.

M. Eric Raoult. Par conséquent, pour vous, la situation du logement en France n'est pas une catastrophe nationale !

Mme le ministre délégué au logement et au cadre de vie. Pour répondre à votre question, je citerai l'abbé Pierre : « Que veut dire "chacun son tour" quand il n'y a pas de tour, quand, au mépris de la meilleure et la plus courageuse des lois - la loi Besson - Paris se borne à bâtir par an moins de 5 000 logis pour les plus bas salaires... »

M. Jean Tiberi. Vous citez un extrait ! Citez l'ensemble !

Mme le ministre délégué au logement et au cadre de vie. C'est l'abbé Pierre qui a souligné ce passage, ce n'est pas moi !

M. Jean-Claude Lefort. Parlez-nous des Maliens, monsieur Tiberi !

Mme le ministre délégué au logement et au cadre de vie. Je poursuis la citation : « ... laissant cyniquement inemployés les crédits attribués à la Ville par l'Etat pour le logis des plus défavorisés ».

Voilà ma réponse, monsieur Raoult !

M. Bernard Carton, rapporteur pour avis. Même l'abbé Pierre le dit !

M. Jean Tiberi. Vous tronquez le texte, madame le ministre. Ce n'est pas convenable !

M. le président. Monsieur Tiberi, calmez-vous ! A force d'interrompre, on s'expose à ce genre de réponse.

M. Jean Tiberi. Monsieur le président, vous prenez fait et cause pour le ministre ! Je regrette votre intervention !

M. Bernard Carton, rapporteur pour avis. Vous n'oserez tout de même pas dire que les propos de l'abbé Pierre sont diffamatoires, monsieur Tiberi ?

M. le président. Nous revenons à une question du groupe communiste.

La parole est à M. André Duroméa.

M. André Duroméa. Je voudrais revenir sur le scandale des SDF, les sans domicile fixe, que j'ai évoqué dans mon intervention : ils sont près de 500 000, ce qui est inacceptable.

Plus de 2 500 000 personnes sont demandeurs de logement en France ; or près de 2 millions de logements sont inoccupés dans notre pays ! Rien qu'à Paris *intra muros*, on en recense 118 000.

Quand nous parlons d'un véritable scandale, bien entendu, nous ne visons ni les petits propriétaires et encore moins les retraités, qui vivent six mois de l'année à la campagne. Nous visons, en fait, les grands organismes financiers ou immobiliers qui sont propriétaires d'un important patrimoine de logements et dont certains, qui ont bénéficié de la flambée des loyers, ne trouvent plus de locataires tellement les loyers qu'ils réclament sont élevés alors que d'autres, qui font partie des spéculateurs qui font de l'argent en dormant, misant sur la valeur « explosive » de la pierre n'entendent pas s'embarasser de locataires.

Il est possible, à partir du recensement de l'INSEE et du travail des directions départementales de l'équipement, de repérer aisément ces situations inadmissibles. Vous avez, monsieur le ministre, les moyens d'y mettre un terme car il existe, depuis les lendemains de guerre, des dispositions permettant la réquisition des logements inoccupés : il s'agit en particulier des articles L. 641-1 et L. 642-2 du code de la construction et de l'habitation.

Ce n'est pas la première fois que nous posons cette question. Mais l'on ne peut envisager l'arrivée de l'hiver sans que des mesures, fussent-elles exceptionnelles, soient prises.

M. le président. La parole est à Mme le ministre délégué.

Mme le ministre délégué au logement et au cadre de vie. Monsieur le député, vous mettez l'accent sur un problème extrêmement important. D'ailleurs, nombre de parlementaires partagent vos préoccupations.

La question des logements vides mérite un traitement en profondeur. Nous avons, dès à présent, pris une mesure afin d'inciter les propriétaires à remettre en location des logements qui sont vacants depuis plus de deux ans : ils bénéficieront d'une forte incitation fiscale à condition que ces logements soient mis en location pour une durée d'au moins six ans.

Par ailleurs, je l'ai déjà dit, j'ai demandé à un inspecteur général de faire une analyse quantitative et qualitative de ce qu'on appelle des logements vacants. En effet, au regard du recensement de l'INSEE, la réalité est plus complexe qu'elle n'apparaît.

M. Eric Raoult. Très bien !

M. Jean Tiberi. Enfin une réponse sensée !

Mme le ministre délégué au logement et au cadre de vie. Ainsi, à Toulouse ou à Besançon, tous les premiers étages situés au-dessus de commerces étaient considérés comme des logements vacants alors qu'en fait, ils servaient de réserves.

Il est donc difficile d'apprécier quantitativement et qualitativement la situation réelle. Mais, d'ici au mois de décembre, M. Robert nous remettra son rapport, qui sera fort utile pour mener une action encore plus efficace pour l'utilisation des logements vacants.

J'ai par ailleurs annoncé aux associations que nous financerions trente postes d'agents prospecteurs chargés de prendre contact directement avec des propriétaires de logements vacants, car il est vrai que le dispositif financier - baux à réhabilitation, incitation fiscale - est assez compliqué. Des associations qui travaillent pour le logement des plus démunis, pour celui des jeunes, ont déjà mené de telles expériences avec des agents prospecteurs : en dialoguant avec les propriétaires, ils sont arrivés à les convaincre et ont trouvé les bons outils opérationnels.

De plus, le Gouvernement a réquisitionné, au mois de juillet, deux hôtels de passe parisiens d'environ vingt-cinq chambres chacun.

M. Eric Raoult. Désaffectés ? (Sourires.)

Mme le ministre délégué au logement et au cadre de vie. Bien sûr.

Comme je l'ai dit tout à l'heure, parmi les sept mesures d'urgence en faveur du logement de plus démunis, le Gouvernement prendra des dispositions pour réquisitionner des logements appartenant aux collectivités locales, notamment à la Ville de Paris, et mobilisera des logements appartenant à l'Etat.

M. Jean-Claude Lefort. Très bien !

Mme le ministre délégué au logement et au cadre de vie. J'invite l'ensemble des commissions de l'Assemblée à réfléchir à une meilleure harmonisation entre les dispositions du code de la construction et celle du code des communes au regard de la mise en œuvre de la décentralisation, car les lois en vigueur datent de l'après-guerre. J'ai d'ailleurs rencontré M. Belorgey, président de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales à ce sujet. Le mécanisme législatif doit être reconsidéré, mais cela ne nous dispense pas d'agir dans l'immédiat : je pense qu'au moins 300 logements pourraient être dégagés d'ici à l'hiver.

M. le président. Nous en revenons aux questions du groupe du RPR.

La parole est à M. Claude Barate.

M. Claude Barate. Madame le ministre, monsieur le ministre, le budget pour 1993 marque un petit effort de l'Etat en direction du secteur privé, notamment par quelques mesures fiscales.

C'est bien ! Mais c'est en même temps dérisoire face à l'ampleur de la crise puisque, en 1993, le nombre de logements mis en chantier atteindra le minimum historique de 240 000, alors que les besoins annuels estimés par l'INSEE sont de 340 000 logements.

Parallèlement, on s'aperçoit que les financements en faveur de l'accession sociale à la propriété ont considérablement régressé : en douze ans le nombre de logement financés est tombé de 240 000 à 36 000. C'est un triste constat, et il aura fallu un président socialiste pour voir aussi peu de logements sociaux construits dans notre pays.

M. Eric Raoult. Eh oui !

M. Claude Barate. Pourtant, la construction de 100 000 logements neufs représente 150 000 emplois, 15 milliards des recettes versées aux organismes sociaux et un apport de 13 milliards au budget de l'Etat au titre de la TVA.

Ce simple constat exige des mesures rapides pour sauver ce secteur en perdition.

Mais, madame le ministre, monsieur le ministre, ce qui me préoccupe aujourd'hui encore plus, c'est la situation du logement locatif social.

Le maintien de l'effort au même niveau qu'en 1992 est nettement insuffisant pour répondre à l'ampleur des besoins. Sur la seule commune de Perpignan, plus de 2 000 familles attendent avec impatience un logement HLM. Mais l'office n'a ni les moyens de construire ni ceux de rénover en profondeur un parc immobilier qui a malheureusement tendance à vieillir.

En réalité, l'Etat ne fait pas vraiment d'effort sur le locatif social. En effet, les HLM construisent sur la base d'emprunts PLA auprès de la Caisse des dépôts au taux de 5,8 p. 100 avec une progression de 1,95 p. 100 l'an sur trente-deux ans. Or la Caisse utilise pour ces prêts les ressources du livret A, dont le rendement est de 4,5 p. 100. En fait, on pourrait dire que, dans cette affaire, ce sont les petits épargnants, ceux des livrets A, qui font la politique du logement social en France !

M. le président. Monsieur Barate, posez votre question.

M. Claude Barate. J'y arrive, monsieur le président.

Vous allez me répondre, monsieur le ministre, que l'Etat apporte sur ces programmes une subvention représentant 12,7 p. 100 du prix de référence de la construction. Mais il faudrait ajouter, pour être complet, qu'il perçoit 18,6 p. 100 de TVA sur cette même construction.

De même, lorsqu'il s'agit de prêts d'insertion, les subventions versées aux organismes des HLM passent certes à 20 p. 100, mais cela entraîne une diminution du loyer de 20 p. 100 et, de fait, une baisse de l'APL de 20 p. 100.

En vérité, ce que l'Etat donne d'une main, il le reprend de l'autre, et ce au moment même où il impose aux collectivités locales, par le biais du FSL ou du fonds départemental d'aide aux emprunteurs PAP, de participer à la politique du logement, qui est pourtant de sa seule compétence.

M. le président. Monsieur Barate, concluez.

M. Claude Barate. Je termine, monsieur le président.

Quant à l'APL, qu'on ne me dise pas que sa masse globale est en progression. En 1991, un couple de salariés avec deux enfants qui gagnait 41 000 francs nets imposables touchait 830 francs d'APL pour un loyer de 1 050 francs ; or, en 1992, avec le même revenu imposable, il a bénéficié de 645 francs d'APL pour un loyer de 1 093 francs. Cela signifie que le pouvoir d'achat de la prestation a considérablement diminué.

Alors, ma question est simple : pouvez-vous reconsidérer votre politique pour le logement locatif social ?

D'abord, en permettant aux offices d'HLM de récupérer de la TVA, quitte à supprimer, si cela est nécessaire, la subvention de 12,7 p. 100.

Ensuite, en exonérant de taxe foncière comme pour les constructions neuves les immeubles objets de réhabilitation lourde.

Enfin, en augmentant l'aide personnalisée au logement pour les plus démunis.

M. Eric Raoult. Vaste question !

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. le ministre de l'équipement, du logement et des transports. J'ai eu l'impression que l'on reprenait la discussion ! Cela dit, je vais m'efforcer d'apporter quelques éléments de réponse à la vaste question de M. Barate.

L'Etat ne maintient pas, mais accroît son effort : 90 000 prêts locatifs aidés en 1993, au lieu de 80 000 ; 42 000 PAP - 35 000 décidés plus les 7 000 accordés au mois d'août - au lieu des 30 000 initialement proposés.

La progression des aides à la personne est, je le maintiens, de 13,2 p. 100, avec une aide supplémentaire nouvelle de 2,5 milliards.

M. Claude Barate. Mais les gens reçoivent moins !

M. le président. La parole est à M. Eric Raoult pour poser une brève question qui, je l'espère, ne sera pas précédée d'un long préambule.

M. Eric Raoult. Je vais faire très attention, monsieur le président.

Plusieurs textes de loi - loi Malandain, loi Besson, loi d'orientation pour la ville, loi Delebarre - ont été cités durant cette soirée comme étant les outils d'une politique du logement. Or, ce matin, dans un excellent article paru dans le journal *Libération*, un de vos consultants, madame le ministre, résumait ainsi la situation : « Le logement sans politique ».

Par conséquent, lesdits outils ne semblent pas très efficaces ou, tout au moins, pas suffisamment précis. Nous l'avons déjà dit. Je voudrais donc que vous me précisiez certains concepts.

Qu'est-ce que le logement social de fait ? Quelle subtile différence existe-t-il, à vos yeux, entre le logement social juridique, le seul pris en compte pour le calcul de la dotation de solidarité urbaine et pour la solidarité financière, et le logement social de fait, terme juridique abstrait et évolutif ?

S'agissant du logement vacant, pouvez-vous nous indiquer quelle en est votre définition précise ? En effet, il s'agit d'une donnée fort répandue, mais dont les éléments fiables et visibles ne sont pas communiqués aux élus par l'INSEE.

Pour ce qui est de l'attribution prioritaire, le caractère spectaculaire de récents événements. Je pense aux Maliens de Vincennes - est-il de nature à modifier le caractère prioritaire dans l'attribution d'un logement ?

Qu'entend-on pas « logement suroccupé » ? La surpopulation est une réalité humaine dans certains quartiers en Ile-de-France, comme, en Seine-Saint-Denis, ceux des Bosquets à Montfermeil, ou de la cité de la Forestière à Clichy-sous-Bois, où vivent, madame le ministre, 4 000 personnes dans 509 logements, soit huit à dix personnes par logement. Mon ami et collègue maire André Dechamp a envoyé récemment une note au préfet à ce sujet ; je me permettrai de vous la remettre à la fin de cette séance.

Enfin, vous nous avez parlé dans votre intervention du « parcours résidentiel personnalisé ». Très sincèrement, j'avoue ne pas avoir bien compris de quoi il s'agissait. Pouvez-vous me le préciser.

M. Bernard Carton, rapporteur pour avis. Nous ne sommes pas à l'Académie ! Nous n'allons pas refaire le dictionnaire !

M. le président. La parole est à Mme le ministre.

Mme le ministre délégué au logement et au cadre de vie. Monsieur Raoult, je crois que je vais rédiger un lexique à votre intention pour préciser l'ensemble des concepts évoqués. (Sourires).

M. Bernard Carton, rapporteur pour avis. Allez à l'Académie française, monsieur Raoult !

Mme le ministre délégué au logement et au cadre de vie. Le parcours personnalisé résidentiel consiste à organiser, comme on dirait dans votre milieu, la fluidité du marché (Rires sur les bancs du groupe socialiste.). c'est-à-dire le passage d'un logement social à un logement intermédiaire, puis à un logement en accession à la propriété, ou, pour une personne âgée qui n'a plus d'enfants à charge, le passage d'un F4 à un F1 ou à un F2. Voilà le principe.

M. Eric Raoult. D'accord ! J'ai compris.

Mme le ministre délégué au logement et au cadre de vie. S'agissant de logements vacants, l'INSEE a établi il y a deux ans un concept qui lui sert pour ses recensements, et je vous y renvoie. Vous savez que lorsqu'un logement est considéré comme vacant, il n'est plus soumis à la taxe d'habitation. Ce concept a donc été établi au regard du non-paiement de cette imposition locale.

M. Eric Raoult. Un rapport de l'inspection générale est donc nécessaire !

Mme le ministre délégué au logement et au cadre de vie. Pour ce qui est des logements suroccupés, je vous renvoie également aux normes INSEE qui définissent un nombre de mètres carrés par personne et selon lesquelles il y a surpeuplement lorsque l'on arrive à l'équivalent de deux pièces en dessous de la norme.

Quant au logement social de fait, le seul concept juridique existant pour l'instant est celui de la loi de 1948. Par extension, il conviendra - c'est un débat que nous aurons à propos des marchands de biens - de définir le cadre du parc privé à vocation sociale s'apparentant au parc de 1948.

M. Eric Raoult. D'accord !

Mme le ministre délégué au logement et au cadre de vie. Enfin, s'agissant de l'article d'un consultant auprès de mon ministère et travaillant à mes côtés, vous avez dû mal le lire.

M. Eric Raoult. Je n'ai pas dit qu'il travaillait à vos côtés !

Mme le ministre délégué au logement et au cadre de vie. Il y travaille et à un double titre : au ministère, mais aussi à la mairie d'Athis-Mons ! Je suis donc d'autant mieux à même de vous le dire que je partage son analyse. Cela étant, il n'est pas l'auteur du titre de l'article en question, article dont vous aurez sans aucun doute remarqué qu'il préconise une action de l'Etat qui est exactement celle que j'ai mentionnée dans mon discours : l'Etat doit avoir un rôle d'animateur en direction des collectivités locales et des acteurs locaux, mais il doit aussi se doter d'outils efficaces au cas où ces derniers seraient défaillants.

M. Bernard Carton, rapporteur pour avis. Ça, c'est pour Paris !

M. le président. Nous en arrivons aux questions des non-inscrits.

La parole est à M. Léon Bertrand.

M. Léon Bertrand. Votre budget, madame le ministre, enregistre une progression de 10 p. 100. C'est très bien. Mais, dans les départements d'outre-mer, et particulièrement en Guyane, département marqué par une forte poussée démographique, l'état d'insalubrité des logements est tel que le Président de la République a été conduit à parler de « l'irréelle situation de la Guyane, où l'on tire des fusées sur fond de bidonvilles ».

La LBU, bien que maintenue au même niveau que l'an dernier, traduit malheureusement un écart par rapport à l'effort consenti pour le logement social en métropole.

Y aurait-il deux poids, deux mesures ? D'autant que la situation économique de notre département exige une relance qui doit passer par les activités du bâtiment.

Au-delà de cette coupe claire dans la LBU, je me dois de vous rappeler que la consommation de celle-ci est freinée par les pratiques irréalistes de la Caisse des dépôts et consignations, qui subordonne tout prêt à la garantie financière des collectivités, déjà lourdement endettées.

La caisse de garantie du logement social que l'on nous propose alors pour ces garanties, au terme de longues tractations qui n'aboutissent jamais malgré l'arbitrage de votre ministère, semble tout faire pour ne pas devoir intervenir en Guyane.

Ma question revêt un double aspect.

Sur un plan général, au moment où le ministre des départements et territoire d'outre-mer va annoncer, le 16 novembre prochain, le plan de relance économique pour la Guyane, dont un des piliers est la construction de 630 logements, ne pourrait-on envisager pour une période transitoire de trois ans l'intervention automatique à 100 p. 100 de la CGLS dans les DOM, et notamment en Guyane ?

Sur un plan plus particulier, j'appelle votre attention, madame le ministre, sur la situation grave que traverse actuellement la société immobilière de la Guyane et la société HLM de Guyane, qui sont au bord de la faillite et font l'objet d'un plan de redressement difficile à mettre en œuvre, faute, pour les différents intervenants financiers, de se mettre d'accord sur les solutions.

Puis-je solliciter un arbitrage rapide de votre part permettant un règlement favorable de ces deux dossiers ?

M. le président. La parole est à Mme le ministre.

Mme le ministre délégué au logement et au cadre de vie. Monsieur le député, j'ai déjà fait part à M. Virapoullé du souci de l'Etat d'augmenter son effort en faveur des DOM.

Par ailleurs, l'endettement de très nombreuses collectivités des DOM et le nombre croissant de constructions de logement locatifs sociaux nécessitent de recourir de plus en plus souvent à la CGLS. Mais celle-ci ne peut intervenir qu'après un refus ou si les collectivités locales sont dans l'incapacité de garantir les prêts.

Sans remettre en question cette règle, le ministère peut cependant s'engager à réduire les délais de mise en place de la garantie de la CGLS, de façon qu'aucun retard supplémentaire n'entrave la nécessaire réalisation de logements locatifs sociaux dans les DOM, tout particulièrement en Guyane.

J'ai déjà eu l'occasion de visiter la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion mais je ne me suis pas encore rendue dans votre département, monsieur le député. Je suis prête à recevoir les députés de la Guyane afin de discuter plus concrètement des problèmes spécifiques de votre département.

M. le président. La parole est à M. Jean Royer.

M. Jean Royer. La progression de la crise du logement, qui s'ajoute à la crise du travail dans nos grandes villes, doit conduire le Parlement et le Gouvernement, d'une part à augmenter le revenu des épargnants du livret A, qui sert de socle au financement de la construction des HLM, et, d'autre part, à augmenter progressivement, et contrairement à l'esprit de la loi de 1977, l'aide à la pierre, sans oublier l'aide à la personne.

Mais l'effort de l'Etat doit se combiner avec celui des municipalités des grandes villes. L'année dernière, j'avais obtenu de M. Debarge la mise au point d'un contrat efficace. La ville de Tours apportait une subvention de 6 millions de francs et les crédits HLM ont été pratiquement doublés, grâce à un apport supplémentaire du livret A accepté par la Caisse des dépôts et à l'effort de l'Etat. Nous avons ainsi pu construire des logements pour les chômeurs au-dessus d'un centre de formation professionnelle polytechnique et augmenter les crédits pour les chambres d'étudiants et pour le logement des familles.

Puis-je vous demander, madame le ministre, de poursuivre cette action en 1993, afin qu'il nous soit possible de planifier jusqu'en 1995 un effort significatif face à la crise du logement ?

M. le président. La parole est à Mme le ministre.

Mme le ministre délégué au logement et au cadre de vie. Monsieur le député, dans mon intervention, j'ai cité le nom de votre ville, en me réjouissant de l'efficacité du contrat dont vous avez parlé. Je souhaite que des contrats de même nature puissent être négociés avec d'autres collectivités territoriales.

A cet effet, j'ai déjà pris contact avec des départements et des communes.

Je ne peux que vous féliciter de l'engagement de la ville de Tours, comme je l'ai fait pour votre collègue le maire de Rennes, qui s'est engagé dans une procédure du même ordre.

M. le président. Nous en revenons aux questions du groupe socialiste.

La parole est à M. Julien Dray.

M. Julien Dray. Madame le ministre, vous avez reçu tout à l'heure des associations qui sont particulièrement inquiètes de la situation des sans-logis et des mal-logés en Ile-de-France. Je sais que vous leur avez fait des propositions qui les ont particulièrement intéressées.

Pouvez-vous préciser à la représentation nationale les mesures et le plan d'urgence que vous prévoyez pour faire face à la situation ?

Par ailleurs, de nombreuses familles constatent que, pour l'attribution des logements, il n'y a pas forcément une véritable transparence. Quelles mesures compte prendre le Gouvernement pour assurer une meilleure transparence, afin que les règles soient claires pour l'ensemble des familles concernées ?

M. le président. La parole est à Mme le ministre.

Mme le ministre délégué au logement et au cadre de vie. Monsieur le député, j'ai déjà donné quelques informations à ce sujet à M. Duroméa, qui avait manifesté la même préoccupation. J'ai également annoncé la création d'un fonds pour les associations chargées de l'hébergement d'urgence, alimenté par quarante millions de francs prélevés sur le budget de l'Etat et quarante millions sur les budgets sociaux.

Vous avez parlé du contingent préfectoral, soulignant qu'il fallait aboutir à un rééquilibrage entre municipalité et préfet. Le contingent préfectoral sera mobilisé de façon significative et concrète avec un pourcentage d'attributions obligatoires en faveur des plus démunis.

J'ai par ailleurs souhaité que tous les conseils départementaux de l'habitat soient convoqués d'ici au 15 décembre afin de mettre en place, le plus rapidement possible, des mesures d'urgence dans chaque département en vue d'assurer l'hébergement des plus démunis pendant l'hiver. Enfin, nous devons passer des plans départementaux en faveur des plus démunis à des contrats d'objectif, chiffrés et territorialisés, sur la réalisation des PLA d'insertion et de l'ensemble du dispositif en faveur des plus démunis.

J'ai déjà parlé des réquisitions et je vous ferai part dans quelques jours de la teneur des sept mesures du plan d'urgence.

M. le président. La parole est à M. Dominique Larifla.

M. Dominique Larifla. Madame le ministre, dans votre intervention, vous avez déjà partiellement répondu à mes préoccupations. Je tiens cependant à appeler votre attention sur la profonde inquiétude engendrée par la diminution des crédits de la ligne budgétaire unique pour 1993.

Ces crédits avaient enregistré en 1992 une diminution de 4,5 p. 100 par rapport à 1991. En 1993, les autorisations de programme, fixées à 986 millions de francs, connaîtront une diminution de 8,03 p. 100 par rapport à 1992.

Vous venez d'affirmer que ces crédits ont été rétablis au niveau de l'an dernier. Mais, ces deux dernières années, nous enregistrons une diminution des crédits consacrés au logement social dans les départements d'outre-mer. De plus, il faut déplorer une pratique de gel des crédits qui tend à ôter toute réalité aux dispositions de la loi de finances initiale.

Cette situation est dramatique car le logement, et plus particulièrement le logement des plus défavorisés, a dans les départements d'outre-mer une importance capitale. L'action en faveur du logement est un facteur de cohésion et d'égalité sociale, mais c'est aussi un puissant levier de l'activité économique de nos départements.

Relâcher l'effort de l'Etat dans ce secteur, c'est pénaliser les familles défavorisées mais aussi mettre en difficulté de nombreuses entreprises. Ce ralentissement affecte notre climat social et notre vie économique. Les conséquences en sont la faillite de nombreuses entreprises, l'augmentation du nombre des chômeurs et corrélatif l'accroissement du nombre des personnes qui doivent faire appel au système d'aide sociale sous toutes ses formes, ce qui accroît l'insatisfaction des habitants de nos régions.

C'est une spirale désastreuse dont les effets se font déjà sentir en Guadeloupe, en Guyane, à la Martinique et à la Réunion et seraient certainement accentués par une nouvelle diminution des crédits de la LBU.

Afin de préserver la stabilité économique et sociale de nos régions, les parlementaires de l'outre-mer en appellent à la sagesse du Gouvernement, pour que, en dépit d'un contexte budgétaire difficile, l'aide de l'Etat en faveur du logement dans les départements d'outre-mer soit pourvue et se traduise par une augmentation significative des crédits de la ligne budgétaire unique.

Pouvez-vous, madame le ministre, nous donner quelques assurances en ce sens ?

M. le président. La parole est à Mme le ministre.

Mme le ministre délégué au logement et au cadre de vie. Vous avez rappelé, monsieur le député, l'engagement que j'ai pris. Dès à présent, la ligne budgétaire unique est maintenue à son niveau de l'an dernier, mais il convient d'ajouter à ces crédits la créance de proratisation du RMI. L'effort sera donc maintenu et soutenu.

J'ai indiqué à M. Virapoullé l'intention du Gouvernement de vous proposer, en deuxième lecture, un rééquilibrage, afin de faire bénéficier les DOM des efforts supplémentaires qu'il a consentis en faveur du logement.

Je vous annonce par ailleurs que le gel budgétaire qui avait pénalisé la LBU en 1992 a été levé en début de semaine. Les notifications de crédits sont en train d'arriver dans les départements. Cela devrait donner un coup de fouet au secteur du bâtiment.

Enfin, le Gouvernement a pris l'engagement de déléguer la créance de proratisation dès le début de l'année 1993, ce qui devrait permettre d'accroître rapidement le nombre de logements réalisés.

M. le président. La parole est à M. Jean-Pierre Kucheida.

M. Jean-Pierre Kucheida. Madame le ministre, le bassin du Nord-Pas-de-Calais, nébuleuse urbaine de 1 200 000 habitants, présente une situation originale, unique en France et, sans doute, en Europe. La récession l'étreint depuis trente ans et ses difficultés sont immenses dans tous les domaines, en particulier dans le domaine fiscal. Par ailleurs, les Houillères ont laissé un parc immobilier de 110 000 logements, réduit à 80 000 logements, en mauvais état, non entretenu, parfois délabré. Les Houillères nationales ont failli à la mission qu'elles s'étaient donnée de le transformer.

Pour protéger leur population et réhabiliter ce patrimoine, les élus ont souhaité prendre en charge la gestion de ce parc immobilier. A la veille de la disparition de l'établissement public industriel et commercial Houillères Nord-Pas-de-Calais, c'est chose faite. Depuis le 1^{er} novembre 1992, la SACOMI, société d'aménagement des communes minières, relève le défi de la transformation des logements du bassin minier, ainsi que le souhaitaient Michel Rocard, Edith Cresson et Pierre Bérégovoy.

A cette fin, il me semble que le Gouvernement, et votre ministère en particulier, doit s'engager dans un programme pluriannuel permettant d'utiliser les outils de rénovation des logements - crédits de l'ANAH et crédits PALULOS - confortés par des restructurations permises par des PLA spécifiques ainsi que par des PLS permettant une diversification du parc social.

Nous avons besoin de votre engagement total. La solidarité nationale est nécessaire pour rénover et entretenir ce parc. Pour que notre région se tourne définitivement vers l'avenir, un aménagement volontaire est indispensable.

Notre volonté est totale. Qu'en est-il de la vôtre ?

M. le président. La parole est à Mme le ministre.

Mme le ministre délégué au logement et au cadre de vie. Monsieur le député, je tiens à confirmer les engagements que j'ai pris au nom du Gouvernement en visitant votre région, et plus particulièrement le bassin minier. Le Gouvernement a déjà fait des efforts en faveur du logement social dans le Nord-Pas-de-Calais et le bassin minier, mais il doit pouvoir faire plus dans la durée et sur tous les terrains.

Je ne vous rappellerai pas les engagements pris concernant l'ANAH. Un récent comité interministériel d'aménagement du territoire a manifesté un soutien important à la réhabilitation par le biais de l'ANAH et je suis prête à augmenter les crédits pour des actions en faveur de la qualité des logements et de l'amélioration de l'environnement.

Il va falloir engager, de façon pluriannuelle, un plus grand nombre de PALULOS et de PLA, car nombre de logements ne sont pas conformes aux normes de confort de l'INSEE. Je suis d'ailleurs convaincue que, au-delà des actions d'accompagnement du Gouvernement, l'habitat peut constituer, dans le bassin minier, un des éléments du redéveloppement économique.

J'ai bien entendu votre appel concernant les PLS. Il ne faudrait pas donner l'image d'une région où seuls les besoins en logements sociaux sont pris en compte. Vous avez également besoin de logements intermédiaires et, éventuellement, de PAP.

Je vous donne rendez-vous au 18 décembre pour signer avec la SACOMI et les collectivités locales du bassin minier un accord et un contrat d'engagement pluriannuel de l'Etat en faveur du logement social dans votre région.

M. le président. La parole est à M. Jean Oehler.

M. Jean Oehler. Gérer le logement social consiste à relever un certain nombre de défis. Et quand j'entends l'opposition de droite nous donner des leçons de gestion, ça me fait doucement sourire.

M. Jean Tiberi. Profitez-en !

M. Eric Raoult. Vous allez bientôt rigoler !

M. Jean Oehler. Il y a parmi vous quelqu'un qui sait de quoi je parle !

Réhabiliter le patrimoine dégradé tout en surveillant les loyers, élargir la concertation, assurer la transparence et l'information, diversifier la composition sociale tout en menant une politique de qualité de l'habitat, améliorer le confort, maîtriser les problèmes de société, équilibrer le plan de financement - sinon, c'est le locataire qui tôt ou tard en paie les conséquences - voilà quels doivent être nos objectifs.

Aujourd'hui, nous réhabilitons, mais il ne faut pas négliger la construction, qui est le seul vrai moyen de répondre au manque de logements. La réhabilitation et la construction permettent aussi de participer à l'économie des régions, parce que nous investissons des centaines de millions de francs en travaux dont les entreprises profitent.

Nous avons plusieurs milliers de logements qui datent de l'avant-guerre et dont la réhabilitation est par conséquent très coûteuse. Ne pourrait-on, grâce à un financement FALULOS, améliorer ces logements totalement dépourvus de confort ?

Par ailleurs, ne pourrait-on envisager un meilleur financement des PLA pour les organismes qui ne recourent pas aux expulsions et dont la démarche s'inspire de la politique de l'habitat du Gouvernement ?

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. le ministre de l'équipement, du logement et des transports. Monsieur le député, vous avez raison de souligner qu'il n'est pas aussi simple qu'on le croit parfois de développer le logement social. Il faut ce que certains appellent de l'apostolat et que j'appellerai, quant à moi, le militantisme.

M. Jean-Pierre Brard. On peut faire du militantisme apostolique ! (Sourires.)

M. Eric Raoult. Qu'est-ce qu'il ne faut pas entendre !

M. le ministre de l'équipement, du logement et des transports. Vous êtes bien placé, monsieur Oehler, pour parler du militantisme concernant le logement social.

Je confirme la réponse qu'a faite Mme Lienemann tout à l'heure. Le Gouvernement est tout à fait favorable à une mesure réglementaire - en l'occurrence un décret - permettant, comme vous l'envisagez, d'augmenter les plafonds de prix applicables aux opérations à caractère très social, pour des logements suffisamment anciens et dans le cas où les travaux aboutiraient à une hausse significative des surfaces habitables.

Les préoccupations des élus locaux et des gestionnaires du logement social rejoignent celles du Gouvernement pour une meilleure politique sociale dans ce secteur.

M. le président. Nous en revenons aux questions du groupe RPR.

La parole est à M. Bernard Schreiner (Bas-Rhin).

M. Bernard Schreiner (Bas-Rhin). Madame le ministre, malgré vos affirmations, j'estime que les crédits consacrés au logement locatif restent insuffisants. La conjoncture économique difficile ne permet probablement pas de faire des efforts quantitatifs plus importants, mais leur mode de répartition n'est plus adapté. En effet, le territoire national est découpé en zones qui ne tiennent pas compte de certains problèmes locaux. Ainsi, la situation géographique du Bas-Rhin expose ce département à une pression supplémentaire :

celle des candidats acquéreurs venant d'outre-Rhin. Cette pression foncière entraîne soit une hausse importante des prix, soit une raréfaction des terrains à bâtir.

Le classement en zone 3 du territoire bas-rhinois, hors communauté urbaine de Strasbourg, n'est plus réaliste. S'il est vrai que les organismes constructeurs peuvent bénéficier de dérogations par rapport au prix de référence du foncier, cette possibilité n'apporte aucune contribution à la recherche de l'équilibre financier des opérations imposé par vos services locaux.

En définitive, et malgré les efforts importants consentis par les collectivités locales, la construction de logements sociaux en milieu rural ne répond pas à la demande, laquelle se reporte sur la communauté urbaine de Strasbourg.

Quelles mesures comptez-vous prendre pour remédier à cet état de fait ?

M. le président. La parole est à Mme le ministre.

Mme le ministre délégué au logement et au cadre de vie. Monsieur le député, les élus du Haut-Rhin et, surtout, ceux du Bas-Rhin, ainsi que, d'une manière générale, les élus des zones frontalières - je pense en particulier à la région Rhône-Alpes - demandent comme vous un changement de zone. M. Oehler avait, lors de l'une de nos rencontres à Strasbourg, insisté sur le fait que certaines communes éprouvaient de réelles difficultés.

Je vous rappelle que l'Etat a déjà modifié la délimitation de plusieurs zones.

Je suis ouverte à l'idée d'étudier un changement de zone dans les secteurs soumis à une importante pression foncière et où la demande est extrêmement forte. Mais il faut procéder avec raison et mesure. Car si, *in fine*, tout le monde se retrouve en zone 2, il n'y aura plus de sens à maintenir une zone 1 !

En tout état de cause, je puis vous assurer que le dossier sera traité rapidement pour l'Alsace et, d'une manière générale, pour les territoires frontaliers.

M. le président. La parole est à M. Claude Dhinnin.

M. Claude Dhinnin. L'ensemble des partenaires institutionnels et des acteurs socio-économiques du logement sont préoccupés par les évolutions défavorables enregistrées en France depuis plusieurs années. Le ralentissement de la mise en chantier de logements, la quasi-disparition de l'accession sociale à la propriété, et la diminution sévère du parc locatif privé se conjuguent et rendent toujours plus préoccupantes les conditions de logement des classes moyennes comme des plus démunies.

Le parc des logements HLM est plus que jamais essentiel à l'équilibre du marché national du logement. Or l'allongement des listes d'attente, la diminution des taux de rotation et la chute de la vacance au minimum incompressible montrent combien les besoins sont supérieurs à l'offre de logement.

Cette situation de tension est renforcée dans la région Nord-Pas-de-Calais pour des raisons structurelles. Le rythme d'augmentation des ménages est soutenu en raison de la jeunesse de la population. Les situations de précarité sont plus nombreuses qu'ailleurs et renforcent les besoins en logements sociaux. Un parc en grande partie obsolète génère des besoins importants de renouvellement, en particulier dans la métropole lilloise - et l'on vient d'ailleurs de parler du bassin minier.

Tous ces éléments justifieraient une augmentation des crédits destinés au logement social - en particulier pour les PLA et les PALULOS - dans la région Nord-Pas-de-Calais. J'ai ainsi, dans une commune, des terrains que je peux mettre gratuitement à la disposition de sociétés de HLM, mais je ne peux pas avoir de PLA. La situation est grave. Aidez-vous en tenir compte ?

Enfin, madame le ministre, allez-vous rechercher des critères plus justes pour la répartition entre les régions des crédits destinés au logement social ?

M. le président. La parole est à Mme le ministre.

Mme le ministre délégué au logement et au cadre de vie. Monsieur le député, le débat a déjà eu lieu. J'ai en effet répondu à M. Kucheida sur le bassin minier. Sur un plan plus général, M. Battist m'a interrogée, par écrit, pour me poser la question de la nouvelle redistribution des crédits de l'Etat dans le Pas-de-Calais et le Nord. Je suis attentive à rééquilibrer l'affectation des crédits pour 1993 entre les

régions, mais je souhaite le faire de façon ciblée, en privilégiant les secteurs qui en ont le plus besoin, ou ceux où les collectivités territoriales sont prêtes à s'engager.

M. le président. La parole est à M. Jean Tiberi.

M. Jean Tiberi. Ma question sera très courte.

Un accord fonctionne depuis un certain temps, et nous nous en réjouissons, entre la mairie de Paris et l'Etat, le Gouvernement, sur le fonds social pour le logement destiné à venir en aide aux personnes en difficulté. Pouvez-vous nous donner l'assurance, monsieur le ministre, compte tenu de l'intérêt commun, porté à ces problèmes sociaux, que les crédits de l'Etat affectés à ce fonds seront maintenus à leur niveau actuel ?

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. le ministre de l'équipement, du logement et des transports. Monsieur Tiberi, je voudrais vous rassurer totalement. L'Etat maintiendra son effort au niveau nécessaire pour permettre de faire face aux besoins dans ce partenariat avec la ville de Paris.

M. Jean Tiberi. Je vous prie de bien vouloir m'excuser, monsieur le ministre, mais vous n'avez pas exactement répondu à ma question. Le même chiffre sera-t-il au moins maintenu ? Soyons clairs : y aura-t-il maintien, augmentation ou diminution des crédits ?

M. le ministre de l'équipement, du logement et des transports. De quel chiffre de référence parlez-vous ?

M. Jean Tiberi. Celui de la participation de l'Etat à ce fonds !

M. le ministre de l'équipement, du logement et des transports. La participation de l'Etat au FSL sera bien maintenue.

M. Jean Tiberi. A 7, 4 millions pour Paris ?

M. le ministre de l'équipement, du logement et des transports. Oui, bien sûr !

M. Jean-Pierre Brard. Alors, que ces crédits soient utilisés, comme vous le faites actuellement à Paris *intra muros* et non en banlieue !

M. Eric Raoult. C'est faux !

M. Jean-Pierre Brard. J'ai soulevé le voile !

M. le président. Monsieur Brard, s'il vous plaît !

M. Jean-Pierre Brard. Mais M. Tiberi n'a pas tout dit !

M. Eric Raoult. Staline est mort, monsieur Brard !

M. Jean-Pierre Brard. Mais que vient faire Staline ici ?

M. Julien Dray. M. Raoult est obsédé par Staline !

M. le président. Je vous en prie, mes chers collègues ! Nous en revenons aux questions du groupe socialiste. La parole est à M. Jean-Pierre Kucheida.

M. Jean-Pierre Kucheida. La politique de développement social des quartiers - ce que l'on appelle le DSQ - est remarquable. Elle a permis de redynamiser de nombreux quartiers et a offert des espoirs nouveaux à une population qui était parfois largement mise en marge.

Le fonds social urbain - la question est peut-être un peu annexe pour votre ministère, mais elle est importante - permet cette transformation, en liaison avec la région et la commune. Mais deux améliorations importantes pourraient être apportées dans ce domaine : conforter les moyens, mais nous savons qu'ils sont limités et, surtout, les adapter aux situations car, financièrement, le DSQ est différent selon que la commune est pauvre ou riche.

M. Eric Raoult. C'est vrai !

M. Jean-Pierre Kucheida. Or, aujourd'hui, les participations sont toujours les mêmes. Ma commune, dont le potentiel fiscal est de 1 000 francs par habitant, perçoit exactement la même subvention de l'Etat et de la région qu'une commune dont le potentiel fiscal s'élève à 5 000, 6 000 ou 7 000 francs. Je souhaiterais que ces participations soient modulées en fonction de la richesse des communes, ce qui irait dans le sens d'un peu plus de justice. Qu'en pensez-vous, monsieur le ministre ?

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. le ministre de l'équipement, du logement et des transports. Monsieur le député, d'abord je vous remercie d'avoir souligné l'importance de la politique de développement social des quartiers. Sur ces bancs, vous êtes un de ceux qui connaissent bien la situation. Elle est parfois extrêmement difficile et cet outil nouveau était nécessaire pour permettre, comme vous l'avez fort bien dit, de redonner aux gens un espoir, une perspective et pour apporter des réponses concrètes à leurs besoins.

Je suis pour ma part, et j'avais déjà eu l'occasion de le constater lorsque j'étais aux affaires sociales, tout à fait d'accord avec votre diagnostic : il n'y a pas de véritable égalité de traitement, puisque la situation des communes peut être différente en termes de difficultés rencontrées, mais aussi en termes de ressources fiscales, de richesse. Je suis donc très ouvert à la suggestion que vous faites et je compte en saisir mon collègue, M. Loncle, pour vous apporter une réponse dans les meilleurs délais.

M. le président. La parole est à M. Umberto Battist, dernier orateur inscrit.

Vous êtes inscrit pour deux questions, monsieur Battist. Peut-être pourriez-vous les poser en même temps ?

M. Umberto Battist. Volontiers, monsieur le président. De toute façon, à cette heure avancée, il n'est plus temps d'engager un débat de fond sur les deux problèmes d'urbanisme à propos desquels je voulais interroger M. le ministre.

Monsieur le ministre, ma première question rejointra un peu celle sur les DSQ. Au travers de certaines politiques qu'il met en œuvre avec beaucoup de conviction, l'Etat s'exprime de différentes façons à l'intérieur des agglomérations, des villes et des quartiers. Quelquefois, pour les acteurs ou les élus de terrain que nous sommes, il arrive que cela fasse un peu désordre et que nous ayons un peu de mal à nous y retrouver entre les projets d'agglomération tels qu'ils sont préconisés par la DATAR, les conventions de quartiers chères à la délégation interministérielle à la ville et les conventions ville-habitat proposées par votre ministère. Il conviendrait d'ajouter les contrats de ville, les financements du Fonds d'action sociale ou les crédits de prévention de la délinquance.

Monsieur le ministre, quels moyens pensez-vous possible de mettre en œuvre dans les années qui viennent pour rendre plus lisibles et plus efficaces ces diverses interventions de l'Etat, qui ont toutes le même objet.

Ma seconde question rejoint la précédente. Je constate que, depuis quelques années, l'Etat s'est fortement réinvesti dans ce qu'il est convenu d'appeler les politiques de la ville. Mais, alors que les crédits qu'il consacre aux politiques de développement social urbain se sont fortement développés, il n'en va pas de même de ceux consacrés à la recherche, aux études urbaines et au soutien aux équipes d'ingénierie urbaine au plan local. Or, s'il est nécessaire aujourd'hui d'intervenir fortement dans nos villes pour essayer de corriger les désordres qui s'y manifestent, il me semble au moins aussi important de consacrer les moyens nécessaires au développement de la connaissance et des savoir-faire afin que, tous ensemble, nous puissions mieux « faire la ville ». Monsieur le ministre, avez-vous le sentiment que les crédits dont vous disposez vous permettent aujourd'hui, sur ce terrain, de répondre à ce défi ?

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. le ministre de l'équipement, du logement et des transports. Monsieur le député, sur la multiplicité des formes d'intervention de l'Etat et des secteurs géographiques concernés pour des politiques qui, au fond, se ressemblent, je partage tout à fait votre diagnostic. C'est une manie bien française que d'inventer sans arrêt de nouveaux outils, généralement intelligents, qui s'efforcent de répondre à un besoin mais se superposent, s'empilent.

J'ai entamé, avec mes collègues concernés, notamment le ministre de la ville, une réflexion, qui ne doit pas attendre des mois pour déboucher, tendant à simplifier ces mécanismes. Il faut se recentrer sur un cadre géographique donné. Les contrats de plan peuvent être une occasion de clarifier les choses dans les discussions que nous avons à mener avec les collectivités locales. Il faut également cesser de multiplier les organismes de fait ou de droit qui regroupent à peu près les mêmes acteurs autour des problèmes de la ville. Qu'il s'agisse de prévention de la délinquance, du fonds social urbain, de développement social des quartiers ou du fonds

d'action sociale pour les travailleurs migrants, les interlocuteurs sont pratiquement les mêmes : représentants ministériels, associatifs, acteurs de terrain, élus locaux. Une formation unique suffirait donc pour traiter des problèmes du quartier, de la ville ou de l'agglomération.

C'est dans ce sens qu'il faut essayer de simplifier la vie des acteurs élus locaux et des acteurs de quartier qui ont déjà suffisamment à faire sans qu'on leur pose, en plus, des problèmes administratifs.

Pour ce qui est des études urbaines, il est vrai au moins que l'Etat revient depuis quelques années sur les problèmes d'urbanisme, ce qui est très bien. Les crédits des agences d'urbanisme, après un accident historique, se stabilisent. Sans doute faut-il faire plus. Nous en avons déjà parlé tous les deux avec d'autres élus et j'ai déjà eu l'occasion, tout à l'heure, de répondre à une question sur ce sujet.

Les crédits d'études connaissent toutefois une progression significative depuis sept ans, puisqu'ils sont passés de 26 millions à 41 millions de francs. Est-ce suffisant ? Non, naturellement, mais les moyens me paraissent tout de même sérieux, à condition que nous sachions diffuser les résultats de cette recherche, la lier à la pratique des acteurs sur le terrain.

Les moyens - qui, encore une fois, sont loin d'être négligeables - se sont donc accrus. Certes, il faudrait poursuivre dans cette voie, mais, dans l'immédiat, le souci numéro un porte sur les échanges d'informations, de recherches, d'expériences, sur la diffusion de la connaissance, toutes choses qui me semblent également relever du rôle de l'Etat.

M. le président. Nous en avons terminé avec les questions.

Les crédits concernant l'urbanisme, le logement et les services communs inscrits à la ligne : « Equipement, logement et transports » seront mis aux voix à la suite de l'examen des crédits de la mer.

La parole est à Mme le ministre.

Mme le ministre délégué au logement et au cadre de vie. Monsieur le président, je souhaiterais que les crédits du logement soient votés séparément.

M. le président. Ce n'est pas possible, madame le ministre. Les crédits, vous le savez, doivent être votés par titre et par ministère et l'on ne peut donc pas, en l'occurrence, séparer les crédits du logement des autres.

M. Eric Raoult. C'est mal préparé !

M. Jean-Pierre Brard. Il faut innover, monsieur le président !

M. le président. Innover, à cette heure, serait un peu risqué !

M. André Duroméa. Monsieur le président, je demande la parole !

M. Eric Raoult. Le groupe communiste veut nous dire qu'il s'abstient !

M. le président. La parole est à M. André Duroméa.

M. Eric Raoult. Parlez-nous de « l'avancée significative » !

M. Jean-Pierre Brard. Substantielle ! (Sourires.)

M. André Duroméa. Si je comprends bien, le vote séparé des crédits du logement n'est pas possible !

J'avais dit, dans mon intervention, que nous serions très attentifs aux améliorations éventuelles que vous pourriez apporter à votre budget, monsieur le ministre. Or je tiens à souligner que vous avez accepté un certain nombre de nos propositions : relèvement des plafonds PALULOS, des plafonds PAP, financement de 5 000 PAP et 10 000 PLA supplémentaires. S'agissant du paiement de l'APL à moins de 100 francs, vous nous avez promis que cette disposition serait étudiée. Vous avez également pris un engagement sur l'attribution des logements par les maires et sur les mesures en faveur des sans domicile fixe.

Bien sûr ce budget, même rectifié, ne nous donne pas entièrement satisfaction car il n'est pas encore le reflet d'une grande politique sociale. Néanmoins, s'il avait été possible de disjoindre les crédits, nous nous serions abstenus. Je ne peux pas faire la même promesse si ce budget est groupé avec ceux de la mer et des transports !

M. Jean-Pierre Brard. Là, ça coule ! (Rires.)

M. le président. J'appelle maintenant, en accord avec la commission des finances, les dispositions rattachées à l'examen des crédits de l'urbanisme, du logement et des services communs.

Après l'article 69

M. le président. M. Deprez a présenté un amendement, n° 8 corrigé, ainsi libellé :

« Après l'article 69, insérer l'article suivant :

« I. - Le 1^o de l'article 199 *sexies* du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« e) Les dispositions de l'alinéa précédent ne sont plus applicables pour les prêts contractés et les dépenses payées à compter du 1^{er} janvier 1993.

« II. - La perte de recettes résultant de l'application des dispositions du I est compensée à due concurrence par le relèvement des droits prévus aux articles 575 et 575 A du code général des impôts. »

Cet amendement n'est pas soutenu.

Article 86

M. le président. « Art. 86. - L'article L. 831-2 du code de la sécurité sociale est ainsi rédigé :

« Peuvent bénéficier de l'allocation de logement, sous réserve de payer un minimum de loyer compte tenu de leurs ressources, les personnes ne bénéficiant pas de l'allocation de logement prévue à l'article L. 542-1 ou de l'aide personnalisée au logement, prévue à l'article L. 351-1 du code de la construction et de l'habitation. »

Le Gouvernement a présenté un amendement, n° 173, ainsi rédigé :

« Dans le texte proposé pour l'article L. 831-2 du code de la sécurité sociale, substituer aux mots : "à l'article L. 542-1", les mots : "aux articles L. 542-1 et L. 755-21". »

La parole est à M. le ministre.

M. le ministre de l'équipement, du logement et des transports. Il s'agit de réparer une omission : le projet de loi de finances avait oublié de mentionner l'article L. 755-21 du code de la sécurité sociale qui concerne les départements d'outre-mer. L'erreur de rédaction ainsi commise aurait conduit à exclure les départements d'outre-mer de la généralisation définitive de l'allocation de logement social, alors qu'ils en bénéficient, en fait, depuis 1991. L'amendement n° 173 tend à corriger cette erreur.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Jean Anciant, rapporteur spécial. La commission n'a pas examiné cet amendement mais, à titre personnel, j'y suis favorable.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 173. (L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?... Je mets aux voix l'article 86, modifié par l'amendement n° 173.

(L'article 86, ainsi modifié, est adopté.)

Après l'article 86

M. le président. MM. Brard, Tardito, Thiémé et les membres du groupe communiste et apparenté ont présenté un amendement, n° 30, ainsi rédigé :

« Après l'article 86, insérer l'article suivant :

« Sont ajoutés à la fin du 1^o de l'article L. 351-3 du code de la construction et de l'habitation, les mots : "dans la limite de six personnes s'agissant des enfants du bénéficiaire ou de son conjoint :". »

La parole est à M. Jean-Pierre Brard.

M. Jean-Pierre Brard. L'efficacité de l'aide personnalisée au logement nécessite une adaptation fine de l'allocation aux conditions économiques et sociales dans lesquelles se trouvent les familles. On peut noter, à cet égard, que la charge du loyer ne croît pas en proportion directe du nombre de membres de la famille au-delà d'une certaine taille que l'on peut estimer à huit personnes compte tenu des ascendants éventuellement accueillis au foyer. En effet, dans le patrimoine collectif social, très rares sont les logements de plus de

cinq pièces. Or, le coefficient N représentant le nombre de parts dans la formule de calcul de l'aide est majoré de 0,5 par personne à charge supplémentaire au-delà de quatre, sans plafonnement. Le plafonnement que nous proposons a pour objet de mieux adapter cette aide à son objet social en éliminant les effets extrêmes liés à la composition atypique de certaines familles, notamment les familles polygames.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Jean Anciant, rapporteur spécial. La commission n'a pas examiné cet amendement. Moi-même, dans mon intervention, j'ai souhaité une plus grande transparence dans les barèmes de l'aide à la personne. Mais pourquoi fixer une limitation à six ? Pourquoi pas cinq ? Ou sept ?

A titre personnel, je suis donc plutôt défavorable à cet amendement, tant en raison de sa forme que parce que le seuil qu'il fixe est contestable.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre de l'équipement, du logement et des transports. Je comprends le souci exprimé par M. Brard et j'ai suivi son raisonnement. Mais lorsque une famille est plus nombreuse, il ne me semble pas anormal qu'elle bénéficie d'un barème plus favorable.

En réalité, le sujet qui le préoccupe principalement est celui des familles atypiques, en l'occurrence polygames. Mais je crains que l'adoption de cet amendement n'entraîne des difficultés pratiques d'application pour des familles nombreuses qui ne sont pas du tout issues de mariages ou de comportements polygames et vivant dans n'importe quel département français, y compris dans les départements d'outre-mer.

Je demande donc à M. Brard de retirer son amendement et je prends devant l'Assemblée, l'engagement d'étudier le problème.

M. le président. La parole est à M. Jean-Pierre Brard.

M. Jean-Pierre Brard. J'ai bien entendu ce que vous-même, monsieur le ministre et M. le rapporteur avez dit. Je considère que la polygamie est un défi permanent aux droits de la femme et aux droits de l'enfant. Des mesures doivent être prises pour empêcher son existence sur le territoire national. Vous venez de vous engager à étudier la question. Je retire donc mon amendement.

M. le président. L'amendement n° 30 est retiré.

Article 87

M. le président. « Art. 87. - Les dispositions suivantes sont ajoutées à l'article 1.312-1 du code de la construction et de l'habitation :

« La garantie de l'Etat peut être également accordée, dans les conditions fixées par décret, aux prêts consentis pour la construction, l'acquisition ou l'amélioration d'immeubles à usage principal d'habitation par tout établissement de crédit adhérent à un fonds, appelé "Fonds de garantie de l'accession sociale à la propriété", chargé de gérer cette garantie pour le compte de l'Etat. Ce fonds, qui est financé par l'Etat et par les établissements de crédit y adhérent, n'a pas la personnalité morale et est géré par une société dont sont actionnaires ces établissements de crédit. Les statuts de cette société sont approuvés par décret et le président de son conseil d'administration est nommé par arrêté. Des commissaires du Gouvernement assistent au conseil d'administration de cette société et ont le droit de veto sur toute décision de nature à affecter l'engagement financier de l'Etat lié à sa contribution financière au fonds et à sa garantie. »

La parole est à M. le ministre.

M. le ministre de l'équipement, du logement et des transports. Monsieur le président, je demande la réserve des votes sur l'article 87 et sur les amendements qui s'y rapportent ainsi que sur l'amendement n° 84 portant article additionnel après l'article 87.

M. le président. La réserve est de droit. Toutefois, en application de l'article 96 du règlement, j'appellerai les amendements qui seront discutés selon la procédure habituelle, les votes seuls étant réservés.

La parole est à M. Jean-Louis Dumont, inscrit sur l'article.

M. Jean-Louis Dumont. Sans remonter très loin dans le temps, simplement au début des années 80, la notion d'accession sociale était sans ambiguïté : elle était liée à la pratique des PAP qui offrait chaque année à près de 150 000 ménages à revenus moyens ou modestes l'accès à la propriété d'un logement neuf.

Puis, au nom d'une économie de marché alors parée de toutes les vertus, le PAP fut rapidement condamné à disparaître, victime, sans doute, de sa réussite : la libéralisation et la banalisation ne pouvaient souffrir la poursuite d'une intervention lourde de l'Etat pour aider à l'accession sociale.

Tous les moyens furent bons : réduction des programmes aidés, freins à la consommation des crédits par voie réglementaire, etc. La situation de l'économie nationale était favorable : les prêts conventionnés pouvaient temporairement prendre le relais. Puis ce fut l'acquisition de logements anciens.

On trouvait alors une nouvelle définition pour l'accession sociale : elle englobait à la fois le reste des PAP, la part des prêts conventionnés avec APL et les acquisitions dans l'ancien pour les ménages à revenus moyens ou modestes. Mais le marché, si courtisé quand il répond aux attentes de ses défenseurs, a montré ses limites : le réservoir de logements anciens accessibles aux revenus modestes a vite révélé qu'il n'était pas inépuisable ; la baisse des taux d'intérêt qui aurait permis de « solvabiliser » les familles n'était pas au rendez-vous ; les banques, appelées à assurer l'alimentation des prêts aux ménages sociaux, se sont rapidement retirées d'un secteur dont elles ne maîtrisaient pas les risques.

On aurait pu penser alors que le PAP serait apparu comme une solution raisonnable pour maintenir une offre suffisante d'accession sociale.

Eh bien non ! Le marché ne saurait être défaillant, et, puisqu'il ne répond plus, il faut l'aider. L'Etat s'engage maintenant non plus en faveur des familles à revenus modestes, mais dans une aide aux circuits bancaires.

Le FGAS serait la potion qui redonnerait aux banques le goût de prêter. Mais cette potion n'a pas l'air d'avoir bon goût, quand on entend les banquiers eux-mêmes en parler !

Ainsi, on nous invite à doter le FGAS de 300 millions de crédits budgétaires auxquels s'ajouteront 300 autres millions, comme l'a annoncé Mme le ministre du logement. Et pour faire quoi ? Relancer le prêt conventionné avec APL. Mais à quelle hauteur ? Quel est l'engagement des banques en termes quantitatifs ?

On nous avait annoncé que le FGAS ferait baisser les taux. Cela semble moins sûr aujourd'hui. Si les taux doivent baisser, ce sera principalement parce que les marchés financiers seront à la baisse.

Ainsi, le choix de créer le FGAS, plutôt que de relancer les PAP, paraît hasardeux dans la conjoncture actuelle : on échange une relance pour la construction neuve contre l'espoir d'une distribution de prêts pour les transactions. Quel est l'intérêt pour l'activité du bâtiment qui souhaite légitimement une reprise de la construction ? On échange la distribution de PAP par le canal d'organismes à caractère social qui ont fait la preuve de leurs capacités à faire accéder à la propriété d'un logement sans risque majeur, contre l'illusion que les circuits bancaires voudront et sauront remplir une fonction sociale qui n'est pas de leur compétence.

Tout cela mérite bien que l'on s'interroge sur la volonté des auteurs du projet - on sait d'où ça vient : de la direction du Trésor - de maintenir, à terme, une réelle accession sociale à la propriété dans notre pays.

Madame le ministre, monsieur le ministre, j'ai bien entendu, tout au long de cette soirée, les engagements que vous avez pris. Certes, ces engagements éclairaient d'une lumière plus vive, meilleure, la démarche qui est la vôtre. Sachez simplement que nous attendons encore plus d'explications, et plus d'engagements pour que l'accession sociale à la propriété demeure un secteur vivant. Les ménages en ont besoin.

Il faut supprimer cette pression permanente qui pèse sur le logement social. L'accession à la propriété doit y contribuer, d'autant qu'elle relève d'un phénomène culturel. Alors, ne laissez pas ailleurs que dans votre ministère décider de ce que doit être l'accession sociale. Ne la laissez pas continger par le quai de Bercy. Refusez au Trésor le droit de lui retirer de l'argent !

L'Etat a une mission essentielle qu'a rappelée il y a quelques minutes Albert Denvers, qui fut pendant des décennies président de l'Union des HLM. Si vous l'avez écouté, vous ne pourrez pas lui répondre demain qu'un produit unique résoudre le problème de l'accession. Madame le ministre, monsieur le ministre, continuons le dialogue, de telle sorte que les produits les mieux adaptés soient mis sur le marché au service du logement social et de l'accession sociale à la propriété.

M. le président. Je suis saisi de deux amendements identiques, nos 34 et 170.

L'amendement n° 34 est présenté par M. Alain Richard, rapporteur général, et M. Jean Anciant, rapporteur spécial ; l'amendement n° 170 est présenté par MM. Malandain, Dumont, Alain Richard, Le Garrec, Douyère et les membres du groupe socialiste.

Ces amendements sont ainsi rédigés :

« Supprimer l'article 87. »

La parole est à M. le rapporteur spécial, pour soutenir l'amendement n° 34.

M. Jean Anciant, rapporteur spécial. Cet amendement est soutenu.

M. le président. La parole est à M. Jean-Louis Dumont, pour soutenir l'amendement n° 70.

M. Jean-Louis Dumont. Il est également soutenu.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre de l'équipement, du logement et des transports. Mme Lienemann et moi-même partageons le point de vue qui vient d'être exprimé : il doit y avoir dans ce pays une vraie accession sociale à la propriété, et celle-ci doit être améliorée. C'est dans cet esprit, et après avoir été à l'écoute de plusieurs intervenants, que nous avons augmenté le nombre de prêts d'accession à la propriété et relevé leur plafond, réunissant ainsi les meilleures conditions pour que ces prêts soient effectivement consommés.

Je sais très bien - je ne suis pas naïf - que, dans l'esprit de certains, et cela a même été plus que murmuré, le FGAS était un instrument anti-PAP, si je puis me permettre de manier ainsi les sigles ! Or ce n'est pas la position des deux ministres ici présents. Ce n'est pas non plus celle du Gouvernement, notamment pas celle de notre collègue Michel Sapin qui s'est exprimé publiquement sur ce sujet.

Nous sommes simplement partis d'un constat : la chute des prêts conventionnés, la nécessité d'intervenir aussi dans l'ancien et de s'adresser à une clientèle qui constitue le deuxième étage de l'accession sociale à la propriété, pour reprendre l'expression de votre rapporteur spécial, M. Anciant. Seulement, ce deuxième étage ne doit pas mettre en péril la solidité du premier ! Sur ce point, nous sommes en plein accord, et nous pouvons donc continuer à préciser les choses.

Mme Lienemann a expliqué tout à l'heure l'esprit dans lequel nous voulions développer cet outil qu'est le FGAS. Nous continuerons à travailler dans ce sens en liaison avec les groupes parlementaires intéressés.

M. Eric Raoult. C'est un débat socialo-socialiste !

M. le président. Le vote sur les amendements identiques nos 34 et 170 est réservé.

Le vote sur l'article 87 est également réservé.

Après l'article 87

M. le président. M. Hoarau a présenté un amendement, n° 84, ainsi rédigé :

« Après l'article 87, insérer l'article suivant :

« Le 1^{er} septembre 1993, le Gouvernement remettra aux parlementaires un rapport détaillé relatif à l'utilisation de la ligne budgétaire unique à la Réunion en 1992. »

La parole est à M. Elie Hoarau.

M. Elie Hoarau. Cet amendement vise à demander au Gouvernement de nous transmettre un rapport exhaustif concernant l'utilisation de la ligne budgétaire unique à la Réunion.

Ce souci de transparence répond, madame le ministre, à vos interrogations concernant l'incohérence des chiffres relatifs au nombre de logements aidés effectivement réalisés

sur notre île. Quoi qu'il en soit, ce nombre se situe dans une fourchette allant de 4 000 à 5 000 unités, ce qui est bien en deçà des besoins unanimement reconnus.

Lors de votre visite à la Réunion, vous avez exposé vos conceptions sur le logement. Elles ont suscité l'inquiétude, sinon le désarroi, chez les syndicats patronaux, les syndicats de travailleurs, les promoteurs et dans les collectivités locales.

Force est de constater que l'ampleur de la crise qui affecte le secteur du logement dans notre île n'a pas été évaluée à son exacte mesure.

Depuis 1990, les acteurs locaux ont fourni un travail très dense pour préparer les assises du logement. Ils ont formulé des propositions. Il est regrettable que les plus importantes d'entre elles n'aient pas rencontré auprès de vous un écho favorable.

Nous avons souhaité que la ligne budgétaire unique soit réévaluée en 1993. Vous avez répondu par l'annonce de sa stagnation au niveau de 1992, ce qui revient à une régression, compte tenu de l'inflation.

J'insiste sur le fait que les graves problèmes rencontrés par notre île doivent être appréhendés dans leur globalité et leur spécificité.

Je citerai les principaux : une croissance démographique particulièrement forte ; des retards considérables en équipements - voirie, réseaux divers, etc. - ; un accroissement rapide de l'habitat insalubre et précaire, faute de réponses suffisantes aux besoins ; une prise en charge financière insupportable pour les communes qui entreprennent la réalisation de logements sociaux alors même qu'elles subissent les effets d'un retrait brutal du Crédit local de France et un manque à gagner de 100 millions de francs pour ce qui est de la DGF.

Le nombre de logements aidés à construire durant cette décennie doit être de 9 000 par an. Cet effort pourrait s'apparenter à celui qui fut fourni lors de la création de villes nouvelles, mais il ne bénéficie pas des facilités financières accordées à des dernières en métropole depuis le début des années 1970.

Je conclurai par deux questions relatives justement à l'accession sociale à la propriété.

Envisagez-vous, madame le ministre, de finaliser rapidement la circulaire permettant de gérer ces ventes maintenant sous l'égide d'une concession auprès d'une société anonyme, quelle qu'elle soit ?

Pouvez-vous garantir que, dans les départements d'outre-mer, ces ventes seront exonérées des droits d'enregistrement, comme en métropole dans les situations similaires ?

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Jean Anciant, rapporteur spécial. La commission n'a pas examiné cet amendement. Je comprends le souci de M. Hoarau. En m'en tenant au texte de l'amendement, je ferai observer, à titre personnel, que, dans le cadre des rapports budgétaires classiques et en particulier du rapport budgétaire sur les départements d'outre-mer, le rapporteur peut émettre son analyse sur la ligne budgétaire unique. Mais il me paraît difficile que celle-ci puisse faire l'objet d'un traitement particulier par rapport aux autres dépenses budgétaires.

A priori, je suis donc plutôt défavorable à l'adoption de cet amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

Mme le ministre délégué au logement et au cadre de vie. Mon avis est identique à celui de la commission. Je peux seulement confirmer à M. Hoarau les engagements qui ont déjà été pris. Son souci est d'obtenir la transparence sur l'égalité de traitement entre les départements d'outre-mer, la Réunion en particulier, et l'ensemble du territoire national. Dans le cadre de la mission de M. Geindre et compte tenu du travail qu'elle effectuera auprès du commissariat général du Plan, nous mettrons à plat tous les chiffres de la LBU et nous les comparerons au budget du logement.

Sur différents points que vous avez évoqués, monsieur le député, j'ai donné des réponses à la Réunion. Sur les autres, je vous répondrai par écrit.

M. le président. Le vote sur l'amendement n° 84 est réservé.

Nous avons terminé l'examen des crédits du ministère de l'équipement, du logement et des transports, concernant l'urbanisme, le logement et les services communs.

La suite de la discussion budgétaire est renvoyée à la prochaine séance.

3

DÉPÔT DE PROJETS DE LOI

M. le président. J'ai reçu le 13 novembre 1992, de M. le Premier ministre, un projet de loi relatif à l'exploitation commerciale des voies navigables.

Le projet de loi n° 3038 est renvoyé à la commission de la production et des échanges, sous réserve de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

J'ai reçu, le 13 novembre 1992, de M. le Premier ministre, un projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse concernant l'exercice de la pêche et la protection des milieux aquatiques dans la partie du Doubs formant frontière entre les deux États (ensemble une annexe, un règlement d'application et une déclaration).

Le projet de loi n° 3039 est renvoyé à la commission des affaires étrangères, sous réserve de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

4

DÉPÔT DE PROJETS DE LOI ADOPTÉS PAR LE SÉNAT

M. le président. J'ai reçu le 13 novembre 1992, transmis par M. le Premier ministre, un projet de loi adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Emirats arabes unis relative à l'entraide judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale.

Le projet de loi n° 3032 est renvoyé à la commission des affaires étrangères, sous réserve de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

J'ai reçu le 13 novembre 1992, transmis par M. le Premier ministre, un projet de loi adopté par le Sénat, autorisant la ratification d'un accord entre la République française et les Emirats arabes unis sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un protocole interprétatif).

Le projet de loi n° 3033 est renvoyé à la commission des affaires étrangères, sous réserve de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

J'ai reçu le 13 novembre 1992, transmis par M. le Premier ministre, un projet de loi adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République argentine sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble une déclaration).

Le projet de loi n° 3034 est renvoyé à la commission des affaires étrangères, sous réserve de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

J'ai reçu le 13 novembre 1992, transmis par M. le Premier ministre, un projet de loi adopté par le Sénat, autorisant la ratification du traité entre la France et la Russie.

Le projet de loi n° 3035 est renvoyé à la commission des affaires étrangères, sous réserve de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

J'ai reçu le 13 novembre 1992, transmis par M. le Premier ministre, un projet de loi adopté par le Sénat, autorisant l'approbation du protocole au traité sur l'Antarctique, relatif à la protection de l'environnement.

Le projet de loi n° 3036 est renvoyé à la commission des affaires étrangères, sous réserve de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

J'ai reçu le 13 novembre 1992, transmis par M. le Premier ministre, un projet de loi adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière civile et commerciale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République orientale de l'Uruguay.

Le projet de loi n° 3037 est renvoyé à la commission des affaires étrangères, sous réserve de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

5

ORDRE DU JOUR

M. le président. Aujourd'hui, à dix heures trente, première séance publique :

Suite de la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1993 n° 2931 (rapport n° 2945 de M. Alain Richard, rapporteur général, au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan).

Equipement, logement et transports : mer.

Annexe n° 22 (Equipement, logement et transports : mer). - M. Albert Dejours, rapporteur spécial :

Avis n° 2947, au nom de la commission des affaires étrangères : tome X (Equipement, logement et transports : mer) de M. Jean Lacombe ;

Avis n° 2950, au nom de la commission de la production et des échanges : tome VIII (Equipement, logement et transports : mer) de M. Gilbert Le Bris.

Anciens combattants.

Annexe n° 8 (Anciens combattants et victimes de guerre). - M. Jean-Louis Dumont, rapporteur spécial ;

Avis n° 2946 au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales : tome VII (Anciens combattants et victimes de guerre) de M. Jean Proveux.

Education nationale et culture : communication, lignes 46 et 47 de l'état E et article 63.

Annexe n° 16 (Education nationale et culture : culture : communication). - M. Robert-André Vivien, rapporteur spécial ;

Avis n° 2946, au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales : tome XIII (Education nationale et culture : culture : communication) de M. Bernard Schreiner (Yvelines) ;

Avis n° 2947, au nom de la commission des affaires étrangères : tome IX (Education nationale et culture : culture : communication) de M. Jean Laborde.

A quinze heures, deuxième séance publique :

Suite de l'ordre du jour de la première séance.

A vingt et une heures trente, troisième séance publique :

Suite de l'ordre du jour de la première séance.

La séance est levée.

(La séance est levée le samedi 14 novembre 1992, à deux heures cinquante-cinq.)

Le Directeur du service du compte rendu sténographique
de l'Assemblée nationale,

JEAN PINCHOT

Prix du numéro : 3,50 F

(Fascicule de un ou plusieurs cahiers pour chaque journée de débats ; celle-ci pouvant comporter une ou plusieurs séances.)